



Rapport d'étape sur la Synergie et l'Alignement - Contributions actuelles et potentielles des programmes et projets au PDIDS



PDIDS/EES Volume 4 version 1.0, 26 juin 2019



INTER COLLECTIVITE DU SOUROU
*Actions intégrées pour le développement durable
de la vallée du Sourou au Mali*

Site web : www.souroumali.org

E-mail : bureau@souroumali.org

Tél : +223 65 64 00 38 / 75 16 34 55 / 66 59 95 48

COLOPHON

Référence officielle

CR, 2019. Rapport d'étape sur la Synergie et l'Alignement - Contributions actuelles et potentielles des programmes et projets au PDIDS. PDIDS/EES Volume 4 version 1.0, 26 juin 2019. Comité Restreint de l'Inter Collectivité du Sourou, Inter Collectivité du Sourou, Bankass, 130 pp.

Les volumes faisant partie intégrale du PDIDS/EES

Volume 1 = Rapport sur le Programme de Développement Intégré et Durable du Sourou (PDIDS) au Mali

Volume 2 = Rapport d'Evaluation Environnementale Stratégique (EES) du Programme de Développement Intégré et Durable du Sourou (PDIDS) au Mali

Volume 3 = Rapport diagnostique de la zone, les analyses et détails pour le PDIDS

Volume 4 = Rapport d'étape sur la Synergie et l'Alignement - Contributions actuelles et potentielles des programmes et projets au PDIDS

Image de la couverture

Un bras de Fleuve Sourou avec quelques utilisateurs dans la commune de Baye (photo du projet PADIN II).

Team de l'élaboration du PDIDS/EES

CR

Lapan Etienne Bello	Maire de la commune de Baye ; président du CR
Soumaila Guindo	Vice-président du Conseil de Cercle de Koro ; Vice-président du CR
Abdou Ongoiba	3eme adjoint Maire de Mondoro ; secrétaire administratif du CR
Abdrahamane Poudiouguo	Maire de la commune de Toroli ; trésorier du CR
Amadou Yaro	Président du conseil de Cercle de Bankass

Consultants

Bakary Koné	Consultant indépendant, Bamako, Mali
Niek van Duivenbooden	Trimpact, Dieren, les Pays-Bas

EPER

Mahamadou Coumaré	Direction Régionale de l'Agriculture (DRA)
Souleymane Koné	Direction Régionale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances (DRACPN)
Bakary Sangaré	Direction Régionale des Eaux et Forêts (DREF)
Bourema Yalcouyé	Direction Régionale du Génie Rural (DRGR)
Kadidia Kané	Direction Régionale de l'Hydraulique (DRH)
Maimouna Traoré	Direction Régionale de la Pêche (DRP)
Alassane Diarra	Direction Régionale de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille (DPRFEF)
Diakardia Coulibaly	Direction Régionale des Productions et des Industries Animales (DRPIA)
Ahmadou Touré	Direction Régionale de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du territoire et de la Population (DRPSIAP)
Gouro Arama	Direction Régionale des Routes (DRR)

CARE

Daouda Traoré	Chef du projet PADIN II
Seydou Tolo	Assistant technique PADIN II

CNEE

Sibout Nootboom	Coach aspects de l'EES
-----------------	------------------------

Financement

L'Ambassade du Royaume des Pays-Bas, Bamako, dans le cadre du projet PADIN II.



Sommaire

Résumé exécutif.....	v
Executive summary.....	viii
Abréviations et acronymes.....	xi
1. Introduction.....	1
1.1 Justification et contexte.....	1
1.2 Instruction d’usage de ce volume.....	3
1.3 Méthodologie de la Synergie et l’Alignement.....	4
1.3.1 Résultats attendus.....	4
1.3.2 Partage des informations requises.....	5
1.3.3 Echanger des outputs ou résultats.....	7
1.3.4 Fiche d’Information de projet (FIP).....	8
2. Contributions des projets du Sourou, côté du Mali au PDIDS.....	9
2.1 Informations détaillées sur les projets existants.....	9
2.1.1 APTUHC-M.....	9
2.1.2 AR-ASDE.....	10
2.1.3 ARC-Mali.....	11
2.1.4 ARDT-SMS.....	14
2.1.5 BDAS.....	15
2.1.6 BKN.....	16
2.1.7 CPER-CRM.....	17
2.1.8 CpF.....	18
2.1.9 DryDev-ML.....	19
2.1.10 DSS.....	21
2.1.11 ESIQ.....	23
2.1.12 FFE.....	23
2.1.13 GDEFOR 3.....	24
2.1.14 GLD.....	24
2.1.15 GS.....	27
2.1.16 IPRO-REAGIR.....	28
2.1.17 Jigisémejiri.....	29
2.1.18 L4G.....	29
2.1.19 MCCA.....	30
2.1.20 PACETEM.....	31

2.1.21	PAFHa	32
2.1.22	PAFS-AECC.....	33
2.1.23	PA-RCPNV.....	34
2.1.24	PAPAM	35
2.1.25	PASARC.....	36
2.1.26	PCA-GIRE	36
2.1.27	PDAR.....	37
2.1.28	PDGET.....	38
2.1.29	P-DGIR	39
2.1.30	PEF-GS	40
2.1.31	PGDTE.....	41
2.1.32	P-GLR.....	42
2.1.33	PISA	43
2.1.34	PQAA	44
2.1.35	PREFPP	44
2.1.36	PRRE	46
2.1.37	PVIB	46
2.1.38	RMCCA	47
2.1.39	SMAT-SCALING.....	48
2.1.40	UMCS.....	49
2.2	Informations détaillées sur les projets planifiés	50
2.2.1	AEEPS	50
2.2.2	DDSEM	51
2.2.3	PUM-Riz.....	52
2.2.4	SAWM	53
2.3	Informations détaillées sur les projets clôturés.....	55
2.3.1	DFC	55
2.3.2	GPM.....	58
2.3.3	PADIN-II.....	58
2.3.4	PGIRES/GWI	60
3.	Contribution des projets transfrontaliers du Sourou au PDIDS	62
3.1	Informations détaillées sur les projets existants.....	62
3.1.1	C ₁₀ -Sourou	62
3.1.2	FEVE.....	63
3.1.3	P-DREV	64

3.1.4	PMTN.....	64
3.1.5	PRAPS	65
3.1.6	ProGEF.....	66
3.2	Informations détaillées sur les projets planifiés	67
3.2.1	AAF-SSR	67
3.2.2	AT4PAIX.....	69
3.2.3	GRN-ABV	69
3.2.4	PAGE 2.....	69
3.2.5	PDI-Volta	70
3.2.6	PREE-PACO	70
3.2.7	RERS	70
3.2.8	REWarD	71
3.3	Informations détaillées sur les projets clôturés	71
3.3.1	GRH-S	71
4.	Contribution potentielle des projets de la zone du Sourou du côté burkinabé au PDIDS.....	74
4.1	Informations détaillées sur les projets existants.....	74
4.1.1	BDFK	74
4.1.2	PAPCiDDeL	76
4.2	Informations détaillées sur les projets planifiés	77
4.2.1	AMVS – Extension	77
4.3	Informations détaillées sur les projets clôturés	78
4.3.1	AHOMMS	78
5.	Contribution potentielle des projets hors de la zone de Sourou (ML + BF) au PDIDS	79
5.1	Informations détaillées sur les projets existants.....	79
5.1.1	EBA/FEM	79
5.1.2	IDEAL	80
5.1.3	INCLUSIF.....	82
5.1.4	LG-LMN	83
5.1.5	Maara Niséko	84
5.1.6	PNB-BF	84
5.1.7	PRRC.....	87
5.1.8	ROGEP	88
5.1.9	TAAT	89
5.2	Informations détaillées sur les projets planifiés	90
5.2.1	PQAPM – Renforcement des filières	90

5.3	Informations détaillées sur les projets clôturés	91
5.3.1	DryDev-BF	91
5.3.2	PAGE.....	93
5.3.3	R-BDF.....	93
6.	Résultats de l'analyse de la synergie et l'alignement	96
6.1	Inventaire des organisations présentes dans le Sourou	96
6.2	Inventaire des contributions des projets au PDIDS.....	98
6.2.1	Analyse de la distribution spatiale.....	103
6.2.2	Analyse de la couverture des Axes Stratégiques.....	103
6.3	Options pour l'amélioration de la synergie et de l'alignement	103
6.3.1	Analyse de la demande et de l'offre.....	103
6.3.2	Réunions de partages des résultats par domaine - harmonisation	106
6.4.	Leçons apprises et recommandations.....	106
6.4.1	Leçons apprises des différents programmes et projets inventoriés.....	106
6.4.2	Recommandations	109
7.	Conclusions.....	112
	Bibliographie	114
	Annexe 1. Liste des organisations humanitaire.....	115
	Index des projets.....	116

Résumé exécutif

La zone du Sourou dans la région de Mopti au Mali (la partie extrême nord du Bassin de la Volta) dispose de potentialités, en termes de ressources en eau, productions agricoles et de biodiversité (site Ramsar). Les principaux défis de la zone (partie humide et partie sèche) sont d'ordre sécuritaire, la gestion des ressources en eau et autres ressources naturelles connexes, la pauvreté et le chômage, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, les changements climatiques, la croissance démographique, la dégradation du couvert végétal et la perte de la biodiversité. Dans une moindre mesure il faut citer, la pollution des eaux souterraines et de surface, la pollution par divers types de déchets et les maladies liées aux eaux. En plus dans la zone sèche il y a l'appauvrissement continu des sols.

La nécessité d'un partage équitable des ressources naturelles du sous-bassin du fleuve Sourou, de répondre aux nombreux défis ci-dessus cités et de valoriser durablement les énormes potentialités de la zone ont été les raisons pour la création de l'Inter Collectivité de Sourou (ICS). Composée de 26 communes et les cercles de Bankass, Koro et Douentza, l'ICS a été mise en place par une décision du Gouverneur de la région de Mopti conformément aux textes de la décentralisation au Mali.

Le Comité Restreint de l'Inter Collectivité du Sourou (CR) a décidé d'élaborer un programme de développement intégré et durable pour cette zone à travers une approche participative de GIRE/GRN des populations et d'assurer son portage politique et sa mise en œuvre. Le résultat est le Programme de Développement Intégré et Durable du Sourou ensemble avec son Evaluation Environnementale Stratégique (PDIDS/EES ; volumes 1 et 2). C'est-à-dire que tous les objectifs environnementaux et sociaux, qui sont les objectifs d'une EES, sont déjà intégrés dans le programme dès le démarrage. En utilisant cette approche le CR a vraiment conçu un programme plus intégré et durable possible. Un programme fédérateur comme le PDIDS/EES dont le portage et le leadership sont assurés par l'ICS couplé à la participation effective des populations et la synergie et l'alignement des projets existants et futurs sont à même capable de relever ses défis majeurs de la zone du Sourou.

La vision du PDIDS/EES à l'horizon 2029 pour la zone du Sourou est définie comme suit :

« Contribuer au bien-être des populations et au maintien de l'intégrité écologique du Sourou aligné avec les objectifs du Cadre pour la Relance Economique et du Développement Durable (CREDD) et des Objectifs du Développement Durable (2016-2030) ».

L'objectif du PDIDS/EES a été formulé :

« A l'horizon 2029, les 29 collectivités territoriales du bassin du Sourou auront amélioré leurs conditions de vie à travers le développement d'activités socioéconomiques et environnementales afin de renforcer leur résilience face aux changements climatiques ».

Le PDIDS/EES est publié en quatre volumes :

1. Le volume 1 (PDIDS) présente le programme en tant que tel avec le contenu suivant : *a)* les défis de la zone (état des lieux), *b)* les justifications du programme (les décisions prises et leur « pourquoi » des Axes Stratégiques), *c)* les actions préliminaires pour la deuxième phase (2025-2029) et *d)* des actions détaillées pour la première phase (2019-2024). Ces dernières ont été définies en étroite collaboration avec les populations et les organisations de la société civile sous le portage et le leadership de l'inter collectivité du Sourou (ICS) de même que les résultats de l'EES (volume 2). Cela permettra à l'ICS de prendre ses premières décisions à travers le PDIDS version 1.0 y comprises également les actions sans regret formulées ;

2. Le volume 2 (EES) présente l'analyse environnementale : les explications et les justifications des actions proposées dans le PDIDS basées sur le processus d'analyse environnementale, la validation des actions auprès des populations, et leur mise à jour en décrivant également les mesures d'atténuation pour éviter les effets néfastes des actions proposées. Ce volume représente le rapport environnemental que le décret sur l'EES requiert ;
3. Le volume 3 (Diagnostic) présente la base de données, les états de lieux en détails (basée principalement sur des enquêtes de terrain auprès des populations et les données statistiques historiques), les analyses détaillées déterminant les actions nécessaires pour les différentes zones agroécologiques dans le PDIDS, et l'esquisse de budget détaillé du PDIDS initié par l'EPER. Les détails figurant dans ce volume sont les résultats mis à jour après les ateliers de restitution et de la validation avec les populations ;
4. Le volume 4 (Synergie & Alignement) présente un aperçu des programmes et projets de développement (des actions de tiers qui exécutent déjà une partie du PDIDS) qui sont déjà en cours ou en préparation : *a)* dans le Sourou malien, *b)* dans le Sourou burkinabé, *c)* comme un projet transfrontalier, et *d)* des projets hors de la zone du Sourou qui peuvent contribuer à la mise en œuvre du PDIDS. Ce rapport d'étape donne des options préliminaires pour une meilleure collaboration entre les programmes et projets en vue d'impulser leur impact collectif. Les projets qui ne figurent pas encore dans ce volume sont invités d'envoyer leur fiche d'information de projet (disponible via le site web www.souroumali.org) à l'ICS.

L'organisation de la mise en œuvre du PDIDS/EES se fera sous le guidage et la responsabilité de l'ICS avec une direction politique et une direction en charge de la supervision journalières des activités.

Ce volume présente l'états de lieux des programmes et projets (en phase de mis en œuvre, planifiés, ou clôturés), qui pourront contribuer à la mise en exécution du PDIDS. La contribution pourra être directe avec des activités dans le Sourou (côté du Mali et transfrontalier), ou indirecte via un transfert de connaissance (ex. leçons apprises) et/ou techniques du côté du Sourou du Burkina Faso, et/ou hors du Sourou.

Il est devenu clair que le partage des informations pour progresser ensemble en vue de l'atteinte d'un but commun peut se faire de manière informelle (dans un atelier) mais difficilement de façon un peu plus officielle, via le remplissage de la fiche d'information de programme/projet (FIP) pour un nombre des structures. Sans ces difficultés, le nombre de FIPs (chapitres 2 à 5) aurait pu être plus élevé.

Tenant compte du nombre d'au moins 155 organisations qui travaillent dans le Sourou et que chacune d'elle dispose de ces propres fonds et exécute ses activités, une coordination et alignement dans le cadre du PDIDS/EES est urgent pour éviter le gaspillage des moyens financiers et de temps, mais également de mettre en confiance les populations qui sont confuses par la multiplicité des intervenants.

Le concept de Besoin-Offre comme mécanisme d'échange des outputs entre les projets en vue d'impulser l'impact collectif des programmes et projets est innovant. Les partenaires d'exécution des projets savent bien expliqués ou vulgarisés les résultats de leurs projets à leurs propres groupes cibles. Cependant ces mêmes projets ont des difficultés (pouvoir et vouloir selon l'ordre de leurs supérieurs, etc.) de formuler et de transférer leurs résultats pour les bénéficiaires d'autres parties prenantes, qui -en fait- ont les mêmes objectifs de développement pour leurs populations dans la

zone du Sourou. Il est donc clair, que pendant la phase d'exécution du PDIDS il reste encore des travaux à faire dans ce domaine. En vue d'augmenter la synergie et de mieux aligner les activités avec le PDIDS, des détails de projets (un niveau plus approfondit que celui d'un domaine ou d'axe stratégique) sont nécessaires.

La capitalisation des leçons et recommandations des projets exécutés semble également être difficile ou de moindre importance (ou moins intéressante) pour la plupart des organisations exécutrices. Quelques bons exemples sont présentés vue leur importance potentielle pour le PDIDS. En rétro perspectif ces leçons et recommandations ont été prises en compte dans le PDIDS, mais au début d'élaboration du PDIDS les informations n'étaient pas disponible (et le temps de les rechercher n'était pas disponible). Pour l'exécution efficace du PDIDS, d'autres recommandations sont formulées sur la base de nos travaux dans ce volume et par la suite inclus dans le PDIDS.

Le travail de collecte des informations des programmes et projets existants et futurs (par les FIP ou des autres moyens) n'est pas encore terminé. Ce travail se poursuivra même pendant la mise en œuvre du PDIDS. De cette façon les impacts cumulés pourront être mieux documentés et mis à la disposition des bénéficiaires.

Depuis le début de l'année 2019 notre constat a été qu'un nombre des organisations qui veulent commencer ou ont commencés un projet dans le Sourou ont débuté une collaboration avec l'ICS pour aligner leurs activités avec le PDIDS. Cela montre une volonté croissante des parties prenantes de rechercher la synergie et alignement en vue de l'obtention des bénéfices de l'exécution du PDIDS avec son EES.

Avec la création d'un cadre de concertation (environnement) favorable à la synergie et l'alignement des projets existants et futurs la chance de la duplication des projets et/ou similaires diminue et l'impact collectif dans la zone du Sourou augmentera.

Executive summary

The Sourou area in the Mopti region in Mali, the most northern part of the Volta Basin has a considerable potential in terms of water resources, food production, and biodiversity (Ramsar site). The main challenges in the dry and humid parts of the area are security, water and other related natural resources management, poverty and unemployment, food and nutrition insecurity, climate change, population growth, land cover degradation and loss of biodiversity. To a lesser extent, ground and surface water pollution, pollution by various types of waste, and water-borne diseases. In addition, impoverishment of soil fertility is continuing in the dry zone.

The need for equitable sharing of the natural resources of the Sourou River basin, responding to the numerous challenges mentioned above, and valorising sustainably the enormous potential of the area were the reasons for the creation of the Inter Community of the Sourou (ICS). The ICS consists of 26 communes and the Prefectures ("Cercles") of Bankass, Koro, and Douentza, as formalized by a decree of Mopti's Governor as part of the decentralization process in Mali.

The ICS decided to prepare a people-owned integrated and sustainable development program for the Sourou through a participatory approach of Integrated Water Resource Management / Natural Resource Management and to ensure its political guidance and implementation. The result is the Integrated and Sustainable Development Programme for the Sourou with its Strategic Environmental Assessment (SEA), abbreviated from its French name to PDIDS/EES.

In this way, all sustainable development goals (SDGs) including those promoted by the Malian SEA Decree, are already integrated into the planning process right from the beginning. A unifying program such as PDIDS/EES, where the ICS provides guidance and leadership coupled with the effective participation of the population, and the continued search for synergy and alignment of existing and future projects, are the way forward to overcome the major challenges of the Sourou area. The participatory and transparent planning process meets the requirements of the SEA, as accounted for in Volume 2 of the PDIDS/EES. The validation of a SEA and obtaining the environmental authorization from MEADD (Ministry of Environment) are required before the implementation any program.

The PDIDS/EES is aligned with achieving the objectives and implementation of the signed and ratified international agreements and conventions by Mali, the major strategic documents of West Africa, and the bilateral strategic documents between Mali and the Burkina Faso (concerning the Sourou). The PDIDS/EES also considers the CREDD (that operationalises the SDGs in Mali) and other laws, decrees and strategic documents of Mali (e.g. SRAT and SDAGE). Considering transboundary aspects provides additional opportunities to gain and exchange experiences in the elaboration of an integrated and sustainable development program dovetailed with its SEA.

The vision of the PDIDS/EES for 2029 for the Sourou area is: *"Contribute to the well-being of the population and the maintenance of the ecological integrity of Sourou aligned with the goals of the Framework for Economic Recovery and Sustainable Development (CREDD) and the Sustainable Development Goals in general"*.

The main objective of the PDIDS/EES is: *"By 2029, the 29 territories of the Sourou Basin have improved their living conditions through the development of socio-economic and environmental activities in order to strengthen their resilience to climate change"*.

The PDIDS/EES is published in four parts:

1. Volume 1 (PDIDS) presents the program as such with the following content: *a)* the challenges of the area (baseline), *b)* the justifications of the program (the decisions taken and the "why" of the Strategic Axes), *c)* preliminary actions for the second phase (2025-2029) and *d)* detailed actions for the first phase (2019-2024). The latter were defined in close collaboration with the population and civil organizations under guidance and leadership of the Inter community of the Sourou (ICS) while using the results of the SEA (Volume 2). This will allow the ICS to make its first decisions through the PDIDS version 1.0 including 'no-regrets actions' that has also been formulated;
2. Volume 2 (SEA) presents the explanations and justifications of the actions proposed in the PDIDS based on the environmental assessment process, the validation of the actions with the populations, and their finetuning through describing the mitigation measures to avoid the adverse effects of the proposed actions. This volume represents the environmental impact report required by the SEA-decree issued by the Malian government;
3. Volume 3 (Diagnosis) presents the diagnosis of the area and the analyses required for the PDIDS: the detailed data of the baseline (mainly based on own field surveys among the population and historic statistical data), the detailed analyses for determining the required actions for the different agroecological zones, and the detailed budget and planning by the Regional Planning and Evaluation Team (EPER). The presented data are results of updates after the validation workshops held with the population and civil societies.
4. Volume 4 (Synergy & Alignment) presents an overview of four types of development programmes and projects of third parties in relation to the strategic axes of the PDIDS: *a)* in the Malian part of the Sourou, *b)* in the part of Burkina Faso, *c)* as cross-border project, and *d)* outside the Sourou area, with the potential that their results can contribute to the implementation of the PDIDS. This progress report provides preliminary options for a better collaboration between programs and projects to boost their collective impact. Projects not yet included in this volume are invited to send their project information sheet (available via the website www.souremali.org) to ICS.

The organization of the implementation of the PDIDS will be under the guidance and responsibility of the ICS with a political directorate and a directorate to daily supervise the implementation of the activities.

This volume presents the status of programs and projects (implemented, planned, or closed) that can potentially contribute to the implementation of the PDIDS. The contribution can be direct with activities in the Sourou area (in Malian side of the Sourou valley and transboundary), or indirect via transfers of knowledge (e.g. lessons learned) and/or technologies from projects in the Sourou area in Burkina Faso, or in areas outside the Sourou.

It has become clear that sharing of information to move forward together towards common goals can be done informally (in a workshop) but formally (by filling out the program information form) is more difficult (or of lower importance) for several organisations. If not, the number of forms (Chapters 2 to 5) would have been higher.

Given that at least 155 organizations are working in Sourou and each of them has its own funds and executes its actions, coordination and alignment within the framework of the PDIDS/EES are urgently needed to avoid wasting of financial means and time, and also to (re)gain people's trust because some are confused by the number of interventions.

The concept of Demand-Supply to boost the collective impact of programs and projects is innovative. Project implementing partners know how to explain or disseminate the results of their projects to their own target groups. However, these projects have difficulties (being able and willing according to the order of their superiors, etc.) to formulate and transfer these results for the benefit of other stakeholders, who in fact have the same objectives of developing the people and the Sourou area. Hence, during the implementation phase of the PDIDS this kind of work should also continue. To be able to do so more details of the projects are required (providing more than just the domain or Strategic Axis).

The capitalization of lessons learned and recommendations from executed projects also appears to be difficult or of lesser interest to most executing organizations. Some good examples are presented considering their potential importance for PDIDS. In hindsight these lessons and recommendations were considered in the PDIDS, but at the start of elaborating the PDIDS this information was not available (and the time to collect them not available). For the effective implementation of the PDIDS, additional recommendations are formulated based on our work on this volume, and subsequently included in the PDIDS.

The work of gathering information from existing and future programs and projects is not yet complete. Therefore, this work will also continue even during the implementation of the PDIDS. In this way the cumulative impacts can be better documented and made available to beneficiaries.

Since the beginning of the year we have seen that several organizations that want to start or have started a project in Sourou have started a collaboration with the ICS to align their activities with the PDIDS.

With the creation of a framework for consultation (space) to enhance synergy and alignment of existing and future projects, the chance of duplication of projects and / or similar decreases and the collective impact in the Sourou can increase.

Abréviations et acronymes

ABV	Autorité du Bassin Volta (sous régionale)
AEDD	Agence pour l'Environnement et le Développement Durable
AEN	Aide de l'Eglise Norvégienne
AGR	Activité Génératrice de Revenus
AMEDD	Association Malienne d'Eveil au Développement Durable
AMEPPE	Association Malienne pour l'Education du Public et la Protection de l'Environnement
AMVS	Autorité de Mise en Valeur de la vallée du Sourou (Burkina Faso)
ANICT	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
BF	Burkina Faso
BM	Banque Mondiale
BRACED	Building Resilience and Adaptation to Climate Extremes and Disasters (= Renforcement de la Résilience et d'Adaptation aux Phénomènes Climatiques Extrêmes et aux Désastres)
C ₁₀ Sourou	Coopération transfrontalière de 10 Communes de Sourou du Mali et Burkina Faso
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CNEE	Commission Néerlandaise pour l'Évaluation Environnementale
CLE	Comité Locale d'Eau
CLOCSAD	Comité Local d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CONASCOPA	Confédération Nationale des Sociétés Coopératives des Pisciculteurs et Aquaculteurs du Mali
CR	Comité Restreint de l'inter-collectivité
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable
CROCSAD	Comité Régional d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CTC-GIRE	Comité Technique Conjoint pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (BF et ML)
CTGS	Comité Transfrontalier pour la Gestion des ressources en eau du Sourou
DIN	Delta Intérieur de Niger
DFC	projet Décentralisation des Fonds Climat
DNA	Direction Nationale de l'Agriculture
DNACPN	Direction Nationale de l'Assainissement, du Contrôle des Pollutions et des Nuisances
DNEF	Direction Nationale des Eaux et Forêts
DNH	Direction Nationale de l'Hydraulique
DRA	Direction Régionale de l'Agriculture
DRACPN	Direction Régionale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances
DREF	Direction Régionale des Eaux et Forêts
DRGR	Direction régionale du Génie Rural
DRH	Direction Régionale de l'Hydraulique
DRP	Direction Régionale de la Pêche
DRPFEF	Direction Régionale de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille
DRPIA	Direction Régionale des Productions et des Industries Animales
DRPSIAP	Direction Régionale de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du territoire et de la Population
DRR	Direction Régionale des Routes
DRS/CES	Défense et restauration des Sols / Conservation des Eaux et des Sols
EES	Evaluation Environnementale Stratégique
EKN	Ambassade du Royaume des Pays Bas
EPER	Equipe de Planification et Evaluation Régionale
FDAL	Fin de la Défécation à l'Air Libre
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau

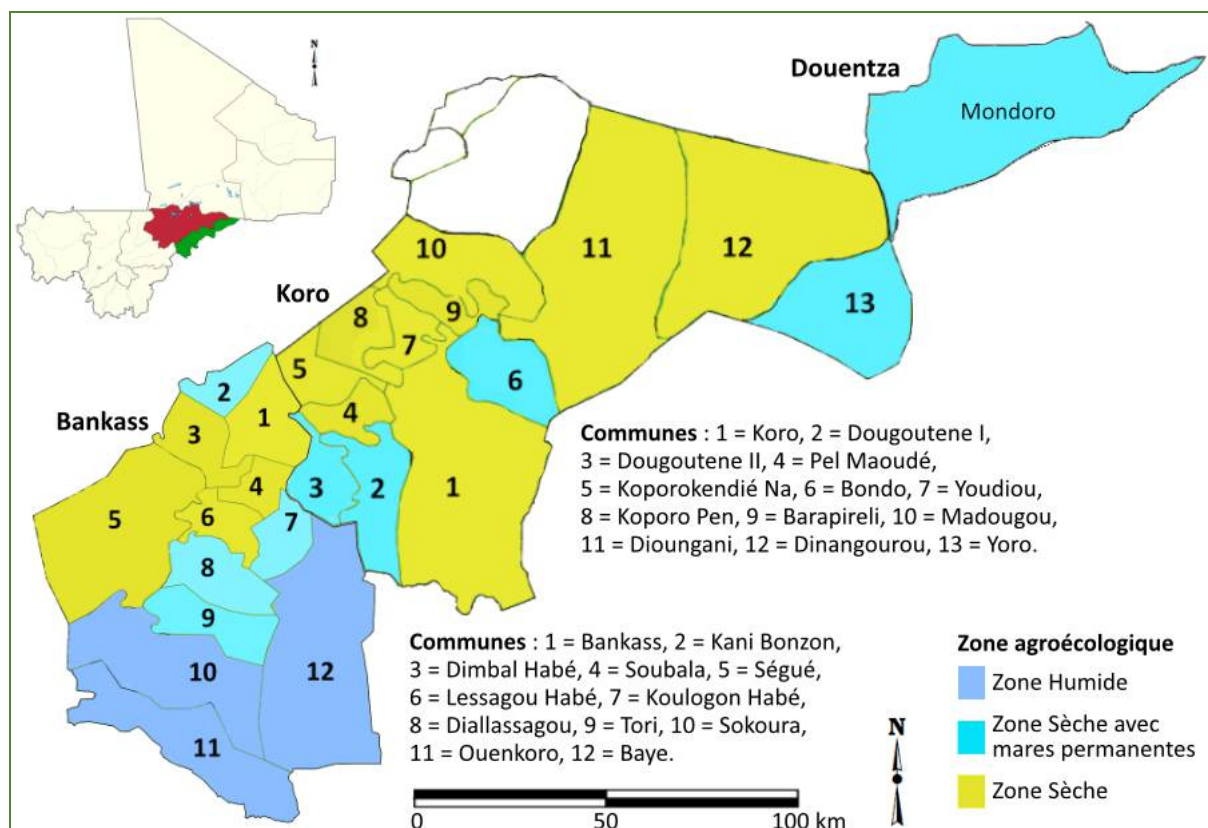
GLCT	Groupement Local de Coopération Transfrontalière
GRN	Gestion des Ressources Naturelles
GRAT	Groupe de Recherches et d'Applications Techniques
GWI	Global Water Initiative
HIMO	Haute Intensité de Main d'Œuvre
HSC	Collectif de Sécurité Humaine
IDA	Association internationale de développement
IED Afrique	Innovation, Environnement et Développement en Afrique
IER	Institut d'Economie Rurale
IIED	International Institute for Environment and Development
LNE	Laboratoire National des Eaux
MEADD	Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable
ML	Mali
NEF	Near East Foundation
NU	Nations Unies
NTIC	Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication
ODD	Objectifs de Développement Durable
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisations de la Société Civile de base ou communautaire
PADIN	Programme d'Aménagement du Delta Intérieur du Niger
PCA-GIRE	Programme Conjoint d'Appui à la Gestion Intégrée des Ressources en Eau
PDESC	Plan de Développement Economique, Social et Culturel
PDIDS	Programme de Développement Intégré et Durable du Sourou
PGIRES	Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau du Sourou (Mali)
PIV	Périmètre Irrigué Villageois
PM	Périmètre Maraicher
PPP	Partenariat Public Privé
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PUH	Première Urgence Humanitaire
RNA	Régénération Naturelle Assistée
S&A	Synergie et Alignement
SAGE	Schéma d'Aménagement et Gestion des Eaux
SDAGE	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des ressources en Eau
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature

1. Introduction

1.1 Justification et contexte

La zone du Sourou dans la région de Mopti au Mali (carte 1.1), la partie-extrême nord du Bassin de la Volta, dispose de potentialités, en termes de ressources en eau, productions agricoles et de biodiversité (site Ramsar). Les principaux défis de la zone (partie humide et partie sèche) sont d'ordre sécuritaire, la gestion des ressources en eau et autres ressources naturelles connexes, la pauvreté et le chômage, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, les changements climatiques, la croissance démographique, la dégradation du couvert végétal et la perte de la biodiversité. Dans une moindre mesure il faut citer, la pollution des eaux souterraines et de surface, la pollution par divers types de déchets et les maladies liées aux eaux. En plus dans la zone sèche il y a l'appauvrissement continu des sols.

La nécessité d'un partage équitable des ressources naturelles du sous-bassin du fleuve Sourou, de répondre aux nombreux défis ci-dessus cités et de valoriser durablement les énormes potentialités de la zone ont été les raisons pour la création de l'Inter Collectivité de Sourou (ICS). Composée de 26 communes et les cercles de Bankass, Koro et Douentza (carte 1.1), l'ICS a été mise en place par une décision du Gouverneur de la région de Mopti conformément aux textes de la décentralisation au Mali. L'ICS a choisi de préparer un Programme de Développement Intégré et Durable du Sourou (PDIDS ; volume 1) assorti de son Évaluation Environnementale Stratégique (EES ; volume 2). Cela signifie que tous les objectifs environnementaux et sociaux, qui sont ceux d'une EES, sont déjà



Carte 1.1. Les trois cercles avec ces 26 communes formant l'inter collectivité du Sourou avec leurs différentes zones agroécologiques. Inséré : la localisation de la Région de Mopti au Mali (en rouge) et la zone du Sourou dans la Région de Mopti (en vert).

intégrés dans le programme dès le démarrage. En utilisant cette approche le CR a vraiment conçu un programme plus intégré et durable possible. Un programme fédérateur comme le PDIDS/EES dont le portage et le leadership sont assurés par l'ICS avec à la participation effective des populations et la synergie et l'alignement des projets existants et futurs sont à même capable de relever ses défis majeurs de la zone du Sourou. Le processus de planification participatif et transparent répond aux exigences de l'EES, telles que décrites dans le volume 2 du PDIDS/EES.

Pour la mise en œuvre du dudit programme, une coordination est nécessaire pour éviter des chevauchements et une augmentation de l'impact des tous acteurs. Dans la région de Mopti il existe une coordination des ONGs intervenant y compris OCHA (avec un focus sur les projets humanitaires). Au niveau des cercles il existe aussi des cadres de concertation entre les différentes ONGs. Cependant, la fonctionnalité de ces coordinations et de ses cadres n'est pas satisfaisante. En fait il n'existe pas de coordination entre les ONG au niveau régional, ni au niveau local, ce qui entraîne au fil du temps des chevauchements, des différents messages pour les mêmes bénéficiaires, des différentes approches et au finish moins d'impacts. Les résultats des projets et des leçons apprises sont trop souvent perdus après la fin de ces projets. En vue de contribuer à l'amélioration de cette situation les résultats des projets majeurs des ONG et étatiques sont présentés lors des sessions du Comité Régional d'Orientation de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CROCSAD) et du Comité Local d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CLOCSAD), respectivement aux niveau régional et local.

En général, la collaboration entre les organisations exécutrices existe le plus souvent dans le cadre de l'exécution partenariale d'un programme ou chaque partenaire met en œuvre sa propre composante (activité). Le rapportage consolidé avec les résultats et impacts cumulés est envoyé aux Partenaires Technique et Financières (PTF). Ces mêmes informations sont présentées dans les CROCSAD et CLOCSAD.

La coordination de la mise en œuvre des projets est un défi car chaque organisation exécutrice dispose de son propre manuel d'exécution, les lignes directrices du siège social, etc. Très souvent les échanges d'informations entre les projets se font lors des réunions car des ressources financières et/ou les temps disponibles pour échanger les informations, techniques, résultats, etc. entre les projets n'ont été pas planifiées. La publication des rapports écrits compréhensibles pour les groupes cibles dans leurs langues et des restitutions communes auprès des groupes cibles se fait de façon timide ou elle est inexistante. En plus, malgré les efforts, les organisations exécutrices ne savent pas toujours qui fait quoi, comment et pour qui. Par conséquent, il y a des chevauchements et des partenaires potentiels ne sont pas invités pour des réunions ou ateliers relevant. En conclusion, il existe un besoin urgent que toutes les organisations exécutrices se mettent ensemble ou s'informent les unes auprès des autres pour avoir plus d'impact.

Afin d'impulser cet impact il est donc nécessaire de réinventer la collaboration entre les organisations. La notion de nos jours pour cela est « les travaux en synergie et alignement ».

Le présent document décrit les différentes étapes pour augmenter la Synergie et l'Alignement (S&A ; voir les définitions dans l'encadré 1) entres les projets pour impulser les impacts des projets dans le cadre de la mise en œuvre du PDIDS/EES.

Encadré 1. Définitions du domaine de Synergie et Alignement utilisées dans ce rapport.

Synergie : Mise en commun de moyens (actions) qui se renforcent entre eux pour aboutir à un même but ;

Alignement : Action d'aligner, fait d'être aligné.

Interprétation de l'alignement (définition plus pratique) :

Exécuter des actions, vers un but commun, qui donnent des résultats (données) et ces résultats pourraient être utilisés par d'autres et ces derniers augmentent encore leur valeur, adaptabilité, etc.

1.2 Instruction d'usage de ce volume

L'utilisation de ce volume du PDIDS/EES doit être fait en tenant en compte que l'ensemble des publications comprend quatre volumes :

- Le volume 1 (PDIDS) présente le programme en tant que tel avec le contenu suivant : *a)* les défis de la zone (état des lieux), *b)* les justifications du programme (les décisions prises et leur « pourquoi » des axes stratégiques), *c)* les actions préliminaires pour la deuxième phase (2025-2029) et *d)* des actions détaillées pour la première phase (2019-2024). Ces dernières ont été définies en étroite collaboration avec les populations et les organisations de la société civile sous le portage et le leadership de l'inter collectivité du Sourou (ICS) de même que les résultats de l'EES (volume 2). Cela permettra à l'ICS de prendre ses premières décisions à travers le PDIDS version 1.0 y comprises également les actions sans regret formulées ;
- Le volume 2 (EES) présente l'analyse environnementale : les explications et les justifications des actions proposées dans le PDIDS basées sur le processus d'analyse environnementale, la validation des actions auprès des populations, et leur mise à jour en décrivant également les mesures d'atténuation pour éviter les effets néfastes des actions proposées. Ce volume représente le rapport environnemental que le décret sur l'EES requiert ;
- Le volume 3 (Diagnostic) présente la base de données, les états de lieux en détails (basée principalement sur des enquêtes de terrain auprès des populations et les données statistiques historiques), les analyses détaillées déterminant les actions nécessaires pour les différentes zones agroécologiques dans le PDIDS, et l'esquisse de budget détaillé du PDIDS initié par l'EPER. Les détails figurant dans ce volume sont les résultats mis à jour après les ateliers de restitution et de la validation avec les populations ;
- Le volume 4 (Synergie & Alignement) présente un aperçu des programmes et projets de développement (des actions de tiers qui exécutent déjà une partie du PDIDS) qui sont déjà en cours ou en préparation : *a)* dans le Sourou malien, *b)* dans le Sourou burkinabé, *c)* comme un projet transfrontalier, et *d)* des projets hors de la zone du Sourou qui peuvent contribuer à la mise en œuvre du PDIDS. Ce rapport d'étape donne des options préliminaires pour une meilleure collaboration entre les programmes et projets en vue d'impulser leur impact collectif.

Dans ce volume du PDIDS/EES, les principes de la synergie et l'alignement sont d'abord présentées dans la section 1.3. Dans cette version du rapport nous nous focalisons sur les projets de développement. Les chapitres 2 à 5 présentent les détails de tous projets (ou programmes) selon leur phase de mise en œuvre. Aussi en vue de rechercher la synergie et l'alignement, nous avons distingué quatre types de projets : *a)* dans le Sourou malien (chapitre 2), *b)* dans le Sourou du côté

burkinabé (chapitre 3), c) projet transfrontalier (chapitre 4) et d) des autres projets hors de la zone du Sourou (chapitre 5) qui peuvent contribuer via leurs livrables et les leçons apprises à la mise en œuvre du PDIDS. Le chapitre 6 présente l'analyse de la synergie et alignement selon les informations collectées et quelques conclusions et recommandations.

1.3 Méthodologie de la Synergie et l'Alignement

1.3.1 Résultats attendus

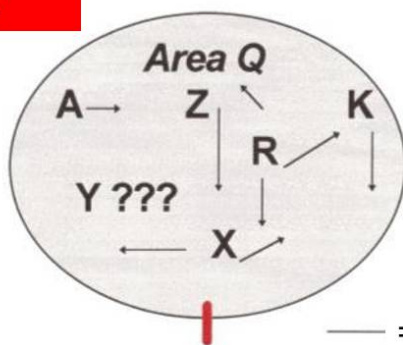
L'existence des Objectifs du Développement Durable (ODD), des objectifs globaux et communs nous donne l'opportunité de mieux travailler en synergie et alignement. Si nous facilitons qu'une organisation puisse profiter des acquis et leçons des travaux d'une autre et d'y ajouter une valeur (p.ex. les mettre à grande échelle tout en prenant en compte le nouveau contexte social, améliorer la technique, traduire dans une langue locale), la chance est que les impacts pourraient être meilleurs, plus efficaces et durables pour le bénéfice des populations.

La figure 1.1 illustre la différence en termes d'impact entre une approche non alignée et une approche alignée : l'impact pourra augmenter avec la synergie et l'alignement (figure gauche et droite). Par conséquent, ce mécanisme sera également la base de collaboration entre les différents grands domaines des projets¹ (sécurité, humanitaire, développement, recherche) et les besoins de financement et de temps de mise en œuvre du PDIDS seront réduits.

Si cette philosophie est acceptée, la prochaine étape est de créer des possibilités de collaboration (partenariat) entre les différentes organisations exécutrices et chacune avec son domaine d'expertise nous mèneront sur les chemins de développement durable.

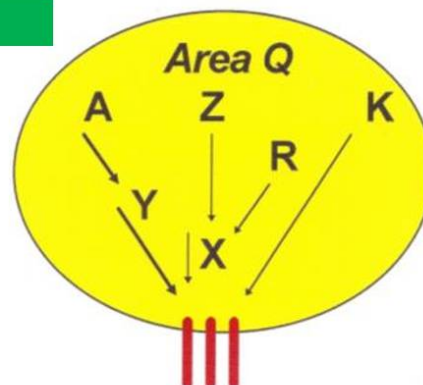
Actuellement (chargé)

SANS



Nécessaire

AVEC



— = Objectif
 — = Impact



Figure 1.1. Le principe de synergie et d'alignement montre qu'avec ce principe l'impact sera plus élevé que s'il n'est pas utilisé (van Duivenbooden, 1997, adapté).

¹ Dans ce volume, quand nous parlons des projets, les programmes sont inclus.

Cette approche servira de fondement pour la mise en œuvre efficace du PDIDS/EES et établira l'alignement et la synergie d'action avec des projets déjà en cours de mise en œuvre.

1.3.2 Partage des informations requises

Pour la mise en œuvre efficiente et efficace du PDIDS (p.ex. afin d'éviter les chevauchements des actions) et d'optimiser l'utilisation des connaissances, il est important d'abord : 1) de faire l'inventaire et la cartographie des organisations exécutrices (le « *qui fait quoi, ou, pour qui et comment* »), 2) de capitaliser les bonnes pratiques et leçons apprises par les organisations exécutrices, et 3) de proposer des options sur le comment d'augmenter la collaboration pour impulser l'impact de l'ensemble de tous programmes et projets.

La première étape concrète pour une collaboration effective est de mettre en place un mécanisme d'échange des informations. Il y a plusieurs types d'informations, qui seront décrits ci-dessous.

1.3.2.1 Informations de base

Les informations de base du projet sont : le nom de projet (avec son sigle), la période d'exécution, la phase de projet, l'organisation exécutrice principale pour la mise en œuvre, les partenaires techniques et financières, le budget, les objectifs, les groupes cibles, et les détails de contact (Nom du point focal, numéro de téléphone, courriel, et site web).

Le budget est un indicateur de la taille du projet. Le partage du budget est très souvent un sujet sensible. Actuellement des organisations internationales (ONGs, ONU, BM, etc.) ont une obligation de publier les budgets de projet dans le système de l'IITA (Initiative Internationale sur la Transparence d'Aide).

1.3.2.2 Domaine d'intervention

L'organisation exécutrice principale de projet (lead) donne déjà via son portefeuille, une indication du domaine d'intervention du projet (Sécurité, Humanitaire, Développement ou Recherche). OCHA (annexe 1) a dans sa banque des données un aperçu des domaines d'interventions des organisations humanitaires. Dans le système de l'IITA, les ODD seront également fournis.

Dans le cadre de la mise en œuvre du PDIDS, pour augmenter l'impact des projets et par conséquent, d'augmenter les collaborations entre les organisations exécutrices, l'Axe Stratégique (tableau 1.1, les détails sont présentés dans le volume 1, section 3.3) qui sera concerné par les projets devrait être connu.

Tableau 1.1. Les Axes Stratégiques définis dans le PDIDS au Mali.

#	Axe Stratégique	#	Axe Stratégique
1	Paix et sécurité	10	SSB 4. Energie
2	Désenclavement	11	SSB 5. Protection sociale et économie solidaire
3	Agriculture : Amélioration de la production et de la productivité	12	<i>Transversaux (TR)</i> TR 1. Changement climatique
4	Elevage : Amélioration de la production, de la productivité et de la santé animale	13	TR 2. Ressources en eau (transfrontalier, gestion mares, etc.)
5	Pêche : Amélioration de la pêche et de la pisciculture	14	TR 3. Promotion du genre (femmes, jeunes, etc.)
6	Environnement, GRN & Biodiversité	15	TR 4. Aspects Fonciers
7	<i>Services Sociaux de Base (SSB)</i> SSB 1. Santé	16	TR 5. Renforcement de capacité
8	SSB 2. Education (formation professionnelle)	17	TR 6. Gouvernance et Suivi & Evaluation
9	SSB 3. Eau potable, Hygiène & Assainissement		

1.3.2.3 Leçons apprises

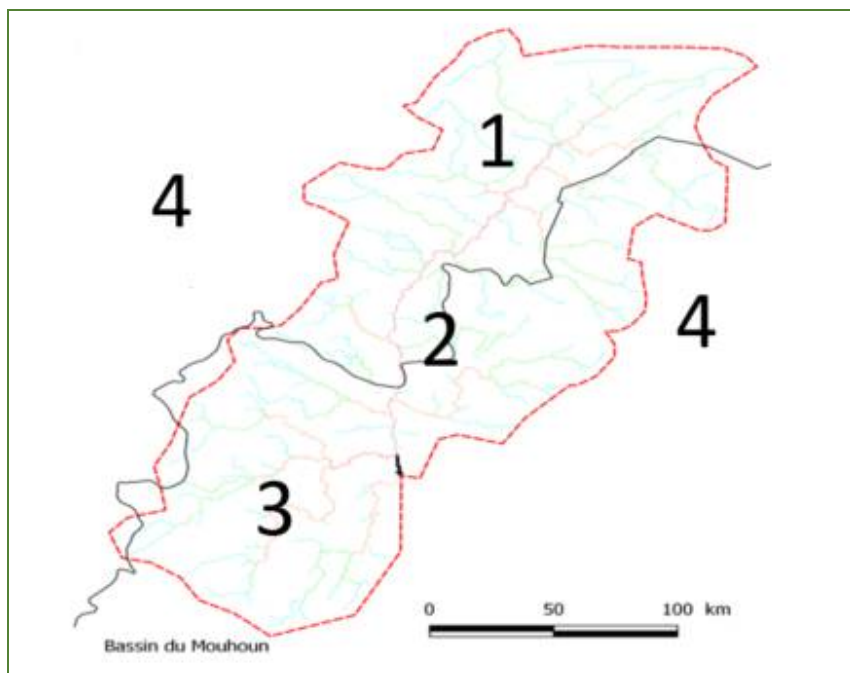
La vie d'un projet pourra être pérennisée par le partage de ses leçons apprises, surtout le partage des mesures d'atténuation des erreurs faits est essentiel. Même Thomas Edison a dit : "*Je n'ai pas échoué. Je n'ai trouvé que 10 000 façons qui ne fonctionnent pas*". Ces leçons pourraient inclure les sujets de gestion de projet, la communication avec des groupes cibles, les technologies, etc.

1.3.2.4 Sites d'intervention

Pour gérer le PDIDS, il est essentiel de savoir les localités exactes où les projets sont exécutés ou seront exécutés. Cela est important pour les cercles et communes vastes, où la localisation a toute sa valeur. La meilleure façon pour la localisation des sites des projets est de donner le nom du pays, de la région, la commune et notamment du village (plusieurs villages peuvent avoir le même nom).

Vue l'importance potentielle des projets, exécutés surtout dans des conditions agroécologiques similaires, pour le transfert de connaissance (leçons apprises), techniques et autres outputs il est évident qu'un projet existant ou une organisation devrait ouvrir son horizon pour obtenir éventuellement ces choses pour l'application efficace dans la mise en œuvre efficace du PDIDS. Les possibilités de collaboration effective entre les projets pourront être établies selon les cas suivants : a) Les projets dans la zone du Sourou au Mali, b) Les projets transfrontaliers (Sourou Mali et Burkina Faso), c) Les projets dans la zone du Sourou au Burkina Faso, et d) Les projets hors de Sourou (comme montré dans la carte 1.2).

Dans les chapitres 2 à 5 les projets concernés seront présentés.



Carte 1.2. La zone du Sourou au Mali et Burkina Faso avec ses courses d'eau (encerclé en rouge ; Guindo et al. 2017 ; adaptée) et les quatre localités des projets en vue d'une contribution potentielle au PDIDS : 1. Projets dans la zone du Sourou au Mali, 2. Projets transfrontaliers (Mali et Burkina Faso), 3. Projets dans la zone du Sourou au Burkina Faso et 4. Projets hors de la zone du Sourou.

1.3.3 Echanger des outputs ou résultats

Un défi majeur est de comment utiliser ou vulgariser (mis en application) les acquis ou les outputs de projet (livrables : produits, approche, module de formation, technologie, etc.) dans une zone hors de leurs zones d'exécution. Cela pourrait être rendu facile si :

- 1) Les organisations détentrices d'acquis documentaient et communiquaient dans des formats appropriés leurs livrables qu'elles ont à offrir, et
- 2) Les organisations réceptrices et/ ou nécessiteuses (ou projets) de ces livrables peuvent en faire une demande rapide aux organisations détentrices et les recevoir dans des délais raisonnables pour éviter d'entreprendre des études longues ou coûteuses.

L'établissement d'un mécanisme de faire correspondre l'offre et la demande pourra être donc utile pour accroître la collaboration étroite pour les travaux en synergie et alignement en vue d'atteindre rapidement les buts formulés et les attendus relatifs aux besoins des populations.

Par exemple, un projet à but d'augmenter la production de mil a besoin *a)* des bonnes semences des variétés adaptées aux changements climatiques, *b)* de connaissances sur les pratiques d'utilisation de la technologie de la microdose de fertilisants, *c)* des technologies de conservation de l'eau, etc. A son tour le projet sur la technique de microdose a besoin pour ses groupes cibles des systèmes financiers décentralisés pour les micro-crédits, le service rendu par une autre organisation ou projet. A son tour ce dernier projet a besoin de produits commercçables (p.ex. le mil, la farine du mil à bonne quantité et qualité) qui pourra le résultat d'un premier projet sur l'augmentation de la production de mil. La conclusion tirée de cet exemple, cf figure 1.1 droite, est la démonstration de l'obtention des impacts plus grands des projets en synergie et alignement que des projets en silo.

1.3.4 Fiche d'Information de projet (FIP)

Pour faciliter ces échanges de connaissances et d'information entre les parties prenantes (projets, directions régionales, etc.) concernant les sujets mentionnés ci-dessus, un formulaire a été développé : la Fiche d'Information de Programme / projet (FIP ; tableau 1.2).

Tableau 1.2. Fiche d'Information du Programme/Projet.

1	Nom (Sigle)	
2	Période	[20xx-20yy]
3	Phase	[Sélectionnez un et enlevez les autres] En préparation ; Formulé-Recherche de financement ; Mise en Exécution ; Suspendu ; Clôturé.
4	Organisation principale de mise en œuvre	
5	Partenaires Techniques clés (organisations de collaboration effective)	• •
6	Budget	[en Million FCFA, US\$ ou €]
7	Partenaires Financières	•
8	Bonnes leçons <u>appries</u> [pendant + après le ce programme / projet]	• •
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u> [par de programme / projet à la fin]	• •
10	Contribution à l'Axe Stratégique	[voir le tableau avec les axes stratégiques]
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	• •
12	OFFRE : Livrables* disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter <u>leur</u> impact	• •
13	DEMANDE : Besoins* des autres pour augmenter l'impact de <u>votre</u> projet	• •
14	Pays d'exécution	
15	Région(s) d'exécution	
16	Cercle(s) / Province(s) d'exécution	
17	Commune(s) d'exécution	
18	Village(s) d'exécution	
19	Autres remarques pertinentes [concernant les ODD, la méthodologie, la chaine de valeur, l'unité de paysage, etc.]	• •
Détails de contact		
	Nom du point focal	
	Tél	
	Email	
	Site web	

*) Besoins (inputs, intrants) / livrables (outputs, extrants) sont les matériaux bruts, les pratiques, les technologies, les méthodologies, les produits, etc.

2. Contributions des projets du Sourou, côté du Mali au PDIDS

Dans ce chapitre sont présentés les projets de développement avec leurs activités en cours ou planifiés dans une ou plusieurs communes dans la zone du Sourou au Mali. Ces activités devraient contribuer donc à l'exécution du PDIDS, c'est-à-dire être aligné avec leurs objectifs et résultats attendus d'un ou plusieurs axes stratégiques (dans le cas contraire, l'ICS devrait investiguer avec les organisations exécutrices comment adapter leurs activités pour le bénéfice du PDIDS et selon les besoins des populations).

Leurs contributions pourraient être l'exécution d'une partie des actions programmées (volume 1), par exemple : le transfert de technologies et connaissances, ou une collaboration étroite avec des autres projets pour impulser l'impact. C'est la raison pour laquelle la connaissance de la contribution potentielle des anciens projets (clôturés ou suspendus), des projets existants et des projets en phase de conception (les investissements des privés inclus) est très importante.

Les projets existants sont présentés dans la section 2.1. La section 2.2 présente les projets en phase de conception (ou en recherche de financement) et la section 2.3 les anciens projets. Toutes interventions antérieures à 2015 ne sont pas concernées dans ce rapport.

Les offres, les demandes et les leçons apprises avec une valeur directe pour la mise en œuvre du PDIDS sont colorés **en jaune** (importance) et **verte** (grande importance). En vue d'augmenter la clarté pour les cas étudiés avec de longues listes de localités (régions, cercles, communes et villages) celles de la vallée du Sourou (Mali et Burkina Faso) ont été marquées en couleur **brun léger**.

2.1 Informations détaillées sur les projets existants

2.1.1 APTUHC-M

1	Nom Sigle	Accélération des progrès vers la couverture universelle en matière de santé au Mali (APTUHC-M)
2	Période	15/3/2019 – 31/12/2023
3	Phase	Mise en Exécution ;
4	Organisation principale de mise en œuvre	Ministère de la Santé
5	Partenaires Techniques clés	
6	Budget	50 M US\$
7	Partenaires Financières	• BM
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<p>L'amélioration de l'utilisation et la qualité des services de santé reproductive, maternelle, néonatale, infanto-adolescente et de nutrition, en particulier parmi les ménages les plus pauvres par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le renforcement de la prestation des services de santé grâce au financement basé sur les performances ; • Le renforcement des performances des agents de santé communautaires (ASC) pour répondre aux besoins de financement à court terme pour la mise en œuvre de la gestion intégrée de la malnutrition aiguë (IMAM) et pour soutenir la prestation des services ; • Le renforcement de la performance du système de santé

		soutiendra : (i) le développement et l'intégration des plateformes digitales, (ii) deux séries de SDI (module santé), (iii) la numérisation d'une carte des installations sanitaires, y compris des installations privées, dans un SIG, et (iv) la mise au point d'un système d'enregistrement des échantillons ; <ul style="list-style-type: none"> • L'augmentation de la capacité en cas d'urgence (<i>contingent emergency response</i>).
10	Contribution à l'Axe Stratégique	7, 16
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	
12	OFFRE :	
13	DEMANDE :	
14	Pays	Mali
15	Région(s) d'exécution	Mopti et autres
16	Cercle(s) / Province(s) d'exécution	Bankass et autres
17	Commune(s) d'exécution	Sokoura et autres
18	Village(s) d'exécution	Bankassi et autres
19	Autres remarques pertinentes	
Détails de contact		
	Nom du point focal	
	Tél	
	Email	
	Site web [visité le 9/6/2019]	http://projects.banquemondiale.org/P165534/?lang=fr&tab=overview

2.1.2 AR-ASDE

1	Nom (Sigle)	Assistance Réhabilitation, autonomisation compréhensive des survivants de dangers et explosifs (AR-ASDE)
2	Période	11/2018 à 30/6/2019
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	HANDICAP INTERNATIONAL UNMAS
5	Partenaires Techniques clés	CICR, CNAOM, CRAOF, CS -Référence, Académie d'enseignement
6	Budget	
7	Partenaires Financières	
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	Les approches communautaires que nous faisons dans les localités
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • 1500 personnes sensibilisées sur les dangers liés aux engins explosifs ; • 60 volontaires et personnes handicapés dans une situation de vulnérabilité
10	Contribution à l'Axe Stratégique	1, 16
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • Les enfants nomades • Ferrailleurs • Transporteurs
12	OFFRE :	• Avoir accès à la zone pour sensibiliser la communauté enfin qu'elle puisse adopter un comportement sûr.
13	DEMANDE :	• Aide des victimes qui sont dans le besoin
14	Pays d'exécution	Mali
15	Région(s) d'exécution	Mopti
16	Cercle(s) d'exécution	Bankass, Douentza, Koro
17	Commune(s) d'exécution	Ouenkoro, Kani-Bonzon, Baye, Ségué, Mondoro
18	Village(s) d'exécution	

19	Autres remarques pertinentes	
Détails de contact		
	Nom du point focal	Doumbia Farima
	Tél	76 76 02 61
	Email	Farimadoumbiaa9@gmail.com
	Site web	

2.1.3 ARC-Mali

1	Nom (Sigle)	Addressing the Root Causes of conflicts and violence in Mali (ARC-Mali)
2	Période	2017-2020
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Aide de l'Église Norvégienne (AEN) [lead] • ICCO Coopération • Collectif de Sécurité Humaine (HSC)
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau national : REJEFPO, ARGA, WANEP Mali, PJC, Réseau des jeunes des pays de G5 Sahel et Think Peace. • Niveau local : Tassaght, Eveil, AMSS, GRAT et ASEDs
6	Budget	3.518,6 Million FCFA
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	<ul style="list-style-type: none"> • L'utilisation des partenaires locaux ayant une bonne connaissance des problématiques, des zones/des populations et des capacités à intervenir dans les conditions difficiles accroît les chances de réussite et la durabilité des actions du programme ; • La mobilisation des bénéficiaires / groupes cibles autour de leurs initiatives à travers l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action concrets contribue à leur engagement dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent ; • Dans un contexte de fragilité et de vulnérabilité, les besoins des populations et des communautés locales doivent être pris en compte dans leur diversité et leur exhaustivité, dans le cadre d'une approche multisectorielle.
9	Résultats attendus ou atteints	<ul style="list-style-type: none"> • Les autorités au niveau communautaire ont adopté et appliqué les principes de bonne gouvernance et de responsabilité envers les communautés ; • Les communautés sont capables de prévenir et / ou de gérer les conflits liés à la gestion des ressources naturelles, aux questions sociopolitiques, à la justice et à la religion ; • Les intérêts des communautés impliquées dans les conflits, la paix et la sécurité au niveau local, sont représentés et élargis à l'intention du gouvernement et des acteurs internationaux de la sécurité et du développement grâce à une approche de réseautage, afin de traiter efficacement les causes profondes des conflits ; • Les leaders religieux sont associés aux pratiques internationales qui traitent des questions d'extrémisme religieux, des discours religieux radicaux et de l'incitation et traitent la réglementation sur les questions religieuses et l'incitation conjointement avec le gouvernement national. • Les structures locales de gestion des conflits non violents sont représentées au niveau des villages et sont également organisées au niveau communautaire / de l'arrondissement / du cercle / régional et font la pression pour que les mécanismes et les

		politiques de gestion des conflits s'attaquent aux causes profondes des conflits.
10	Contribution à l'Axe Stratégique	1, 14, 17
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • Membres des organisations partenaires, Associations/réseaux de jeunes, réseau Think Peace/ARC et réseau de Leaders religieux • Elus locaux, • Associations/réseaux de femmes, Associations/réseaux de jeunes, • Leaders communautaires, • Leaders religieux, • Médias locales
12	OFFRE : Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter <u>leur</u> impact	<ul style="list-style-type: none"> • Des plans de plaidoyer et de sensibilisation pour influencer les conventions de paix communautaires, les accords locaux et les budgets locaux ; • Module de formation sur la bonne gouvernance et de responsabilité vis-à-vis de leurs communautés ; • Module de formation sur revendiquer la participation des femmes et jeunes au processus de consolidation de la paix, de la réconciliation et de développement dans les communautés ; • Des cadres de consultation / un espace de dialogue pour une prise de décision inclusive ; • Les structures multi-parties prenantes (EPR) pour prévenir et transformer les conflits locaux ; • Création des CRC (Les Groupes d'Ecoute de Station de Radio Publiques) pour la construction de la paix ; • Module de formation pour les responsables religieux au niveau communautaire sur la communication, y compris sur les valeurs religieuses et les normes sociales ; • Module de formation pour les professionnels des médias sur le reportage sur la tolérance religieuse et la résolution non violente des conflits ; • Module de formation pour les leaders communautaires sur la résolution non violente des conflits ; • Système de plaidoyer : Les leaders communautaires, avec un accent particulier sur les femmes et les jeunes, sont représentés et entendus au niveau national et font pression pour qu'ils prennent leur participation à la paix et à la sécurité à la fois dans les importants forums nationaux et internationaux de sécurité.
13	DEMANDE : Besoins des autres pour augmenter l'impact de <u>votre</u> projet	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration des PDESC et des plans annuels ; • Activités de plaidoyer pour l'intégration des initiatives définies dans les accords de paix locaux et dans les plans d'action de l'EPR dans les budgets municipaux ; • Mobilisation des femmes et des jeunes pour faire pression pour une prise de décision inclusive dans leurs communautés ; • Manifestations culturelles relatives à la paix et des réunions d'échange entre les EPRs et les groupes de femmes et de jeunes ; • Réunions pour valider les accords ; • Echanges entre les EPRs ; • Formation des élus locaux et nationaux, les chefs traditionnels, les chefs religieux sur les principes de la bonne gouvernance en mettant l'accent sur la responsabilité et le devoir des citoyens ; • Établir une situation de références sur les causes profondes, la nature des conflits et la cartographie des acteurs ; • Nouveaux membres de l'EPR, soutenir la mise en place de nouvelles EPRs, tout en respectant les critères de genre et d'âge

		<p>en incluant les différentes catégories sociales et les groupes minoritaires représentés dans la municipalité ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Modules de formation des cours de recyclage aux personnes ressources sur la gestion non violente des conflits, la compréhension et l'application des lois et autres textes réglementaires, les droits de l'homme, la violence sexiste, la stratégie de médiation, ne pas nuire, la gouvernance et la responsabilité ; • Nouveaux membres du CRC dans les différentes communautés ; • Des rencontres intra / intercommunautaires ; • Des débats et des conférences avec les chefs religieux, y compris des débats à la radio ; • Renforcer les capacités des dirigeants religieux pour interagir avec les femmes et les jeunes ; • Plateformes pour de telles interactions afin de discuter de la religion et des normes sociales ; • Activités culturelles (théâtre, sketch, etc.) ; • Soutenir l'élaboration et à la mise en œuvre de plans d'action pour les EPRs, les organisations de rencontres et d'autres activités pour informer sur l'Accord de Paix et d'autres sujets pertinents ; • Appui de la mise en œuvre des accords de paix locaux et les accords locaux sur la gestion des ressources naturelles ; • Renforcer les capacités du réseau des parties prenantes et de son leadership sur les questions suivantes: le secteur de la sécurité et les stratégies de sécurité régionales / internationales; le maintien de la paix et la stabilisation (MINUSMA); le contexte et l'implication de l'Accord de Paix d'Alger; la déradicalisation et comment contrer l'extrémisme violent; les pratiques de la sécurité communautaire; Les principes et la contextualisation de la sécurité humaine; les droits de l'homme; la liberté d'expression contre l'incitation; le lobbying et le plaidoyer aux niveaux national et international. • Les consultations avec les parties prenantes du réseau au niveau communautaire / arrondissement / cercle / régional et national sur l'analyse des conflits et les menaces pour la sécurité, les facteurs de radicalisation et les facteurs d'attraction et de répulsion, les capacités locales pour la paix et la sécurité, la contextualisation de l'approche de la sécurité humaine ; l'opérationnalisation et l'implication locales de l'accord de paix ; l'engagement avec les fournisseurs de sécurité formels (nationaux et internationaux) ; • Faciliter le dialogue entre les réseaux de leadership, les dirigeants religieux et les décideurs, du niveau local au niveau international ; • La transformation des conflits et la médiation entre les membres de la circonscription, le coaching et permettre au leadership de réseau de résoudre les conflits internes ; • Mise en réseau et institutionnalisation: identification du leadership au sein du réseau et la formation au leadership, le renforcement des parties prenantes de base des communautés où le programme est actif à un degré supérieur et engager la participation des parties prenantes d'autres milieux concernés (gouvernement, communauté internationale, acteurs de la sécurité), mise en relation et apprentissage entre le leadership et avec d'autres réseaux (régionaux), développement d'une structure de gouvernance efficace du réseau.
--	--	--

14	Pays d'exécution	Mali
15	Régions	Gao, Mopti, et Tombouctou
16	Cercle(s) d'exécution	Mopti, Douentza, Djenné, Bankass, Goundam, Tombouctou, Gourma-Rahrous, Gao, et Ansongo
17	Commune(s) d'exécution	Les 6 communes du district de Bamako, Konna, Ouroubé Doudé, Diallobé, Koubaye, Diallassagou, Ouenkoro, Sokoura, Nema Bad Kafo, Douentza, Hombori, Tombouctou, Bourem Inaly, Lafia, Goundam, Télé, Arham, Tinguereguef, Rharous, Hamzakomo, Bambara Maoudé, Gossi, Inadjatafene, Adjora (Ouinerdane), Gabero, Gounzoureye, Gao, Intillit, Ansongo, Bara, Bourra, Ouatagouna, Tin Hamma, Tessit et Talataye
18	Village(s) d'exécution	Bazi Haoussa, Diawatou, Bouya Hawa, Bara, Tassiga, Douentza, Drimbé, Fombori, Seni, Gouthine, Sossokoira, Haribanda, Koima, Kadji, Doreye, N'Tahaka, N'tillit, Koko, Konna, Sendegué, Debena, Guirma, Mougna, Rahrous, Bougoumeira, Gari ; (NB : je n'ai pas la liste de tous les villages)
19	Autres remarques pertinentes	Approche de sécurité humaine
Détails de contact		
	Nom du point focal	Chef de fil : Aide à l'Eglise Norvégienne
	Tél	+223 764 02 809
	Email	
	Site web	

2.1.4 ARDT-SMS

1	Nom (Sigle)	Africa RISING's large-scale Diffusion of Technologies for Sorghum and Millet Systems (ARDT-SMS)
2	Période	2016-2020
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	CRS
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • Compagnie Malienne pour le Développement du Textile (CMDT) • Mali Agricultural Market Trust (MALIMARK), • European Cooperative for Rural Development (EUCORD), • Association des Organisations Professionnelles Paysannes (AOPP) • Institut d'Economie Rurale (IER), • Aga Khan Foundation (AKF), • my Agro, • World Vision (WV) • ICRISAT (CRP-Grain Legumes and Dryland Cereals)
6	Budget	
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • USAID-Mali
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Les avantages générés par l'application de traitements de microdosage sont largement supérieurs aux pratiques des agriculteurs pour la production de sorgho et de mil.
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Diffusion à grande échelle des technologies du sorgho et du mil au Mali, afin d'améliorer la production, la productivité et la rentabilité.
10	Contribution à l'Axe Stratégique	3, 16
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • Producteurs de mil et de sorgho
12	OFFRE : <i>Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter leur impact</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Technologies du sorgho et du mil • Analyse économique sur le microdosage achevée en 2017 à Mopti et Sikasso (244 producteurs de mil et de sorgho) ;

		• Plateforme d'Innovation.
13	DEMANDE :	
14	Pays d'exécution	Mali
15	Région(s) d'exécution	Mopti
16	Cercle(s) d'exécution	Bankass
17	Commune(s) d'exécution	Bankass, Baye, Diallassagou, Dimbal, Kani-Bonzon, Koulogon Habé, Lessagou-Habé, Sokoura, Soubala, Tori
18	Village(s) d'exécution	
19	Autres remarques pertinentes	• ODD 2, 17
Détails de contact		
	Nom du point focal	
	Tél	
	Email	
	Site web [visité le 10/6/2019]	https://www.icrisat.org/innovation-platforms-in-mali-set-up-to-sustain-impact-of-africa-rising-project/

2.1.5 BDAS

1	Nom (Sigle)	Transboundary River Management; Water Quality & Quantity monitoring in the Sourou sub-basin. A Pilot for Performance Improvement of the Volta Basin Authority -Blue Deal ABV-Sourou (BDAS)
2	Période	Phase 1 : 2019 – 2022
3	Phase	Mise en Exécution Phase I
4	Organisation principale de mise en œuvre	World Waternet
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • Autorité du Bassin de la Volta (ABV) • Direction National Hydraulique (DNH)(Mali) • Agence de l'Eau Mouhoun (Burkina Faso)
6	Budget	60 Million FCFA par année
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • Blue Deal, un programme commun du Ministère des Affaires étrangères (NL), du Ministère de l'Infrastructure et de l'eau (NL) et l'union des agences de l'Eau aux Pays-Bas.
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	
9	Résultats attendus ou atteints	<ul style="list-style-type: none"> • Système de suivi de l'eau avec une méthodologie partagée entre Mali et Burkina Faso. • Meilleure connaissance du réseau d'eau • Une répartition d'eau amélioré fondé sur les données scientifiques.
10	Contribution à l'Axe Stratégique*	3, 11, 13, 14
11	Groupes cibles effectifs & nombre des bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Toutes les usagères et tous les usagers de l'eau ; • Les habitants du Mali 55.000 ; • Les habitants du Burkina Faso 832.000 ; • Tous les habitants du bassin 887.0000.
12	OFFRE : <i>Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter leur impact</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Système de suivi de l'eau et connaissance du réseau d'eau. Cela peut aider à la planification des activités agriculture et économique.
13	DEMANDE : <i>Besoins des autres pour augmenter l'impact de votre projet</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Données hydrométéorologiques ; • Si possible, les données existantes sur l'hydrologie et topographie (courses d'eau) et aussi la connaissance de suivi ; • Technologies existantes pour le suivi d système d'eau ; • Aide à la mise en place de la répartition d'eau à l'avenir.
14	Région d'exécution	Mopti

15	Cercle(s) d'exécution	Bankass, Koro
16	Commune(s) d'exécution	B : Baye, Sokoura ; K : pas encore identifié
17	Village(s) d'exécution	
18	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> • Comités Locaux de l'Eau (CLE) sont Samory Sourou et Sokoura Nafadji respectivement dans les Communes de Baye et Sokoura. • Il n'y a pas une méthodologie commune entre Burkina Faso et Mali pour le suivi de l'eau. Le projet concentre sur les données et d'échange d'informations d'eau.
Détails de contact		
	Nom du point focal	Mart Kamphuis
	Tél	+31 6 8240 2256
	Email	m.kamphuis@hkh.nl
	Site web	https://www.wereldwaternet.nl/en/our-projects/volta-river-basin-sahel-region-mali/

2.1.6 BKN

1	Nom (Sigle)	Bangé Kolossi Nyèta (BKN)
2	Période	2017-2020
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • L'Association Malienne pour la Protection et la Promotion de la Famille (AMPPF) • Marie Stopes Mali (MSM) • Population Services International (PSI)
5	Partenaires Techniques clés	
6	Budget	3 milliards de FCFA
7	Partenaires Financières	• Ambassade des Pays Bas
8	Bonnes leçons <u>apprises</u>	
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction de la mortalité maternelle et infantile, améliorer l'utilisation des services et méthodes de planification familiale (PF) ; • Amélioration de la coordination continue des activités de PF au Mali ; • Augmentation de la demande de PF par le biais de la communication pour le changement de comportement et la réduction des barrières socioculturelles, • Amélioration de l'offre de services de PF de qualité à un prix abordable.
10	Contribution à l'Axe Stratégique	7, 14
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • Les hommes, les adolescents et les jeunes, âgés de 15 à 24 ans • Les femmes
12	OFFRE :	<ul style="list-style-type: none"> • Méthodes de planification familiale ; • Services de PF.
13	DEMANDE :	
14	Pays d'exécution	Mali
15	Régions d'exécution	Bamako, Gao, Kayes, Kidal, Koulikoro, Mopti , Ségou, Sikasso, Tombouctou
16	Cercles d'exécution	Douentza, Koro
17	Commune(s) d'exécution	
18	Village(s) d'exécution	
19	Autres remarques pertinentes	
Détails de contact		
	Nom du point focal	

Tél	
Email	
Site web [visité le 10/6/2019]	http://koulouba.com/sante/srpf-bangue-kolossi-nyeta-bkn-porte-sur-fonts-baptismaux

2.1.7 CPER-CRM

1	Nom (Sigle)	Contrat Plan Etat Régionale -Conseil Régional de Mopti (CPER-CRM)
2	Période	2016-2020
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	Conseil Régional de Mopti
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • Services Techniques Déconcentrés de l'Etat ; • Communes bénéficiaires
6	Budget	800 Million FCFA
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • Etat (Ministère de l'Economie et des Finances du Mali) ; • DDC
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Signature de convention de collaboration entre CRM et Communes bénéficiaires ; • Mise en place de comité de gestion des infrastructures ; • La prise en charge de l'aspect genre dans le comité ; • Mise en place d'un comité de projet (agent du CRM et STDE) pour le suivi des infrastructures pendant et après les travaux ; • Formation des Elus des communes et membres du comité sur a) la gestion et l'entretien et b) la rentabilité des infrastructures.
9	Résultats attendus ou atteints	<ul style="list-style-type: none"> • L'accès facile aux ressources ; • La gestion durable des ressources naturelles ; • L'élaboration des conventions de gestion des ressources naturelles ; • Les initiatives de prévention et de gestion des conflits liés aux ressources naturelles et au foncier ont augmenté ; • L'entente entre éleveurs et agriculteurs.
10	Contribution à l'Axe Stratégique	1, 4, 6, 12, 13
11	Groupes cibles effectifs & nombre des bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Eleveurs et agriculteurs ; • Les jeunes et femmes ; • Les élus communaux ; • Les services techniques ; • L'administration.
12	OFFRE : <i>Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter leur impact</i>	<ul style="list-style-type: none"> • La mise en place des Comités de Gestion et de Prévention des Conflits ; • Marché à bétail ; • Espaces pastoraux ; • L'élaboration des conventions de gestion des ressources naturelles.
13	DEMANDE : <i>Besoins des autres pour augmenter l'impact de votre projet</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Responsabiliser les communes pour la gestion des infrastructures ; • Outiller les comités de gestion pour l'entretien et la rentabilité des infrastructures.
14	Cercle(s) d'exécution	Bankass et Koro
15	Commune(s) d'exécution	Ouenkoro, Diougani et Bondo
16	Village(s) d'exécution	Sissa, Yéhi, Orowana.
17	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> • Le projet porte sur l'aménagement de 2 espaces pastoraux dans le Cercle de Koro et la réalisation d'un marché à bétail à

		Ouenkoro ; <ul style="list-style-type: none"> Les ressources des mairies et des comités de projets sont améliorées à travers le paiement des taxes des éleveurs.
• Détails de contact		
	Nom du point focal	Askia Ibrahim ALHADAR
	Tél	(00223) 66 69 21 62 / 76 60 88 01
	Email	askia.ibrahim@yahoo.fr
	Site web	

2.1.8 CpF

1	Nom (Sigle)	Coton pour les femmes (CpF)
2	Période	2017-2025
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	Association Malikanu
5	Partenaires Techniques clés	
6	Budget	3 Million FCFA
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> Donateurs privés
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	<ul style="list-style-type: none"> Le contact permanent et personnel avec la population est essentiel pour la réussite des projets ; L'expérience montre que les groupes de femmes qui font un cycle de production deviennent autonomes.
9	Résultats attendus ou atteints	<ul style="list-style-type: none"> Groupes de femmes autonomes avec une activité professionnelle et une formation permanente
10	Contribution à l'Axe Stratégique*	1, 11, 14
11	Groupes cibles effectifs & nombre des bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> Pour le moment 24 groupes d'une trentaine de femmes, soit environs 700 femmes
12	OFFRE : <i>Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter leur impact</i>	<ul style="list-style-type: none"> Système de subvention aux femmes ; Emplois hors ferme (également possible pour des groupes vulnérables) ; Technique locale de filer le coton.
13	DEMANDE : <i>Besoins des autres pour augmenter l'impact de votre projet</i>	<ul style="list-style-type: none"> Marché du tissu en ville ou en Europe Produits brut coton bio
14	Cercle(s) d'exécution	Bankass
15	Commune(s) d'exécution	Kani Bonzon
16	Village(s) d'exécution	Endé, Bagourou et Yabatalou
17	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> Possibilité d'avoir du coton bio ? Achat de coton brut et subvention durant la fabrication de tissu ; Chaque mètre de bande est subventionné pour valoriser le travail des femmes. Malikanu paye 300 F/m aux femmes et revend les bandes au prix du marché de Bankass 185 F/m aux tailleurs qui les transforment en vêtements pour la vente ; Les jeunes femmes apprennent à filer le coton, la tradition se garde ; Les femmes tissent des liens entre elles en travaillant et entre les groupes des différents quartiers et villages aussi. Elles voient ceci comme un pas vers la paix dans le pays.
Détails de contact		
	Nom du point focal	A Endé : Amadou Guindo et en France Coen Engelhard
	Tél	Coen : 0033677797089
	Email	coenengelhard@gmail.com
	Site web	www.laviaeande.com

2.1.9 DryDev-ML

1	Nom du programme	Programme de Développement des Terres Arides (DryDev)
2	Période	2015-2019
3	Phase	Mise en Exécution
4	Partenaire principal de mise en œuvre	ICRAF
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • Sahel Eco, AMEPPE, AMEDD et OXFAM America ; • Partenaires stratégiques suivantes : DNEF, AEDD, IER, DNA et DNH
6	Budget	
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	<ul style="list-style-type: none"> • L'approche sous-bassin versant avec des comités de gestion intégrée des ressources en eau qui regroupe tous les acteurs concernés a permis aux communautés elles-mêmes de définir les actions prioritaires à mettre en œuvre ; • Des plans d'action communautaires (PAC) ont été élaborés pour tous les sous-bassins versants afin de garantir que les interventions de DryDev sont basées sur les besoins et les contextes locaux. Cela a également été intégré à l'approche Options par Contexte (OxC) qui a été développée pour garantir que des réponses de développement spécifiques soient apportées à des défis spécifiques au contexte biophysique et social ; • Les petites activités économiques telles que le warrantage, le renforcement des coopératives et les groupes d'épargne, le maraichage trouvent un écho favorable parmi les groupes d'agriculteurs ; • Les magasins d'intrants locaux permettent de pallier le manque persistant de livraison d'intrants de proximité.
9	Résultats attendus ou atteints	<p>DryDev a permis d'engranger des résultats considérables en matière de renforcement de capacité des producteurs en matière de gestion des ressources naturelles et de l'eau, la restauration des paysages des bassins versants, la réalisation d'infrastructures de collecte de l'eau, la gestion de l'eau et de la fertilité des sols dans les exploitations agricoles, la structuration des coopératives. Cela devrait accroître les chances d'augmenter la production agricole et la participation des producteurs au marché. On peut citer entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plus de 46 437 producteurs engagés dans la promotion des différentes techniques promues ; • Des initiatives de gestion des ressources naturelles au niveau des dix sous bassins versants (Régénération naturelle assistée, Restauration de terres dégradées, enrichissement de parcours pastoraux, mise en défens, bosquets villageois, etc.) ont été entreprises sur plus de 17 000 ha ; • Les infrastructures de mobilisation de l'eau, telles que les micro-barrages, les mares surcreusées, les bassins de collecte des eaux de ruissellement, les étangs piscicoles, les périmètres maraichers équipés de système de pompage solaires ont permis de rendre l'eau disponible pour divers usages ; • Le compostage rapide, les zai, les aménagements en courbe de niveau, les semences améliorées et le microdosage d'engrais ont permis d'améliorer la fertilisation des sols et d'accroître la production agricole ; • Une meilleure structuration des producteurs autour de chaînes

		<p>de valeur porteuses promues plus de 260 coopératives organisées autour des chaînes de valeur ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'amélioration de la mobilisation de l'épargne locale à travers la mise en place des groupes d'épargne pour le changement ; • La diminution du bradage des produits agricoles vivriers à travers la promotion du warrantage ; • Les Commissions Foncières ont été renforcées pour une meilleure gestion des conflits fonciers ; • 78 parties prenantes (collectivités de l'administration, des services techniques des organisations paysannes et des privés) mettent en œuvre des actions à DryDev permettant de mettre à l'échelle les techniques promues par DryDev ; • 3 notes d'orientation politiques pour lever les contraintes pratiques du cadre législatif et réglementaire en matière de sécurisation foncière des exploitations familiales agricoles, la mise à l'échelle de l'adoption des pratiques de l'agroforesterie et le financement du secteur agricole ont été élaborées.
10	Contribution à l'Axe Stratégique*	3, 4, 5, 6, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16
11	Groupes cibles effectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Les producteurs agricoles • Les fournisseurs d'intrants agricoles • Les services de vulgarisation agricole • Les institutions de microfinance • Les décideurs politiques • Les services techniques (eau et forêts, génie rural, développement social, élevage) • L'administration • Les organisations paysannes
12	OFFRE : <i>Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter leur impact</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport de l'étude de caractérisation biophysique et socio-économique de 15 sous-bassins versants disponible ; • Rapport d'analyse des chaînes de valeur et de leurs financements disponibles ; • Rapport d'analyse des questions de Genre et l'inclusion en matière de sécurité alimentaire et hydrique, l'économie rurale et l'accès au crédit et services financiers pour la promotion du développement économique rural disponible ; • Rapport de caractérisation de la typologie des producteurs et des pratiques agricoles et des méthodes d'extension actuelles employées par les différents groupes d'agriculteurs disponibles ; • Rapport d'analyse des contraintes politiques et réglementaires en matière de tenure foncière et des arbres, l'accès au crédit et au financement disponible ; • Des plans d'action pour la gestion intégrée des ressources en eau disponible pour 10 sous-bassins versants ; • 260 coopératives structurées et renforcées autour des chaînes de valeurs ; • Renforcement des capacités des organisations paysannes pour faciliter l'interaction entre les paysans et les autres acteurs.
13	DEMANDE : <i>Besoins des autres pour augmenter l'impact de votre projet</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Étendre les acquis de DryDev à d'autres sous-bassins versants ; • Pérenniser les comités de sous-bassins versants (et les comités locaux « GIRE ») afin d'assurer la durabilité des interventions de DryDev ; • Développer d'avantage le marché local pour la commercialisation des produits transformés des chaînes de valeur ; • Fournir un appui direct en équipements aux producteurs des

		zones semi-arides pour l'exploitation des micro-barrages et autres infrastructures de mobilisation de l'eau, etc. ; <ul style="list-style-type: none"> • Mettre l'accent sur l'équipement des acteurs des chaînes de valeur dans les segments de la transformation, le conditionnement et le développement de marché local.
14	Pays d'exécution	Burkina Faso, Ethiopie, Kenya, Mali, Niger
15	Régions d'exécution	• Sikasso : Yorosso : Kiffosso 1, Koumbia et Menamba 1 ;
16	Cercle(s) d'exécution	• Ségou : Ségou : Cinzana ; Tominian : Tominian et Mandiakuy ;
17	Commune(s) d'exécution	• Mopti : Bankass : Ségué et Kani-Bonzon ; Bandiagara : Bara-Sara et Soroly.
18	Village(s) d'exécution	83 villages d'intervention répartis entre 10 sous-bassins versants
19	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> • Pour réussir le développement des chaînes de valeur il faut une approche intégrée de structuration des acteurs, renforcement des capacités entrepreneuriales des acteurs des chaînes de valeur, le développement de plans d'affaire pour les chaînes de valeurs sélectionnées, la mobilisation de l'épargne locale à travers le renforcement des groupes et associations villageoises d'épargne et de crédit, la promotion du warrantage et la mise en relation avec les services financier et un système d'information sur le marché.
Détails de contact		
	Nom du point focal	Pierre DEMBELE, Secrétaire Exécutif Sahel Eco
	Tél	Fixe (+223) 20 29 30 04 Mobile : 76 23 97 80 / 60 56 88 15
	Email	pierre.sahleco@afribonemali.net
	Site web	www.sahleco.org

2.1.10 DSS

1	Nom (Sigle)	Développement du SAGE pour le Sourou dans le cadre du Programme Conjoint d'Appui à la GIRE (DSS)
2	Période	2019-2020 (8 mois)
3	Phase	Mise en Exécution ;
4	Organisation principale de mise en œuvre	GECI – Expert Conseil
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • Le Gouvernorat de la région de Mopti ; • L'Inter Collectivité du Sourou ; • La Direction Régionale de l'Hydraulique de Mopti ; • Les membres de CTC-GIRE et de CTGS du Sourou/Mouhoun ; • Les 7 Comités Locaux de l'Eau du Sourou ; • La Direction Nationale de l'Aménagement du Territoire ; • Le Comité de Bassin du Sourou du BF ; • Care International, World vision, Wetlands International Mali, la Maîtrise d'œuvre Sociale (MOS), Croix Rouge Malienne ; • La Direction Régionale de l'Agriculture de Mopti ; • La Direction Régionale du Génie rural de Mopti • La Direction Régionale des Eaux et Forêts de Mopti ; • La Direction Régionale de la Pêche ; • La Direction Régionale en charge des Ressources Animales de Mopti (DRSV et DRPIA) ; • La Direction Régionale de l'Assainissement du Contrôle des Pollutions et Nuisances de Mopti ; • L'Autorité du Bassin de la Volta ; • Le Programme de Développement Intégré de la vallée de Samendéni ;

		<ul style="list-style-type: none"> • Les mairies des communes concernées ; • Conseil de cercle ; • Conseil régional ; • L'agence de l'Eau du Mouhoun pour la partie transfrontalière ; • Projet BlueDeal/ABV-Sourou.
6	Budget	
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • Ambassade du Royaume des Pays-Bas
8	Bonnes leçons apprises	
9	Résultats attendus ou atteints	<ul style="list-style-type: none"> • L'état des lieux à travers la recherche, la collecte et l'analyse des données ; • Les options de développement en s'appuyant sur l'état des lieux ; • Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des ressources en Eau (SAGE) et le plan du suivi-évaluation ; • Les coûts et les phases de la mise en œuvre du SAGE ; • Une base de données sur le Sourou.
10	Contribution à l'Axe Stratégique	6, 12, 13, 17
11	Groupes cibles	<ul style="list-style-type: none"> • Structure étatique et privée de gestion de l'eau dans la zone
12	OFFRE : Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter <u>leur</u> impact	<ul style="list-style-type: none"> • L'état des lieux ; • Les options d'aménagement (parti d'aménagement) ; • La modélisation et le modèle des ressources en eau de l'espace du SAGE ; • Le Plan d'aménagement des ressources en eau ; • Le mécanisme de suivi-évaluation du SAGE ; • La synthèse du document du SAGE ; • Les données en format standard (Shape files) des cartes produites exploitables et compatibles avec les logiciels courants ; • Un atlas de l'espace (cartographie) du SAGE ; • Le rendu cartographique qui devra s'adresser à la fois à des professionnels et au grand public.
13	DEMANDE : Besoins des autres pour augmenter l'impact de <u>votre</u> projet	<ul style="list-style-type: none"> • Implication assidue des différentes parties prenantes pour la réussite de l'étude • Données hydrométéorologiques, etc. ; • Détails des courses d'eau.
14	Cercle(s) d'exécution	Bankass, Douentza, Koro
15	Commune(s) d'exécution	Bankass, Koro, Mondoro
16	Village(s) d'exécution	A définir avec les consultants
17	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> • Le SAGE se compose des pièces écrites et de pièces graphiques (décrite dans les TDR) ; • Ces aspects doivent être mis dans le contexte d'un fleuve transfrontalier. Tout le contenu du SAGE doit refléter la GIRE au Burkina Faso sur la portion malienne du Sourou.
Détails de contact		
	Nom du point focal	Madame CISSE Youma COULIBALY
	Tél	(+223) 92 18 44 94 / 65 97 74 06
	Email	c.youma@yahoo.fr
	Site web	www.giremali.org

2.1.11 ESIQ

1	Nom (Sigle)	Une éducation sûre, inclusive et de qualité en situation d'urgence au centre au Mali (ESIQ)
2	Période	2019-2021
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	Plan International Mali
5	Partenaires Techniques clés	
6	Budget	
7	Partenaires Financières	
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	
9	Résultats attendus ou atteints	<ul style="list-style-type: none"> • La mise en place des services de scolarisation accélérée passerelle (SSA/P) ; • Appui des 95 filles et 95 garçons vulnérables des écoles classiques ; • D'avoir accès à des espaces d'apprentissage temporaires (EAT) Pour 1,750 filles et à 1,750 garçons âgés de 7 à 15 ans.
10	Contribution à l'Axe Stratégique*	8
11	Groupes cibles effectifs & nombre des bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • 1,750 filles et 1,750 garçons âgés de 7 à 15 ans • Jeunes déscolarisés et non scolarisés
12	OFFRE :	
13	DEMANDE :	
14	Pays	Mali
15	Région d'exécution	Mopti
16	Cercle(s) d'exécution	Bankass, Mopti
17	Commune(s) d'exécution	
18	Village(s) d'exécution	
19	Autres remarques pertinentes	
Détails de contact		
	Nom du point focal	
	Tél	
	E-mail	
	Site web (consulté le 3 mai 2019)	https://www.afrikinfos-mali.com/index.php/societe/education/403-mopti-plan-international-mali-lance-un-projet-d-education-en-faveur-des-jeunes-descolarises-et-non-scolarises

2.1.12 FFE

1	Nom (Sigle)	Food For Education (FFE)
2	Période	2008-2020
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	CRS
5	Partenaires Techniques clés	AMPRODE/SAHEL
6	Budget	
7	Partenaires Financières	
8	Bonnes pratiques ou leçons apprises pour les programmes ou projets antérieurs	<ul style="list-style-type: none"> • Mobilisation des communautés autour de l'école ; • Développement initiatives locales ; • Prise en charge de la cantine scolaires.
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Epargne locale dans les villages ; • Jardins et champs collectifs ; • Autonomisation des femmes ;

		<ul style="list-style-type: none"> • Périmètres maraichers.
10	Contribution à l'Axe Stratégique	3, 8, 14
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • Communautés
12	OFFRE :	<ul style="list-style-type: none"> • Stratégie d'amélioration de la scolarisation des enfants par épargne locale • Epargnes villageois ;
13	DEMANDE :	
14	Pays	Mali
15	Région d'exécution	Mopti
16	Cercle d'exécution	Bankass, Koro
17	Communes d'exécution	B : Bankass, Ségué et Sokoura ; K : Kopropen, Koro, Tori
18	Village(s) d'exécution	
19	Autres remarques pertinentes	
Détails de contact		
	Nom	Hamidou Sokanda
	Tél	66 88 69 18 / 76 05 81 44
	Email	hamidousokanda@yahoo.fr

2.1.13 GDEFOR 3

1	Nom (Sigle)	Programme de gestion décentralisée des forêts - Phase 3 Promotion des chaînes de valeurs agricoles (GDEFOR3)
2	Période	2018-2022
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	Direction Nationale des Eaux et Forêts
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • Direction Nationale de l'Agriculture
9	Résultats attendus ou atteints	
10	Contribution à l'Axe Stratégique	3, 6
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	
14	Pays d'exécution	Mali
15	Région d'exécution	Mopti
16	Cercles d'exécution	Bankass, Douentza, Koro
17	Commune(s) d'exécution	
Détails de contact		
	Nom du point focal	Sidi Keita
	Tél	+223- 78 95 81 37
	Email	
	Site web	

2.1.14 GLD

1	Nom (Sigle)	Gouvernance Locale Démocratique (GLD)
2	Période	2005 – 2020
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation Néerlandaise de Développement (SNV) • Helvetas Suisse Intercoopération (HSI) • Diakonia

		<ul style="list-style-type: none"> • Aide de l'Église Norvégienne (AEN)
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • SNV, HSI, Diakonia et AEN
6	Budget	2.244 million FCFA (35,000,000 SEK)
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • Ambassade de la Suède au Mali
8	Bonnes leçons <u>appries</u> par ce programme / projet	<ul style="list-style-type: none"> • Alphabétisation fonctionnelle est importante pour assurer l'implication des femmes dans la gouvernance locale et démocratique ; • La communication et la gestion non violente des conflits liés aux ressources naturelles est stratégique dans les processus de conciliation ; • L'implication des personnes-ressources et leaders communautaires dans la prévention/gestion des conflits, est déterminante de leur dénouement ; • Le renforcement des capacités des élus permet une meilleure implémentation de la maîtrise d'ouvrage communale ; • La promotion des sources d'énergie renouvelables et foyers améliorés permettent de réduire la consommation du bois et offrir d'autres alternatives aux groupements féminins en matière d'AGR.
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u> par les programmes ou projets existants ou futurs	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Amélioration de la performance du dispositif de la gestion foncière</i> : Le foncier est perçu par tous les utilisateurs comme patrimoine commun (bien public). Une réduction significative des conflits liés à la gestion des ressources naturelles en particulier entre agriculteurs et éleveurs est ressentie dans les zones d'intervention du programme ; • <i>Amélioration de la performance des collectivités locales</i> : le renforcement des collectivités dans la maîtrise d'ouvrage a permis à celles-ci de jouer pleinement leur rôle de coordination et d'animation du développement à travers une implication plus marquée des différents acteurs dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre du plan de développement de la commune ; • <i>Amélioration du contrôle et de la veille citoyenne sur la gestion des ressources naturelles</i> : Les Comités de Veille Citoyenne (CVC) composés en moyenne de 30% de femmes, ont assuré la veille citoyenne à travers des séances d'interpellation et de création d'espaces de rencontres et de dialogue autour du transfert de compétences et des ressources en faveur des collectivités territoriales ; • <i>Amélioration de l'exploitation durable des terres agricoles et des espaces sylvopastoraux</i> : Les différents acteurs à travers leurs approches innovantes apportées par GLD, ont pu améliorer les conditions de vie des populations qui s'est traduite par une gestion durable de leurs moyens d'existence. C'est par exemple, le cas de l'approche gestion des troupeaux, la gestion des ressources en eau (mares), la diversification des revenus agricoles (maraîchage, production et vente de la pierre à lécher, la production et la commercialisation de l'aliment bétail, pisciculture, karité, néré, miel, embouche bovine et ovine, etc.). • <i>Prise en compte du genre et de la gestion des programmes sensible aux conflits ("Conflict-Sensitive Program Management")</i> : une conscience genre améliorée à travers une représentativité significative des femmes dans les instances de décision. Aussi, le développement de partenariats avec des organisations locales de la société civile a permis au programme de poursuivre ses activités malgré la situation d'insécurité, particulièrement dans

		les régions du Nord du pays
10	Contribution à l'Axe Stratégique	1, 6, 14, 15, 16, 17
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • 40 communes (collectivités) • 313.388 bénéficiaires (femmes : 160.364 et hommes : 153.024) des organisations de la société civile agrosylvopastorales
12	OFFRE : Livrables* disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter <u>leur</u> impact	<ul style="list-style-type: none"> • Modules de formation sur le plaidoyer et le contrôle citoyen sur /des décisions, diffusion et mise en œuvre des politiques agro-pastorales et environnementales ; • Approches d'exploitation durable des ressources naturelles • Mesures d'aménagement agro-sylvo-pastoral pour accompagner cette exploitation (en cofinçant) ; • Approche de dialogue et d'interpellation démocratiques entre les groupes usagers des ressources naturelles et les gestionnaires et décideurs institutionnels (instances coutumières, collectivités locales, services techniques) ; • Connaissances et des dispositifs de suivi citoyen sur i) les enjeux liés aux évolutions du foncier rural en cours et ii) la gestion locale du foncier et des ressources naturelles.
13	DEMANDE : Besoins* des autres pour augmenter l'impact de <u>votre</u> projet	<ul style="list-style-type: none"> • Elargissement des partenariats stratégiques avec les acteurs du changement : collectivités territoriales, exploitations familiales Agricoles, associations socioprofessionnelles, organisations de la société civile et autorités traditionnelles en lien avec la gestion des ressources naturelles ; • Développement de synergie/complémentarité avec des projets/programmes de développement local.
14	Pays	Mali
15	Régions d'exécution	Gao, Kayes, Kidal, Koulikoro, Ménaka, Mopti, Ségou, Sikasso, Tombouctou
16	Cercles d'exécution	Banamba, Bankass, Diéma, Djenné, Gourma-Rharous, Goundam, Gao, Kidal, Kita, Nara, Koutiala, Macina, Nioro, Sikasso, Tombouctou, Ménaka, Yanfolila, Yorosso
17	Communes d'exécution	40
18	Village(s) d'exécution	Les villages n'est pas une échelle d'intervention
19	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> • La phase IV est en cours 2018 – 2020 ; • Participation aux réseaux de plaidoyer pour l'influence des politiques et décideurs de la gestion des ressources naturelles y compris le foncier agricole.
Détails de contact		
	Nom du point focal	Amadi Coulibaly
	Tél	+223 76 03 73 32
	Email	acoulibaly@snv.org
	Site web	www.snv.org

2.1.15 GS

1	Nom (Sigle)	Gouvernance de la Sécurité (GS)
2	Période	Avril 2019 – Mars 2020
3	Phase	Mise en Exécution ;
4	Organisation principale de mise en œuvre	International Alert
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation de la société civile • Municipalité • Administration • Force de Défense et de Sécurité (FDS)
6	Budget	
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • MINUSMA
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	<ul style="list-style-type: none"> •
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Restauration de la confiance et collaboration entre service étatique, FDS et communauté. • L'analyse conjointe (population et structures étatiques) des acteurs, raisons et conséquences des conflits violents ; • Augmentation d'engagement des communautés et FDS à collaborer pour trouver des solutions aux conflits des leurs zones ; • De mieux comprendre le lien entre la violence et les griefs politiques, sociaux et économiques, ainsi que pour l'identification, le soutien et la surveillance des actions de réponse pertinentes ; • Accompagnement et financement des initiatives locales de paix ; • Diffusion des programmes radio.
10	Contribution à l'Axe Stratégique	1, 16, 17
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • Communauté, Élus, représentant de l'État • Force de Défense et de Sécurité
12	OFFRE : <i>Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter <u>leur</u> impact</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Modules de formation en a) analyse des conflits, b) sensibilisation aux conflits et genre, c) dialogue civilo-militaire ; • Le format testé des sessions de réflexion entre les autorités, communautés et FDS niveau région ; • Le format (contenu, langues et façon d'exprimer le message) des programmes radio.
13	DEMANDE :	
14	Pays	Mali
15	Régions d'exécution	Mopti, Ségou, Tombouctou
16	Cercles d'exécution	M : Koro et Djenné ; S : Niono et Macina ; T : Goundam et Tombouctou
17	Communes d'exécution	M : Koro et Djenné ; S : Molodo et Kolongo ; T : Goundam et Guedjelia
18	Village(s) d'exécution	
19	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> • Les dialogues inclusifs entre les communautés, les autorités locales et les forces de sécurité. • Des sessions de réflexion entre les autorités ; communautés et FDS niveau régional.
Détails de contact		
	Nom du point focal	Alhatikou DAGAMAÏSSA
	Tél	00223 7771 7440
	Email	ADagamaïssa@international-alert.org
	Site web	www.international-alert.org

2.1.16 IPRO-REAGIR

1	Nom (Sigle)	Irrigation de PROximité et de REforcement de l'AGriculture Irriguée (IPRO-REAGIR)
2	Période	2015-2019
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	Direction Nationale du Génie Rural (DNGR)
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • Groupement : AHT – CES – BETICO • PASSIP
6	Budget	16,5 milliards FCFA ou 25,2 M €
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • Coopération Canadienne • République fédérale d'Allemagne par l'intermédiaire de la KfW Entwicklungsbank
8	Bonnes leçons apprises	<ul style="list-style-type: none"> •
9	Résultats attendus ou atteints	<ul style="list-style-type: none"> • Aménagements hydro-agricoles (PIV, mares, seuils d'épandage etc.), pistes d'accès villageoises, magasins de stockage. Le volet 1 inclut toutes les activités de construction et de réhabilitation des infrastructures. • Mise en valeur des Aménagements Hydro-Agricoles (AHA) et valorisation des produits : Le volet 2 comprend les mesures de renforcement des capacités des exploitants et comités de gestion par rapport à la gestion et l'entretien des aménagements ainsi que l'intensification, la diversification et la commercialisation améliorée de la production agricole autour des micro-barrages. • Capitalisation et diffusion des résultats et du savoir-faire : La diffusion et capitalisation est réalisée à travers les différents moyens de communication (ateliers, documents, produits de communication, etc.) ; • Entre 2015 et septembre 2018, les interventions ont contribué à aménager et réhabiliter environ 1959 ha sur 65 sites (nouveaux et réhabilités).
10	Contribution à l'Axe Stratégique	3, 16
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • Producteurs ; • Groupes.
12	OFFRE :	
13	DEMANDE :	
14	Pays d'exécution	Mali
15	Région(s) d'exécution	Koulikoro, Mopti
16	Cercle(s) / Province(s) d'exécution	Banamba, Bandiagara, Bankass, Koro, Koulikoro
17	Commune(s) d'exécution	
18	Village(s) d'exécution	
19	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> • Appui au Programme National d'Irrigation de Proximité (PNIP) ; • Les sites aménagés seront transférés au PASSIP (http://www.passip.org/Passip) / à la DNA pour un accompagnement pendant la mise en valeur.
Détails de contact		
	Nom du point focal	Demba Cissoko
	Tél	+223 91 08 26 23
	Email	d_cissoko@yahoo.fr
	Site web [visité le 10/6/2019]	https://www.dngr.gouv.ml/projets-programmes/pnip/ipro-reagir/

2.1.17 Jigisémèjiri

1	Nom (Sigle)	Programme de filets sociaux Jigisèmèjiri (Jigisémèjiri)
2	Période	2013-2022
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	Jigisémèjiri
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • Orange Money • PAM
6	Budget	44.204,7 Million FCFA
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • IDA/BM • IDA/DFID Fond Additionnel • Coop. Suisse • Etat du Mali
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	
9	Résultats attendus ou atteints	<ul style="list-style-type: none"> • De mettre en place des transferts monétaires ciblés aux ménages pauvres et souffrants d'insécurité alimentaire ; • De créer un système adaptatif national de filets sociaux.
10	Contribution à l'Axe Stratégique	11
11	Groupes cibles effectifs & nombre des bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Ménages pauvres et souffrants d'insécurité alimentaire
12	OFFRE : <i>Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter leur impact</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Transfert Monétaire (TM + MA) • Activités Génératrice de Revenu (AGR) • Travaux à Haute Intensité (HIMO) • Paquets Nutritionnels Préventifs (PNP)
13	DEMANDE :	
14	Pays	Mali
15	Régions d'exécution	Mopti et autres
16	Cercles d'exécution	Bankass, Koro + hors de Sourou
17	Communes d'exécution	Dialassagou, Diankabou, Dimbal Habé, Dougoutene I et II, Lessagou Habé, Ségué, Tori, Yoro
18	Village(s) d'exécution	
19	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> • Extension de 4 ans à 2022
Détails de contact		
	Nom du point focal	
	Tél	+223 20 22 16 15 / 20 22 16 17
	Email	jigisemejiri@jigisemejiri.org
	Site web (consulté 1/5/2019)	www.jigisemejiri.org

2.1.18 L4G

1	Nom (Sigle)	Elevage pour la croissance économique au Mali (L4G)
2	Période	14/1/2015-2020
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	AECOM
5	Partenaires Techniques clés	
6	Budget	
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • USAID
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la commercialisation du bétail ; • Augmentation de la contribution du secteur au PIB agricole et National ;

		<ul style="list-style-type: none"> • Réduction de la pauvreté en milieu rural en renforçant les capacités des producteurs (femmes et des jeunes).
10	Contribution à l'axe Stratégique	3, 4, 14, 16
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • Femmes et des jeunes ; • Groupes de femmes
12	OFFRE : <i>Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter leur impact</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Fourrage ; • Infrastructures pastorales ; • Blocs de léchage multi-nutritionnels ; • Techniques d'engraissement du bétail ; • Service vétérinaire de proximité privée (SVPP) ; • Coopératives.
13	DEMANDE :	
14	Pays d'exécution	Mali
15	Région d'exécution	Mopti
16	Cercles d'exécution	Bankass, Koro
17	Commune(s) d'exécution	Pel Maoudé et autres
18	Village(s) d'exécution	Guillassagué, Pel Maoude et autres
19	Autres remarques pertinentes	
Détails de contact		
	Nom du point focal	Izza Soubiane
	Tél	
	Email	Izza.Soubiane@aecom.com
	Site web [visité le 10/6/2019]	https://www.aecom.com/projects/mali-livestock-growth-14g/?q%5B0%5D=4989&qp=&qt=12 http://koulouba.com/economie/lancement-du-projet-delevage-14-g-a-bankass-par-lusaid-une-initiative-pour-ameliorer-la-croissance-economique-du-pays

2.1.19 MCCA

1	Nom (Sigle)	Mali Changement Climatique et Activités d'Adaptation (MCCA)
2	Période	2016-2020
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	SAHEL ECO
5	Partenaires Techniques clés	Elus communaux, ORM
6	Budget	
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • Chemonics International • USAID
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation mini barrage, DRS/CES RNA ; • Réparation des mares ; • Formations et appui conseil en changement climatiques (foyers améliorés) ;
10	Contribution à l'axe Stratégique	3, 4, 5, 10, 12, 16
11	Groupes cibles effectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Populations
12	OFFRE :	
13	DEMANDE :	
14	Pays d'exécution	Mali
15	Région d'exécution	Mopti
16	Cercles d'exécution	Bankass, Koro
17	Communes d'exécution	B : Bankass, Kani-Bonzon, Dimbal, Koulogon Habé, Lessagou-Habé,

		Segué, Sokoura, Soubala, Tori K : Barapireli, Bondo, Dougoutène-I et II, Koprana, Kopropen, Madougou, Koro, Pel-Maoudé, Youdiou
18	Village(s) d'exécution	199 villages
19	Autres remarques pertinentes	
Détails de contact		
	Nom du point focal	• Pierre DEMBELE, Secrétaire Exécutif Sahel Eco
	Tél	• Fixe (+223) 20 29 30 04 • Mobile : 76 23 97 80 / 60 56 88 15
	Email	• pierre.sahelco@afribonemali.net
	Site web	• www.sahelco.org

2.1.20 PACETEM

1	Nom (Sigle)	Projet Accès à l'Education pour Tous Enfants au Mali (PACETEM)
2	Période	2018-2021
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	Education Development Centre (EDC) ; Ministère de l'Education Nationale (MEN)
5	Partenaires Techniques clés	AMPRODE-SAHÉL et 11 autres ONGs
6	Budget	
7	Partenaires Financières	
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	Approche participative et partenariale Etat -Bailleur de Fonds- Société Civile
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser à la valeur de la scolarisation, en particulier pour les catégories d'enfants marginalisés, y compris les filles, les minorités, les nomades et les enfants handicapés. • Établir des écoles à classe unique dans des endroits isolés à faible densité de population • Utiliser les écoles mobiles pour atteindre les enfants des communautés nomades et migrantes • Rassembler des chefs religieux et des responsables de l'éducation afin de sensibiliser à la valeur des compétences de base en éducation parallèlement aux enseignements religieux, en complément des programmes scolaires coraniques afin que les élèves puissent également acquérir les compétences de base en français et en mathématiques • Mettre en place des programmes d'apprentissage accéléré pour faire participer les enfants de 8 à 12 ans non scolarisés, en leur donnant la possibilité d'accéder à une éducation formelle • Fournir des cours de rattrapage intensifs pendant les mois d'été aux enfants exclus de l'école afin qu'ils puissent réintégrer le système scolaire • Contactez les familles avec des enfants ayant une déficience physique pour leur fournir des aides de base (lunettes, béquilles, etc.) pour permettre à ces enfants de s'inscrire et d'aller à l'école ; • Construire de nouvelles salles de classe dans des écoles surpeuplées pour de meilleurs environnements de travail et d'apprentissage ; • Intégration scolaire de 596 596 enfants hors école.
10	Contribution à l'Axe Stratégique	8
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • Enfants descolarisés8-12 ans ; • Enfants 6-7 ans non scolarisés pour diverses raisons.

12	OFFRE : <i>Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter leur impact</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Appui matériel (mobilier, fournitures) aux structures éducatives ; • Renforcement des capacités des acteurs.
13	DEMANDE :	<ul style="list-style-type: none"> • Synergie d'action avec les autres acteurs
14	Pays d'exécution	Mali
15	Région d'exécution	Mopti
16	Cercles d'exécution	Koro, Douentza, Bankass,
17	Communes d'exécution	Barapirely, Madougou, Kass, Sokoura, Ségué, Koulogon Habé, Lessagou-Habé, Diallassagou, Koubewel, Hairé, Djaptodji, DangolBoré, Douentza ; Baye, Kani-Bonzon, Dimbal, Soubala, Lessagou-Habe, Segué, et Koulogon Habé
18	Village(s) d'exécution	
19	Autres remarques pertinentes	
Détails de contact		
	Nom du point focal	Moussa Fama Diarra
	Tél	72 72 53 72 / 66 73 04 09
	Email	moussad@yahoo.fr
	Site web	https://www.edc.org/pacetem#key-activities

2.1.21 PAFHa

1	Nom du projet / programme	Projet d'Appui à la Filière Halieutique (PAFHa)
2	Période	2016-2021
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	ENABEL-Mali
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • Services étatiques : Direction Nationale de la Pêche (DNP) du Ministère de l'Élevage et de la Pêche (MEP), DRP/Ségou, DRP/Mopti, CFPA/Molodo, IER/CRRA-Mopti - CONASCOPA • ONGs: Wetlands International, CARE International, G-Force
6	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • Union Européenne (DUE)
7	Bonnes leçons <u>appries</u>	
8	Résultats attendus ou atteints	<ul style="list-style-type: none"> • La conservation, la valorisation et la commercialisation des produits halieutiques sont améliorées • La production halieutique (pêche/pisciculture) est développée par des pratiques durables • Les services techniques gouvernementaux et les organisations professionnelles sont impliqués dans le programme et leurs capacités sont renforcées.
9	Contribution à l'Axe Stratégique	5, 6
10	Groupes cibles effectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Pêcheurs, mareyeuses de campement, collecteur de poisson frais, collecteurs de poisson transformé, transformatrices de campement, mareyeur/mareyeuse de centre urbain, grossistes de poisson transformé • Pisciculteurs étang en terre, bassin en ciment, élevage en cages flottantes, en bacs hors sol, rizipisciculteurs
11	OFFRE : <i>Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter leur impact</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Fiches techniques et manuels de vulgarisation sur la pisciculture semi-intensive ; • Fiches techniques et manuels sur la reproduction artisanale des Silures, fumage amélioré sur four Chorkor ; • Renforcement de capacité des acteurs de la filière pêche et des pisciculteurs ; • Fiche techniques et manuels sur de mises en défens de plans d'eau ;

		<ul style="list-style-type: none"> Méthodes de production de pêche et pisciculture rentables selon les contextes régionaux.
12	DEMANDE : <i>Besoins des autres pour augmenter l'impact de votre projet</i>	<ul style="list-style-type: none"> Informations locales sur la fréquence de capture dans le Sourou de certaines espèces de poisson menacées d'extinction (disparition progressive) dans le DIN dans des zones protégées, comme <i>Gymnarchus niloticus</i>, <i>Heterobranchus longifilis</i>, <i>Heterotis niloticus</i> et <i>Parachanna africana</i>
13	Régions d'exécution	Mopti, Ségou
14	Cercles d'exécution	Ségou : Baraouéli, Niono, Macina, Bla, San, Tominian ; Mopti : Bankass, Douentza, Koro, Bandiagara, Djenné, Youwarou, Ténenkou
15	Communes d'exécution	Toutes les communes situées dans ces cercles sont susceptibles de recevoir les activités du Projet
16	Villages d'exécution	Pêche : 60 villages par région. Nous contacter pour plus d'informations. Pour la pisciculture et les mises en défens, les 2 régions concernées sont celles de Mopti et Ségou, selon les demandes.
17	Autres remarques pertinentes	<p>Priorités stratégiques, en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> Pêche : diminution des pertes post récoltes ; Pisciculture : développement de méthodes de production rentables selon les contextes régionaux ; Environnement : création de mises en défens et réintroduction d'espèces en voie de disparition.
Détails de contact		
	Nom du point focal	Guillaume Vermeulen – Gestionnaire d'Intervention PAFHa
	Tél	+223 72 48 44 88
	Email	guillaume.vermeulen@enabel.be
	Site web	Néant
	Autre point focal en alternance : 6 mois sur 12	Jean-Pierre Marquet, Assistant Technique International en Pêche et Pisciculture
	Email privé permanent	jp_marquet@hotmail.com

2.1.22 PAFS-AECC

1	Nom (Sigle)	Projet d'Amélioration de la Fertilité des Sols et d'Adaptation aux Effets des Changements Climatiques au Mali (PAFS-AECC)
2	Période	2019-2023
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	Direction Nationale de l'Agriculture
10	Contribution à l'Axe Stratégique	3, 12
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> Agriculteurs
14	Pays d'exécution	Mali
15	Région(s) d'exécution	Mopti
16	Cercle(s) / Province(s) d'exécution	Bankass, Douentza, Koro
Détails de contact		
	Nom du point focal	Oumar Tamboura
	Tél	+223-65681357
	Email	

2.1.23 PA-RCPNV

1	Nom (Sigle)	Projet d'Appui au Renforcement de la culture de la paix et de la non-violence (PA-RCPNV)
2	Période	2017-2020
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	Association Malienne pour la Survie au Sahel (AMSS)
5	Partenaires Techniques clés	ICCO
6	Budget	
7	Partenaires Financières	Ambassade Pays-Bas
8	Bonnes leçons apprises	
9	Résultats attendus ou atteints	<ul style="list-style-type: none"> • Les autorités locales ont adopté et pratiquent des principes de bonne gouvernance vis à vis des communautés ; • Les communautés sont capables de prévenir et/ ou gérer des conflits ; • Les intérêts des communautés impliqués en conflits, paix et sécurité locaux sont représentés et mis à l'échelle vis-à-vis du gouvernement national et des acteurs internationaux de la sécurité et du développement à travers une approche réseautage visant le traitement efficace des causes profondes des conflits.
10	Contribution à l'Axe Stratégique	1, 14, 16, 17
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • Autorités locales : élus, chefs traditionnels, leaders religieux (musulmans et chrétiens) • animateurs radios, communicateurs traditionnels et membres des clubs radios citoyens bénéficiaires des activités, • Les membres des associations de femmes et jeunes.
12	OFFRE : <i>Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter leur impact</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Espaces des dialogues animés (soit un espace par commune) ; • 34 CRC mis en place ; • 2 leaders religieux/communes formés sur les facteurs de l'extrémisme violent et la radicalisation ; • Organisation de 12 rencontres Inter-Communautaires ; • Signature de 12 accords/engagements de résolution des conflits.
13	DEMANDE :	
14	Pays d'exécution	Mali
15	Régions d'exécution	Gao, Mopti, Tombouctou
16	Cercles d'exécution	Ga : Ansongo et Gao M : Bankass, Djenné, Douentza, Mopti T : Diré, Goundam, Gourma – Rharous, Tombouctou
17	Commune(s) d'exécution	A : Ansongo, Bara et Bourra, Ouatagouna, Tin Hamma, Tessit et Talataye, B : Diallassagou, Ouenkoro et Sokoura ; Di : Arham et Tenguéréguef ; Dj : Nema Bad Kafo ; Do : Douentza et Hombori ; Ga : Gao, Gabero, Intillit et Gounzoureye ; Go : Télé et Goundam urbaine ; G-R : Rharous, Hamzakoma, Bambara Maoudé, Gossi, Inadjatafène et Ouinerdène ; M : Konna, Ouroubé Doubé, Dialloubé et Koubaye ; T : Bourem Inaly, Lafia et Tombouctou Urbaine
18	Village(s) d'exécution	
19	Autres remarques pertinentes	
Détails de contact		
	Nom du point focal	
	Tél	+223 20 20 27 28
	Email	info@ong-amss.org
	Site web [visité le 10/6/2019]	https://www.ong-amss.org/projet-appui-a-la-culture-de-la-pai

2.1.24 PAPAM

1	Nom (Sigle)	Programme de développement de la Productivité Agricole au Mali (PAPAM)
2	Période	3/6/2010 - 31/7/2019
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	Ministère de l'agriculture
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • APCAM • DNGR
6	Budget	
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • BM • FIDA
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • L'augmentation de la productivité des activités agricoles au sein des systèmes de production et des régions géographiques ciblées par la modernisation de l'agriculture familiale en : i) investissant dans des infrastructures et équipements adaptés (particulièrement pour l'irrigation à petite et grande échelle) ; ii) améliorant les services à l'agriculture (recherche, formation, conseils, financement, fourniture d'équipements, etc.) ; et iii) en mettant en place un environnement politique et institutionnel adapté pour aider à accroître la gestion des enjeux politiques des sous-secteurs.
10	Contribution à l'Axe Stratégique	3, 13
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	
12	OFFRE :	
13	DEMANDE :	
14	Pays d'exécution	Mali
15	Région(s) d'exécution	Kayes, Koulikoro, Mopti , Ségou et Sikasso
16	Cercle(s) d'exécution	Bankass et autres
17	Commune(s) d'exécution	
18	Village(s) d'exécution	
19	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> • Le projet peut comporter certains risques environnementaux qui ont été clairement identifiés, notamment ceux qui ont trait à l'intensification des activités agricoles, à l'irrigation, à l'utilisation de l'eau ainsi qu'aux opérations post-récoltes liées au stockage et au traitement des produits ; • Les effets négatifs de ce projet sur l'environnement humain sont identifiés (voir site web).
Détails de contact		
	Nom du point focal	
	Tél	
	Email	
	Site web [visité 9/6/2019]	http://projects.banquemondiale.org/P095091/fostering-agricultural-productivity-project?lang=fr&tab=overview

2.1.25 PASARC

1	Nom (Sigle)	Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaires et à la Résilience des Populations contre les Crises Climatiques et Sociales (PASARC)
2	Période	2018-2022 (2012-2017)
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	Near East Foundation
5	Partenaires Techniques clés	AADI
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion Collaborative de RN ; • Technologie adaptées éco climat, scolaire ; • Financement de plus de 100 initiatives liées à la sécurité alimentaire ; • Cohésion
10	Contribution à l'Axe Stratégique	1, 3, 4, 9, 12, 14, 15, 16
14	Pays d'exécution	Mali
15	Région d'exécution	Mopti
16	Cercles d'exécution	Bandiagara, Bankass, Djenné, Douentza, Koro, Mopti, Youwarou,
17	Communes d'exécution	Diallassagou, Kani-Bonzon, Ouenkoro, Ségué, Sokoura et 21 autres
Détails de contact		
	Nom du point focal	Yamadou Diallo
	Tél	+223 – 66 88 69 18
	Email	ydiallo@neareast.org

2.1.26 PCA-GIRE

1	Nom (Sigle)	Programme Conjoint d'Appui à la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PCA-GIRE)
2	Période	2015-2019
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Direction Nationale d'Hydraulique (DNH) à travers son Unité de Gestion des programmes et projets GIRE (UG-GIRE)
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable • Ministère de l'Agriculture • Ministère des finances • Ministère du Développement Rural • Ministère de l'Élevage et de la Pêche • Wetlands International • Partenariat National de l'Eau (PNE) • Structure Focale Nationale de l'Autorité du Bassin du Niger (SFN-ABN) • CNU (Coordination Nationale des Usagers) • Laboratoire National des Eaux (LNE)
6	Budget	9,1 Milliard F CFA
7	Partenaires Financières	• Ambassade du Royaume des Pays-Bas et Suède
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • La gestion intégrée des eaux de bassin de la fleuve Niger de façon à améliorer les conditions de la sécurité alimentaire, en particulier la production hydro-agricole et les ressources de la pêche, en équilibre avec la sécurité énergétique, l'eau potable et la conservation de biodiversité ; • Au niveau transnational le programme vise à renforcer la position du Mali à l'ABN et la coopération Guinée - Mali sur la gestion de la

		<p>fleuve Niger au Mali et Guinée, et des commissions de sous-bassins transfrontaliers ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place un environnement politique, législatif, réglementaire et financier favorable à l'approche et aux principes de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau ; • Assurer une gestion coordonnée des eaux transfrontalières qui respecte les intérêts des pays (Mali, Guinée, Burkina Faso) et améliore la sécurité alimentaire, en équilibre avec la sécurité énergétique, l'eau potable et la qualité de l'eau ; • Renforcer la connaissance et le suivi des ressources en eau, des usages et des ressources connexes par les services publics techniques et de la CGESM pour de meilleures décisions en matière de gestion des ressources en eau ; • Favoriser une utilisation plus efficiente de l'eau et des terres, particulièrement dans le domaine agricole, dans un cadre concerté entre les services techniques, les collectivités et les usagers, en vue de l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus agricoles, de l'élevage et de la pêche ; • Assurer la prise en compte des aspects transversaux (genre, gouvernance, adaptation au changement climatique, formation) dans les stratégies et plans sectoriels ainsi que par les services publics, les organes de gestion concertée, les groupements professionnels et le secteur privé.
10	Contribution à l'Axe Stratégique	12,13, 16
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • Population habitant dans le bassin du Niger et du Sourou
12	OFFRE :	
13	DEMANDE	
14	Pays	Guinée, Mali
15	Région(s) d'exécution	Mopti (bassin du Niger et bassin du Sourou) + autres
16	Cercle(s) / Province(s) d'exécution	Bankass, Douentza, Koro et autres
17	Commune(s) d'exécution	Toutes en Bankass et Koro, et Mondoro en Douentza
18	Village(s) d'exécution	
19	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> • Bassin supérieur de fleuve Niger au Mali et en Guinée, y compris bassin du Sourou.
Détails de contact		
	Nom du point focal	Madame CISSE Youma COULIBALY
	Tél	(+223) 92 18 44 94 / 65 97 74 06
	Email	c.youma@yahoo.fr
	Site web	www.giremali.org

2.1.27 PDAR

1	Nom (Sigle)	Projet de Diversification de l'Alimentation et du Revenu des petits producteurs et productrices et leurs familles dans la région de Mopti (PDAR)
2	Période	2016-2021
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	WHH
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • Groupe de Recherches et d'Applications Techniques (GRAT) • Molibèmo (plateau de Dogon)
6	Budget	1.619,5 Millions FCFA

7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • BMZ
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Développement du maraichage par la réhabilitation et d'extension de PM existants et l'aménagement de nouveaux PM des groupements féminins ou mixtes (ayant au moins 80% de productrices) ; • Développement de l'AGR (aviculture, moringa, baobab potager, patate douce à chair orange) ; • L'éducation à la nutrition (changement de comportement) ; • Renforcement des capacités des organisations paysannes et des partenaires d'exécution (p.ex. dans les cours d'alphabétisation fonctionnelle pour de mieux gérer les achats des semences et intrants ainsi que le processus de production et de commercialisation).
10	Contribution à l'Axe Stratégique	3, 4, 6, 8, 14, 16
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • Petites productrices (90%) et petits producteurs agricoles (10%) ; • Leurs groupements/associations/coopératives ; • Leurs familles ; • 9.000 personnes directes.
12	OFFRE : <i>Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter leur impact</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Techniques cultures maraichères avec engrais organique industriel ; • Techniques et modules de formation sur l'aviculture avec des coqs de race locale améliorée ; • Protocole pour changer le comportement au niveau de la nutrition (causeries éducatives, débats, radio).
13	DEMANDE :	<ul style="list-style-type: none"> • Semences améliorées
14	Pays	Mali
15	Région d'exécution	Mopti
16	Cercles d'exécution	Bandiagara, Bankass et Koro
17	Commune(s) d'exécution	
18	Village(s) d'exécution	
19	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> • Des visites d'échange entre les groupements ; • Groupements sont formés sur l'épargne et l'accès au crédit. Le projet les met en contact avec des institutions de micro-crédit • Fourniture des plants de moringa, de baobab potager, des boutures de patate douce à chair orange et de coqs de race locale améliorée.
Détails de contact		
	Nom du point focal	
	Tél	
	Email	
	Site web	

Sources d'information : Dépliant sur le projet ; Fiche a été envoyé au WHH pour le compléter, mais ne pas eu de réponse avant la publication.

2.1.28 PDGET

1	Nom (Sigle)	Projet de Diffusion à Grande Echelle des Technologies de production du mil/sorgho (PDGET)
2	Période	2014-2019
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	CRS
5	Partenaires Techniques clés	ICRISAT, DRA, Services Techniques Agricole, SOGE, TOGOUNA,

		Préfecture, Mairie
6	Budget	
7	Partenaires Financières	
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	<ul style="list-style-type: none"> • La microdose est un moyen d'économie du temps de travail dans les champs ; • L'apron Star est un moyen de repousser les oiseaux contre les semis ; • La plateforme est un moyen d'accès aux technologies.
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Installation des champs école paysan • Approvisionnement des sites en intrants • Formation des producteurs sur les technologies • Mise en place des plates formes d'innovation
10	Contribution à l'Axe Stratégique	3, 6, 16
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	Producteurs, Formateurs, semenciers, transformatrice
12	OFFRE :	<ul style="list-style-type: none"> • Semences améliorées • Diffusion des technologies
13	DEMANDE :	• Demande de renforcement de capacité pour plus de synergie
14	Pays d'exécution	Mali
15	Régions d'exécution	Mopti
16	Cercles d'exécution	Bankass
17	Communes d'exécution	Bankass, Baye, Diarrassagou, Dimbal, Kani-bonzon, Kounlogo-Habé, Soubala, Sokoura, Tori,
18	Village(s) d'exécution	Bankass, Diarrassagou, Tori, etc.
19	Autres remarques pertinentes	
Détails de contact		
	Nom du point focal	Mohamed L Maiga
	Tél	76 11 48 44
	Email	Mahamane lamiinemaiga.ma@crs.org
	Site web	

2.1.29 P-DGIR

1	Nom (Sigle)	Projet de Dialogue pour la Gestion Intégrée des Risques (P-DGIR)
2	Période	2016-2020
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	Wetlands International
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • CARE International au Mali • Croix Rouge Malienne • Croix Rouge Néerlandaise • Red Cross Climate Center (Alliance Partners for Resilience in Mali) • Direction Régionale de la Pêche • Direction Régionale de l'Agriculture • Direction Régionale de la Protection civile • Direction Régional des Eaux et Forêts • Direction Régionale de l'Hydraulique
6	Budget	
7	Partenaires Financières	• Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.
8	Bonnes leçons <u>appries</u> antérieur	
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	• Mise en place de coalition des Organisations de la Société Civile

		<p>de base ou communautaire (OSC) sur la GIR ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Existence de leaders d'OSC capable de défendre leur intérêt à travers le plaidoyer, le lobby et le dialogue ; • Amélioration de l'accès au foncier sécurisé pour les femmes ; • Concertation autour de la gestion et la réglementation de la pêche ; • Identification et renforcement de champions GIR ; • Activation du plan de contingence local de Bankass.
10	Contribution à l'Axe Stratégique	1, 5, 6, 12, 13, 15, 16
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • Usagers de la ressource eau • 358 Associations réparties entre 15 Unions d'OSC
12	OFFRE : <i>Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter leur impact</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Unions des Eleveurs, Union des Pêcheurs, Union des Agriculteurs, • Réseau MJT • Coalitions Communale et Cercle.
13	DEMANDE : <i>Besoins des autres pour augmenter l'impact de votre projet</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Evidences sur la GIR (écosystème, changement climatique et RRC), c'est-à-dire des données scientifiques
14	Pays	Mali
15	Région d'exécution	Mopti
16	Cercles d'exécution	Bankass
17	Communes d'exécution	Baye, Ouenkoro, Sokoura
18	Villages d'exécution	Tous les villages des communes de Baye, Ouenkoro et Sokoura.
19	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> • Pour avoir un réel changement, il est nécessaire de bâtir les actions sur les OSC de base selon des critères bien précis pour accéder aux plus vulnérables dans le strict respect du contexte socio-politique ; • Approche paysagère donc pas quantitatif.
Détails de contact		
	Nom du point focal	M. Ibrahima Sadio Fofana
	Tél	+223 76431114
	Email	ifofana@wetlands-africa.org ,
	Site web	www.wetlands.org

2.1.30 PEF-GS

1	Nom (Sigle)	Projet Empowerment des femmes et des filles/Gouvernance de la société civile (PEF-GS)
2	Période	2014-2019
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	CARE-Mali
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • Yag-Tu
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Automatisation des femmes • Sécurité alimentaire et nutritionnelle
10	Contribution à l'Axe Stratégique	3, 4, 8, 12, 14, 15, 16, 17
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	
14	Pays d'exécution	Mali
15	Région d'exécution	Mopti
16	Cercles d'exécution	Bankass, Koro
17	Communes d'exécution	Bankass, Baye, Dialassagou, Koulogon Habé, Koro, Madougou, Ouenkoro, Tori, Youdiou
Détails de contact		

	Nom du point focal	Abdoulaye Moussa Touré
	Tél	+223 – 66 78 68 82
	Email	abdoulayemmoussa.tourre@care.org
	Site web	

2.1.31 PGDTE

1	Nom (Sigle)	Projet de Gestion Durable des Terres et des Eaux (PGDTE)
2	Période	2015-2021
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Agence de l'Environnement et du Développement Durable (AEDD)
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • PNUD • DREF/ Cantonement des Eaux et Forêts
6	Budget	
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • D'accroître et d'élargir l'utilisation des pratiques de gestion durable des terres et de l'eau (GDTE) afin d'arrêter, de diminuer et d'inverser le phénomène de dégradation des terres, en mettant l'accent sur les zones où la composante sur les investissements agricoles sera mise en œuvre par l'adoption et la diffusion à grande échelle des technologies de GDTE, en utilisant les services de conseil des secteurs public et privé ; • Renforcement et le suivi de la durabilité des systèmes et des pratiques agricoles dans l'optique d'inverser la tendance à la dégradation des écosystèmes.
10	Contribution à l'Axe Stratégique	3, 6
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	OP
12	OFFRE : <i>Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter leur impact</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Formation sur les bonnes pratiques de GDTE (Catalogue disponible avec les normes standards) ; • Système Suivi-Evaluation.
13	DEMANDE :	<ul style="list-style-type: none"> • Appui ou accompagnement en matériels/équipements
14	Pays d'exécution	Mali
15	Région(s) d'exécution	Mopti, Sikasso
16	Cercles d'exécution	Bougouni, Bankass, Douentza, Koro, Koutiala, Sikasso
17	Communes d'exécution	D : Boré, Douentza et Koubwel ; K : Koporo Pen, Koporo Nah et Pel Maoundé et autres
18	Village(s) d'exécution	Tori + autres
19	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> • Intégré avec PAPAM
Détails de contact		
	Nom du point focal	Direction Régionale des Eaux et Forêts / PGDTE
	Tél	77 52 65 65
	Email	drefmopti@yahoo.fr
	Sites web [visités le 10/6/2019]	https://koulouba.com/nord-mali/projet-gestion-durable-des-terres-et-des-eaux-a-mopti-les-producteurs-formes-aux-bonnes-pratiques https://unijobs.org/vacancies/1531326000626

2.1.32 P-GLR

1	Nom (sigle)	Programme de Gouvernance Locale Redevable (P-GLR)
2	Période	2014-2019
3	Phase	Mise en Exécution
4	Partenaire principal de mise en œuvre	Delta Survie
5	Partenaires Techniques clés	Action Mopti, One World
6	Budget	
7	Partenaires Financières	Ambassade du Royaume des Pays-Bas
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Une sélection inclusive des jeunes leaders assure l'inclusivité et évite la stigmatisation ; • La responsabilisation des jeunes leaders, notamment des points focaux dans la planification et la mise en œuvre des activités assure en plus de la cohésion sociale, donne de pérennité et de durabilité du projet ; • Tenir des cadres de concertation (des débats et des restitutions publics) améliore la gestion des affaires publiques locales et augmente la transparence ; • La communication et la confiance entre élus et citoyens améliore avec la sensibilisation des jeunes leaders et les personnes ressources du projet ; • Le renforcement des capacités des acteurs locaux et communaux sur les thématiques de la bonne gouvernance et de la gestion préventive des conflits ; • Une supervision semestrielle des activités par le Lead a permis de corriger certaines faiblesses des programmes et de solutionner des blocages structurels (cas de la commune de Ouro Ali).
9	Résultats attendus ou atteints	<ul style="list-style-type: none"> • Un mouvement de 88 jeunes leaders, hommes et femmes actifs et conscients est en marche dans les 4 communes ; • Les services sociaux de base (Education, Santé, Eau) ont été développés à travers le compte rendu des gestionnaires des écoles, des points d'eau et des ASACO ; • Les citoyens ont accru leur influence sur les décisions locales ; • Les autorités communales et les Organisations Gestionnaires des Services Publics (OGSP) sont devenues plus transparents dans la gestion des fonds et des services publics ; • Les activités culturelles et sportives et les projets innovants portés par les jeunes ont augmenté dans les 4 communes ; (La gestion des affaires publiques locales a été améliorée et plus transparente à travers la tenue des débats et des restitutions publics dans les 4 communes). • Les initiatives de prévention et de gestion des conflits liés aux Ressources Naturelles et au foncier ont augmenté dans le Sourou.
10	Contribution à l'Axe Stratégique	5, 6, 7, 13
11	Groupes cibles effectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Jeunes hommes et femmes âgés de 18 à 35 ans ; • Les élus communaux, • Les gestionnaires des services publics, • Les leaders religieux • Les leaders communautaires • Les personnes ressources locales de Delta Survie. • Les communicateurs traditionnels, • Les animateurs des radios,

		<ul style="list-style-type: none"> • La CAFO (Coordination des Associations et Organisations Féminines), • Les services techniques, • L'administration et • Les OGSP (Organisme de Gestion des Services Publics)
12	OFFRE : <i>Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter leur impact</i>	<ul style="list-style-type: none"> • La mise en place des Comités de Gestion et de Prévention des Conflits • Constitution des jeunes leaders et des Points focaux qui prennent charge et s'impliquent activement dans les activités de développement de leurs communes • Sensibilisation des OGSP, CT (Collectivités Territoriales) pour plus de Transparences.
13	DEMANDE : <i>Besoins des autres pour augmenter l'impact de votre projet</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Appui pour la construction des maisons des jeunes ; • Appui aux Collectivités pour la mise en place d'un système informatisé pour la transparence dans la Gestion des Affaires Publiques Locales. • Plaidoyer pour la continuité du PGLR et l'accompagnement de Delta Survie la 3 prochaines années.
14	Pays	Mali
15	Région d'exécution	Mopti
16	Cercle d'exécution	Bankass
17	Communes d'exécution	Baye, Diallassagou, Ouenkoro et Sokoura
18	Villages d'exécution	Tous les villages et hameaux
19	Autres remarques pertinentes	2 communes encadrées ont eu le prix de la Transparence parmi 51 communes
Détails de contact		
	Nom du point focal	Mr. Ibrahima Sankaré
	Tél	(00223) 76 01 52 87 / 21 42 00 21
	Email	deltasurviemopti@gmail.com
	Site web	

2.1.33 PISA

1	Nom (Sigle)	Projet Intégré Stratégie Agriculture (PISA)
2	Période	2019-2022
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	CRS
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • Caritas Mali • Les secteurs agricoles, de l'élevage et les services locaux de la santé (CSCOM, CSREF)
6	Budget	
7	Partenaires Financières	
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	
10	Contribution à l'Axe Stratégique	3, 4, 7, 9
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • Les personnes pauvres et vulnérables
12	OFFRE :	
13	DEMANDE :	
14	Pays d'exécution	Mali
15	Région d'exécution	Mopti
16	Cercle d'exécution	Bankass

17	Commune(s) d'exécution	
18	Village(s) d'exécution	
19	Autres remarques pertinentes	
Détails de contact		
	Nom du point focal	
	Tél	
	Email	
	Site web [visité le 10/6/2019]	http://maliemploi.org/crs-mali-recrute-le-personnel-ci-apres-pour-son-programme/#

2.1.34 PQAA

1	Nom (Sigle)	Programme quinquennal d'appui à l'aquaculture (PQAA)
2	Période	2016-2021
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	Direction Nationale de la Pêche
5	Partenaires Techniques clés	
9	Résultats attendus ou atteints	
10	Contribution à l'Axe Stratégique	5
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • Pêcheurs
14	Pays d'exécution	Mali
15	Région d'exécution	Mopti
16	Cercles d'exécution	Bankass, Douentza, Koro
Détails de contact		
	Nom du point focal	Ibrahima M. Diallo
	Tél	+223 – 76 03 85 71
	Email	dialloibrahim97@yahoo.fr

2.1.35 PREFPP

1	Nom du projet / programme	Programme Régional d'Education/Formation des Populations Pastorales en zone transfrontalières (PREFPP)
2	Période ou Durée	2014-2026
3	Phase	Mise en Exécution
4	Partenaire principal de mise en œuvre	Delta Survie
5	Partenaires Techniques clés	APESS, Ministère de l'Education du Mali
6	Budget	
7	Partenaires Financières	Coopération Suisse International
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Changement des préjugés selon lesquels les populations nomades sont « hostiles à l'école occidentale » a aidé de comprendre que c'est plutôt l'école qui est mal adaptée à leur mode de vie ; • Selon les expériences les jeunes sont aidés avec l'alphabétisation (en réalité l'éducation non formelle en général qui regroupe l'éducation de base (le REFLECT) et la formation professionnelle, le Développement des compétences techniques et professionnelles (DCTP)) et des idées d'actions (activités génératrices de revenus ou de petits projets de développement local). • Changement de perception sur l'éducation occidentale des

		communautés nomades. Changement de statut de la femme et de la fille qui ne sera plus uniquement destinée à la vente itinérante de lait.
9	Résultats attendus ou atteints	<ul style="list-style-type: none"> • Contribution à l'éducation de base et à la formation professionnelle de ces communautés ; • 25 cercles REFLECT et 18 espaces DCTP ont été ouverts dont 13 Cercles REFLECT et 9 espaces DCTP dans le Sourou chacune avec un comité de gestion ; • 38 villages ont été accompagnés dans des activités génératrices de revenus (AGR), dont 26 dans le Sourou ; • Une convention de partenariat a été signée entre Delta Survie et le Ministère de l'Education Nationale du Mali pour une meilleure intégration de l'éducation des nomades dans la politique éducative ; • Un comité transfrontalier a été créé dans la ZT Burkina Faso-Mali dans lequel dont 6 Communes Rurales du Sourou sont concernées. • 2204 pasteurs dont 1110 femmes accèdent à l'éducation de base (dont 649 (= 384 Hommes et 265 femmes) dans le Sourou) ; • 1458 pasteurs dont 728 femmes ont achevé leur éducation de base et 1086 dont 500 femmes ont été déclarés alphabétisés (dont 426 sortants (= 256 Hommes et 170 femmes) dans le Sourou) ; • 492 pasteurs dont 251 femmes accèdent au développement des compétences techniques et professionnelles sur la vulgarisation pour la santé et la production animale (dont 158 (= 82 Hommes et 76 Femmes) dans le Sourou) ; • 432 pasteurs dont 191 femmes ont bénéficié des formations accélérées qualifiantes (dont 179 (= 98 hommes et 81 femmes) dans le Sourou).
10	Contribution à l'Axe Stratégique	8
11	Groupes cibles effectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Les populations pastorales
12	OFFRE : Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter leur impact	<ul style="list-style-type: none"> • Compétences en DCTP (Développement des Compétences Techniques et Professionnelles) des éleveurs ; • Compétences en TICE (Technologies de l'Information et de la Communication en Education) ; • Enseignement à distance des pasteurs et des populations nomades ; • Gestion des conflits ; • Création et animation de Comités Transfrontaliers.
13	DEMANDE : Besoins des autres pour augmenter l'impact de votre projet	<ul style="list-style-type: none"> • Aménagement et Infrastructures pastoraux pour soutenir et accompagner les actions d'Education des populations pastorales ; • Développement des AGR pour les femmes des pasteurs ; • Renforcement des capacités en gestion et techniques agricoles et pastorales.
14	Cercle(s) d'exécution	Bankass et Koro
15	Commune(s) d'exécution	Ouenkoro, Baye, Sokoura, Diallassagou (Bankass) et Dioungani, Koro, Dougoutènè 1
16	Village(s) d'exécution	
17	Autres remarques pertinentes (par exemple sur la méthodologie, chaîne de valeur)	REFLECT = Methode d'Apprentissage des Adultes
Détails de contact		
	Nom du point focal	

Tél	(00223) 76 01 52 87 / 21 42 00 21
Email	deltasurviemopti@gmail.com
Site Web	

2.1.36 PRRE

1	Nom (Sigle)	Projet de Reconstruction et de Relance Economique (PRRE)
2	Période	2016-2020
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	CARE-Mali
5	Institutions de collaboration effective (partenaires clés)	<ul style="list-style-type: none"> • SOS-Sahel • NEF
6	Budget	
7	Partenaires financières	<ul style="list-style-type: none"> • BM
8	Bonnes leçons apprises	
9	Résultats attendus ou atteints	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des conditions d'accès populations aux services sociaux de bases • 16 OCB financés • 1 construction d'école • 6 forages équipés
10	Contribution à l'Axe Stratégique*	1, 4, 9, 10
11	Groupes cibles effectifs & nombre des bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Femmes • Jeunes
12	OFFRE :	<ul style="list-style-type: none"> • Accès des OCB aux financements
13	DEMANDE : <i>Besoins des autres pour augmenter l'impact de votre projet</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Alphabétisation fonctionnelle • Visites d'échange
14	Cercle(s) d'exécution	Douentza
15	Commune(s) d'exécution	Mondoro
16	Village(s) d'exécution	Tooicana, Djoulouna, Mondoro, Boulikhechi, Tiguila, Wandaraéré, Ortongo
17	Autres remarques pertinentes	
Détails de contact		
	Nom du point focal	Dramane Sidibé
	Tél	76 05 53 84
	Email	Dramane.Siddibe@care.org
	Site web	

2.1.37 PVIB

1	Nom (Sigle)	Pris en charge des populations victimes d'insécurité dans le cercle de Bankass (PVIB)
2	Période	2019 (4 mois)
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	Première Urgence Humanitaire (PUH)
5	Partenaires Techniques clés	
6	Budget	209,9 Millions F CFA
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • Ambassade de France
8	Bonnes leçons <u>apprises</u>	
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien à la fonctionnalité de 14 centres de santé ; • Renforcement de la capacité de leurs agents

		<ul style="list-style-type: none"> • Permettra la mise en place de clinique mobile capable d'aller dans ces zones les plus reculées • De prendre en charge les personnes victimes de violence basée sur le genre, de procéder à un approvisionnement en médicaments
10	Contribution à l'Axe Stratégique	7
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • CESCO • Les enfants de moins de cinq ans ; • Les femmes enceintes et allaitantes ; • Les déplacés.
12	OFFRE	<ul style="list-style-type: none"> • Clinique mobile • Médicaments
13	DEMANDE	
14	Pays	Mali
15	Régions d'exécution	Mopti
16	Cercle d'exécution	Bankass
17	Commune d'exécution	
18	Village d'exécution	
19	Autres remarques pertinentes	
Détails de contact		
	Nom du point focal	Fremion Coralie
	Tél	
	Email	
	Site web [visité le 5/6/2019]	http://www.lepays.ml/pris-en-charge-des-populations-victimes-dinsecurite-dans-le-cercle-de-bankass-la-france-signe-un-projet-de-financement-de-2099-millions-de-fcfa-avec-premiere-urgence-humanitaire/

2.1.38 RMCCA

1	Nom (Sigle)	Réseau mondial contre les crises alimentaires (RMCCA)
2	Période	2019 - 2023
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	FAO
5	Partenaires Techniques clés	• YA-G-TU
6	Budget	
7	Partenaires Financières	• EU
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la coordination entre les principaux acteurs grâce à un meilleur consensus sur les analyses et la mise en œuvre des projets ; • Augmentation de la résilience.
10	Contribution à l'Axe Stratégique	3, 4, 5, 6, 14
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • Agriculteurs • Eleveurs • Pêcheurs
12	OFFRE :	
13	DEMANDE	
14	Pays d'exécution	Mali et autres
15	Régions d'exécution	Mopti et autres
16	Cercles d'exécution	Bankass, Douentza, Koro et autres
17	Communes d'exécution	Mondoro et autres

18	Village(s) d'exécution	
19	Autres remarques pertinentes	• Focus groupes
Détails de contact		
	Nom du point focal	Mme Guindo Yaiguéré Tembely
	Tél	+223 – 21 44 25 87
	Email	
	Site web [visité le 11/6/2019]	http://www.fao.org/emergencies/ressources/videos/video-detail/fr/c/1188116/

Source : lettre d'invitation du 30/4/2019.

2.1.39 SMAT-SCALING

1	Nom (Sigle)	Scaling-up Climate Smart agroforestry technologies in Mali (SMAT-SCALING)
2	Période	10/2014 – 9/2019
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	ICRAF
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • Agha Khan Foundation (AKF) ; • Catholic Relief Services (CRS) ; • World Vision Mali (WV) ; • ICCO-Cooperation ; • Mali Biocarburant SA (MBSA) ; • Direction Régionale de l'Agriculture (DRA) ; • Directions des Eaux et Forêts (DREF) ; • Institut d'Economie Rurale (IER).
6	Budget	
7	Partenaires Financières	• USAID
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<p>Améliorer l'accès aux technologies intelligentes climatiques à base d'arbres (y compris le fourrage) et à leur utilisation grâce à une mise à l'échelle efficace de ces technologies déjà développées et éprouvées et à un meilleur accès aux marchés, afin d'accroître la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que de renforcer la résilience des systèmes d'exploitation par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Application des technologies et des pratiques de gestion améliorées ; • Mise en œuvre des mesures de réduction des risques pour améliorer la résilience au changement climatique ; • Amélioration de la technologie et de la gestion sur plus de 47.000 hectares ; • Augmentation de la production de biocarburants par la plantation de 8 millions de nouveaux arbres de Jatropha ; • Augmentation la production de karité biologique pour le marché de cosmétiques.
10	Contribution à l'Axe Stratégique	3, 4, 6, 10, 14, 16
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • 200 000 agriculteurs • 12 000 femmes rurales (marché du Karité)
12	OFFRE : Livrables* disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter <u>leur</u> impact	<ul style="list-style-type: none"> • Biocarburants (Jatropha) ; • Fourrage nutritif ; • Semences d'arbres améliorés ; • Marché internationale ; • Approche de vulgarisation villageois de techniques adaptés ; • Techniques d'agroforesterie améliorés ;

		• Module de formation de plateforme d'innovation.
13	DEMANDE :	
14	Pays d'exécution	Mali
15	Régions d'exécution	Koulikoro, Mopti, Sikasso, Timbuktu
16	Cercles d'exécution	Bankass, Kati, Koro, Koulikoro et autres
17	Communes d'exécution	103 communes : B : Bankass, Baye, Dimbal Habé, Kani Bonzon, Koulogon Habé, Ségué ; K : Barapireli, Bondo, Dougoutene I et II, Koporokendé Na, Koporo Pen, Koro, Pel Maoudé ; Koulikoro, Ouelessebougou et Sikasso (Jatropha)
18	Villages d'exécution	810 villages
19	Autres remarques pertinentes	• Production de Karité selon le Global Shea Alliance (GSA) et American Shea Butter Institute (ASBI).
Détails de contact		
	Nom du point focal	Djalal Arinloye
	Tél	+223-20 70 92 00 / 75 19 36 23
	Email	a.arinloye@cgjar.org
	Site web [visité 10/6/2019]	https://www.worldagroforestry.org/project/scaling-climate-smart-agroforestry-technologies-improved-market-access-food-and-nutritional https://www.worldagroforestry.org/sites/default/files/u733/PKOKG9KK.pdf https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1860/USAID%20AEG%20-%20Agroforestry%20Fact%20Sheet%20-%20FTF%20-%20Nov%20'16_FINAL.pdf

2.1.40 UMCS

1	Nom (Sigle)	Un million de citernes pour le Sahel (UMCS)
2	Période	2017-2022
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	FAO
5	Partenaires Techniques clés	
6	Budget	
7	Partenaires Financières	
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • De permettre à des millions de personnes au Sahel d'accéder facilement à l'eau potable, de disposer d'un surplus pour renforcer leur production agricole familiale, • D'améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle ; • De renforcer leur résilience ; • Formation des communautés et des partenaires locaux pour l'autonomisation.
10	Contribution à l'Axe Stratégique	3, 4, 5, 6, 9, 13, 14, 16
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • Communautés rurales vulnérables dans les régions arides et semi-arides affectées par les chocs climatiques ; • En particulier les femmes
12	OFFRE : <i>Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter leur impact</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Systèmes de collecte de l'eau • Les champs-écoles paysans • Modules de formation • Clubs d'écoute « Dimitra »
13	DEMANDE :	• Microcrédit
14	Pays d'exécution	Burkina Faso, Cabo Verde, Gambie, Mali, Niger, Sénégal, Tchad
15	Région d'exécution	Mopti
16	Cercles d'exécution	Bankass, Douentza, Koro
17	Communes d'exécution	Baye, Mondoro, Koro

18	Villages d'exécution	19 villages
19	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> • Approche intégrée : Eau, agriculture intelligente face au climat, transferts monétaires, renforcement de capacités, genre, selon les principes de l'agroécologie ; • Les communautés participent à la construction des citernes par le biais d'activités « argent contre travail » et la promotion de matériaux locaux est favorisée ; • Les communautés locales sont formées à la construction, à l'utilisation et à la maintenance des citernes, devenant ainsi qualifiées pour des travaux de construction civile et d'entretien des infrastructures qui permettent la diversification des revenus et l'amélioration des conditions de logement. Elles sont également formées aux bonnes techniques de gestion de l'eau. • Des formations sur l'adaptation au changement climatique dans l'agriculture et l'agroécologie sont également organisées, en synergie avec les champs-écoles paysans et les clubs d'écoute « Dimitra » (destinés aux femmes rurales).
Détails de contact		
	Nom du point focal	
	Tél	
	Email	
	Site web [visité 11/6/2019]	http://www.fao.org/3/ca0882fr/CA0882FR.pdf

2.2 Informations détaillées sur les projets planifiés

Dans cette sous-section les projets (et investissements) planifiés sont énumérés. Il est à noter que le processus d'alignement des activités avec le PDIDS a déjà été effectué par les projets PUM-Riz et SAWM.

2.2.1 AEEPS

1	Nom (Sigle)	Aménagement et Exploitation des Etangs Piscicoles au Sourou dans le cercle de Bankass (AEEPS)
2	Période	2022-2027
3	Phase	En préparation
4	Organisation principale de mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Laboratoire Hommes Peuplement environnement de la Faculté d'Histoire et de Géographie Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako • Direction Régionale de la Pêche Mopti • Opération Pêche Mopti
5	Partenaires Techniques clés (organisations de collaboration effective)	<ul style="list-style-type: none"> • Direction Régionale de l'Hydraulique Mopti • Ministère chargé de la Pêche au Mali • Ministère chargé de l'Équipement au Mali • Ministère chargé de l'Agriculture Mali
6	Budget	
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • FAO • PAM • PNUD
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Les ressources en eau pérenne du Sourou sont enrichies en ressources halieutiques diversifiées (carpes, silures, etc.) pour une pêche contrôlée ;

		<ul style="list-style-type: none"> • L'autosuffisance alimentaire est assurée dans les cercles de Bankass, Koro et Bandiagara ; • La pression sur les ressources halieutiques dans le Delta Intérieur du Niger est amoindrie ; • Les propriétaires des étangs piscicoles (groupements ruraux féminins et masculins) améliorent leurs revenus ; • L'exode rural vers les centres urbains et la migration de la population sahélienne vers l'Europe sont maîtrisés ; • Les micro-industries alimentaires sont fonctionnelles ; • L'aviculture prospère en périphérie des centres urbains de Bankass, Koro et Bandiagara
10	Contribution à l'Axe Stratégique	3, 4, 5, 6, 11, 14, 16
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • Villages riverains du Sourou ; • Groupements des ruraux masculins et féminins ; • Jeunes hommes et femmes.
12	OFFRE	<ul style="list-style-type: none"> • Micro-industries alimentaires ; • Fermes d'aviculture ; • Emploi (hors ferme).
13	DEMANDE	<ul style="list-style-type: none"> • Aliment pour l'aviculture de base des produits agricoles locaux ; • Techniques de la pisciculture prouvées ; • Techniques de conservation de poisson ;
14	Pays d'exécution	Mali
15	Régions d'exécution	Mopti
16	Cercle d'exécution	Bankass, Koro
17	Commune(s) d'exécution	Baye, Ouenkoro, Koro
18	Village(s) d'exécution	Baye, Gouéré, Kandé, Oula, Kawéré, Souhé, Koro
19	Autres remarques pertinentes	• ODD 2
Détails de contact		
	Nom du point focal	Dr Moussa dit Martin TESSOUGUE
	Tél	00223 79 08 17 20
	Email	mmtessougue@gmail.com
	Site web	

2.2.2 DDSEM

1	Nom (Sigle)	Développement et diversification des sources d'énergie modernes dans la Région de Mopti (DDSEM)
2	Période	2020-2023
3	Phase	Formulé & Recherche des partenaires privé
4	Organisation principale de mise en œuvre	Ministère de l'Énergie
5	Partenaires Techniques clés	
6	Budget	71 000
7	Partenaires Financières	
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	
9	Résultats attendus ou atteints	• Dotation des sources d'énergie pérennes pour faciliter l'implantation des PME/PMI.
10	Contribution à l'Axe Stratégique*	10
11	Groupes cibles effectifs & nombre des bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • PME • PMI
12	OFFRE :	• Electricité pour les SME
13	DEMANDE : <i>Besoins des autres pour augmenter l'impact de <u>votre</u> projet</i>	• Le type de gestion envisagé : entreprise privée (SARL, SA) ou en partenariat public privé.

14	Cercle d'exécution	Bankass
15	Communes d'exécution	Zones de Douana Pen et Baye
16	Village(s) d'exécution	
17	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> • La région de Mopti dispose de potentialités en produits locaux, qui, cependant, sont faiblement valorisées faute de couverture suffisante énergie électrique au bon fonctionnement des PME/PMI. Les zones de ne sont pas électrifiées et le reste est déjà électrifié même si la puissance n'est pas suffisante • Etat d'avancement : les études techniques, économiques et le plan de gestion environnementale et sociale sont disponibles.
Détails de contact		
	Nom du point focal	
	Tél	
	Email	
	Site web (consulté le 27/4/2019)	https://www.investmali.com/fr/projets/developpement-et-diversification-des-sources-denergie-modernes-dans-la-region-de-mopti

2.2.3 PUM-Riz

1	Nom (Sigle)	Projet Unité Multifonctionnelle de Décorticage/Transformation, Conditionnement et Commerce de Riz local de très haute qualité (PUM-Riz)
2	Période	2020 – 2024
3	Phase	En préparation : Plan d'affaires et Concept-Note en cours de finalisation
4	Organisation principale de mise en œuvre	Société Mandingo Business et Développement en Afrique (M-BDA S.A.R.L.)
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère de l'Agriculture • Mairie de la Commune de Baye et autres Collectivités de la zone du Sourou
6	Budget	En cours d'évaluation (Annuel et pluriannuel)
7	PFT	<ul style="list-style-type: none"> • Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA) • Banque Malienne de Solidarité (BMS) • Autres Bailleurs à rechercher
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	•
9	Résultats attendus ou atteints	<ul style="list-style-type: none"> • La visibilité et le chiffre d'affaire de la Société Mandingo Business et Développement en Afrique sont accrues ; • La Disponibilité/l'Offre en riz local de très haute qualité est accrue ; • La production de produits émergents (Fonio, Sésame, Anacarde, etc.) est accrue et leurs chaînes de valeur (transformation, conservation, commerce) sont promues
10	Contribution à l'Axe Stratégique*	3, 10, 14
11	Groupes cibles effectifs & nombre des bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Coopératives de producteurs/productrices de riz • Groupements de femmes • Coopératives de maraichers et arboriculteurs
12	OFFRE : Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter <u>leur</u> impact	<ul style="list-style-type: none"> • Emplois ; • Marché de produits brutes.
13	DEMANDE : Besoins des autres pour augmenter l'impact de <u>votre</u> projet	<ul style="list-style-type: none"> • Développement de Partenariat Public Privé (PPP) • Développement de Partenariat avec les Collectivités locales et avec les Organisations Paysannes (OP) de la zone du Sourou ; • Routes ou pistes accessibles ;

		<ul style="list-style-type: none"> • Electricité pour l'unité.
14	Cercle d'exécution	Bankass
15	Commune d'exécution	Baye
16	Village d'exécution	
17	Autres remarques pertinentes (Par exemple sur la méthodologie, chaîne de valeur)	<ul style="list-style-type: none"> • Production de riz grain Gambiaka de très haute qualité ; • Production de briquettes (charbon) énergétiques à base de balles de riz et de tiges de plantes aquatiques envahissantes ; • Production d'aliments bétail à base de son de riz.
Détails de contact		
	Nom du point focal	PDG Société Mandingo, Dr Keffing Sissoko
	Tél	76 30 84 26 - 65 62 10 55
	Email	keffings@yahoo.fr
	Site web	

2.2.4 SAWM

1	Nom (Sigle)	Projet de gestion durable de l'eau pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'agriculture et les systèmes alimentaires (SAWM)
2	Période	2019 – 2022 (phase 1) avec possibilité d'une seconde phase
3	Phase	En préparation ;
4	Organisation principale de mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Wetlands International (lead) • Caritas Switzerland • International Water and Management Institute • Hydrosolutions
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • Autorité du Bassin de la Volta • Municipalités locales Communes • Institutions financières locales (micro-crédit) • CTC et CTGS-GIRE (focus sur DNH/DRH et Agence de l'Eau Mouhoun, Autorité de Mise en Valeur du Sourou au Burkina Faso) • Inter-collectivité • ONGs : CARE, Word Vision, Caritas Mali
6	Budget	
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • Coopération Suisse pour le Développement, principal bailleur • 30-50% de co-financement (financement à rechercher)
8	Bonnes leçons apprises	
9	Résultats attendus ou atteints	<ul style="list-style-type: none"> • Les connaissances et les savoir-faire locaux et scientifiques de la gestion durable de l'eau sont capitalisés par le consortium de mise en œuvre du projet au profit des bénéficiaires ; • Les capacités techniques, entrepreneuriales et de gestion des acteurs sont renforcées pour un changement systémique dans la gestion durable de l'eau agricole ; • Les cadres réglementaires et les structures de gouvernance aux niveaux international, national et local sont renforcés pour la gestion durable de l'eau agricole ; • Une augmentation de production agricole dans le bassin de Sourou avec une approche durable sur l'usage d'eau + efficacité élevée ; • Les agriculteurs ont un accès amélioré au marché à travers le marché pour les pauvres (M4P) ; • Une amélioration de gestion de l'Eau transfrontalier entre le Burkina Faso et le Mali ; • Des techniques innovantes (techniques, financières, sociale...)

		pour une production agricole plus efficace et efficiente.
10	Contribution à l'Axe Stratégique*	3, 4, 5, 6, 8, 9, 12, 13, 14
11	Groupes cibles effectifs & nombre des bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Usagers de l'eau (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs) ; • Groupes vulnérables (femmes, jeunes, handicapés, migrants) ; • Institutions financières locale ; • Les agro-dealers ; • Transporteurs ; • Gestion l'Eau Transfrontalier : membres de CTC-GIRE et CTGS.
12	OFFRE : <i>Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter leur impact</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Les connaissances scientifiques et savoir locaux capitalisées sur la gestion durable de l'eau • L'approche paysagère pour la gestion durable de l'eau dans les zones humides ; • Les méthodes de gestion transfrontalière des ressources en eau ; • L'approche M4P pour l'accès des pauvres au marché ; • La formation et sensibilisation sur les pratiques innovantes de gestion durable des ressources en eau ; • La formation sur les aspects de 'management' orienté sur l'accès au et 'la gestion financière ; • Le renforcement des capacités sur la gestion durable de l'eau pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et les écosystèmes ; • Les aspects d'accès au marché pour les pauvres ; • Analyse de marché pour les produits agricoles et les produits forestiers non ligneux. • Promotion de l'organisation paysanne (associations, coopératives) ; • Organisation et facilitation des plateformes des acteurs autour d'une chaîne de valeur ; • Facilitation d'accès aux crédits agricoles.
13	DEMANDE : <i>Besoins des autres pour augmenter l'impact de votre projet</i>	<ul style="list-style-type: none"> • L'appui de la part des collectivités locales pour le choix de la zone (sites) d'intervention et de la mise en œuvre du projet ; • L'adhésion des communautés locales, des services techniques et de l'ABV au projet • Un encouragement du PDIDS vers les acteurs clés qui pourraient s'engager pour la mise en œuvre du projet ; • Une harmonisation en matière des approches concernant des intrants agricoles et le type d'agriculture à promouvoir ; • Volonté des populations à s'organiser dans les groupes d'intérêt économiques.
14	Pays	Ethiopie, Mali
15	Région d'exécution	Mopti
16	Cercle(s) d'exécution	à décider plus tard avec les acteurs impliqués
17	Commune(s) d'exécution	à décider plus tard avec les acteurs impliqués
18	Village(s) d'exécution	à décider plus tard avec les acteurs impliqués
19	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> • Le projet intervient dans 3 zones : le bassin du Sourou, le bassin du Lac Wegnia et Rift Valley en Ethiopie.
Détails de contact		
	Nom du point focal	Beteo ZONGO (pour la zone d'intervention du Sourou)
	Tél	+223-61868183
	Email	bzongo@wetlands-africa.org ,
	Site web	www.wetlands.org

2.3 Informations détaillées sur les projets clôturés

2.3.1 DFC

1	Nom (Sigle)	Décentralisation des Fonds climat au Mali et au Sénégal (DFC) partie du programme BRACED
2	Période	2015-2019
3	Phase	Clôturé
4	Organisation principale de mise en œuvre	Near East Foundation (NEF)
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • IED Afrique ; • International Institute for Environment and Development (IIED).
6	Budget	
7	Partenaires Financières	DFID
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	<ul style="list-style-type: none"> • La cartographie participative est un outil pertinent d'aide à la prise de décision et elle permet d'identifier, de prioriser et de localiser les investissements ; • Grace à l'outil cartographie, les projets et programmes ont la possibilité de développer des synergies à partir de différentes interventions ; • Respecter les principes intangibles du mécanisme tout en l'adaptant au contexte ; • Promouvoir les mécanismes de redevabilité pour une participation plus effective des groupes vulnérables ; • Une meilleure connaissance des territoires et des acteurs locaux com-binée à la valorisation des savoirs locaux constitue un gage de succès dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale d'adaptation ; • Le renforcement des capacités des acteurs locaux est une nécessité et leur permettrait d'élaborer des projets bancables pouvant bénéficier des opportunités de financement offertes par le changement climatique ; • Les politiques publiques qui déstructurent ou ignorent les stratégies locales d'adaptation tendent à produire des effets négatifs encore plus importants que le changement climatique sur les moyens de subsistance des populations ; • L'adaptation au Sahel étant d'abord locale, il est essentiel de trouver des mécanismes efficaces pour acheminer des fonds climat directement vers les communautés ; • Toute initiative de décentralisation des fonds climat doit prendre en compte la nécessité de mettre en synergie les différentes échelles de décisions et les territoires locaux ; • Le renforcement des capacités des acteurs locaux en particulier du personnel des collectivités territoriales constitue un préalable pour la gouvernance efficace des fonds climat ; • Il est nécessaire de trouver des acteurs engagés dans le positionnement pour le changement climatique et la décentralisation et mettre les collectivités au centre de l'initiative et de la réalisation de projets d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique ; • Les institutions communautaires sont capables de combler le "fossé en matière de planification" entre les communautés et le gouvernement en apportant les connaissances et les perceptions locales ; • Des critères de performance choisis spécifiquement selon les

réalités et approches locales garantissent non seulement une assurance qualité, mais aussi une meilleure performance et mise en cohérence des subventions avec les priorités communautaires en matière d'adaptation face aux changements climatiques.

Recommandations :

- Inscrire le financement de l'adaptation dans les budgets ordinaires des collectivités territoriales et non dans une approche sectorielle ;
- Assurer la massification de la planification dans des contextes nationaux où la moitié des communes n'ont pas encore leur Plan de développement alors qu'on tend vers la fin des mandats ;
- Mettre l'accent sur l'apprentissage et sur le renforcement des capacités, plus que sur les investissements. La maîtrise des processus, de la démarche et des leçons apprises est une dimension majeure ;
- Mettre les collectivités territoriales au cœur des stratégies nationales d'adaptation au changement climatique grâce à l'instauration d'un mécanisme durable de renforcement de capacités et de financement de l'adaptation par les collectivités territoriales ;
- Développer la coopération, la solidarité entre les territoires et le développement de financement structurants par la mise en œuvre de projets qui transcendent les limites administratives et les frontières nationales ;
- Développer une stratégie claire pour la mise à l'échelle du DFC ;
- Valoriser les connaissances et savoir-faire locaux et renforcer les capacités des acteurs à travers des programmes adaptés de formation qui prennent en compte les spécificités régionales ;
- Fournir des technologies vertes de substitution qui peuvent faciliter la transition vers une économie résiliente au climat et peu émettrice de carbone ;
- Intégrer le changement climatique dans la planification et la budgétisation du développement économique, social et culturel des collectivités territoriales ;
- Assurer la mobilisation des ressources internes, autant que les ressources externes ;
- Construire un schéma opérationnel et viable de financement climat à partir de la capitalisation des expériences de décentralisation des fonds climat au Sénégal, au Mali, au Kenya et en Tanzanie ; Pour l'Etat et à travers les ministères techniques habilités, faciliter le partage des leçons apprises et des opportunités de mise à l'échelle de cette expérience ;
- Les associations d'élus locaux doivent porter le plaidoyer auprès de leurs membres, de l'Etat et des partenaires techniques financiers pour appuyer la mise à l'échelle du modèle ; en commençant par adapter leur système de planification locale ;
- Une stratégie d'engagement auprès des institutions régionales (BAD, CEDEAO, UEMOA, CILSS, entre autres) devrait être mise en place et portée par les ministères habilités, pour une prise en compte des modèles probants de financement décentralisé de l'adaptation dans les mécanismes de financement climatique ;
- Appuyer les collectivités territoriales à accéder aux fonds existant en simplifiant les procédures d'accès à travers par exemple, l'élaboration d'un guide d'accès aux fonds climat réalisé au Sénégal, ou la traduction en français des formulaires

		du FVC.
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Des mécanismes décentralisés de planification et de financement sont mis en place et sont fonctionnels pour soutenir des investissements en biens publics priorités par les communautés et qui renforcent la résilience au changement climatique ; • Les communautés vulnérables bénéficient des investissements en biens publics conformes à leurs priorités et qui renforcent leur résilience face au changement climatique ; • Des données et leçons probantes sur l'efficacité des financements décentralisés pour l'amélioration de la résilience des communautés sont produites et partagées ; • Des mécanismes et processus sont mis en place pour faciliter la prise en compte des données et leçons probantes dans les décisions prises par les décideurs nationaux et internationaux ; • Mis en place un dispositif institutionnel de financement de l'adaptation au changement climatique, œuvrant en partenariat avec les collectivités territoriales ; • Extension du réseau d'adduction d'eau ; • Restauration de la Forêt Classée de Kaffrine ; • Installation des cordons pierreux (renforcé avec une plantation d'herbacées <i>Andropogon gayanus</i> et <i>Vétiver</i>), de diguettes anti-érosives et à l'équipement des producteurs ; • Aménagement des Périmètres irrigués ; • Installation des périmètre maraîchers ; • Formation des femmes ; • Construction des forages ; etc.
10	Contribution à l'Axe Stratégique	3, 4, 6, 9, 12, 13, 14, 16, 17
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • Populations • Femmes
12	OFFRE : <i>Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter leur impact</i>	• Dispositif institutionnel de financement de l'adaptation au changement climatique, œuvrant en partenariat avec les collectivités territoriales.
13	DEMANDE :	
14	Pays	Mali, Sénégal
15	Région(s) d'exécution	Mopti (3 cercles) + Kaffrine (4 Dép.)
16	Cercles/Départements d'exécution	ML : Douentza (non à Mondoro), Koro et Mopti SN : Birkilane, Kaffrine, Koungheul, Malem Hodar
17	Commune(s) d'exécution	ML : Hairé, Sio et autres ; SN : Birkilane, Dianké Souf, Gainth Pathé, Kahi, Keur Mboucki, Koungheul, Malem Hodar, Ndiobène Sama Lamo, Nganda, Saly Escalé, Touba Mbella
18	Village(s) d'exécution	ML : Gandamia, Guindourou, Komo Gourou, Konna, Koubewel Koundia ; Pomorodiodiou Begné, Saré-Mala, et autres ; SN : Bode, Diogo, Gniby, Ideu Mouride, Kahi, Malem Hodar, Mbabanene, Sikilo, et autres
19	Autres remarques pertinentes	• Un projet de recherche-action.
Détails de contact		
	Nom du point focal	Ali Bokoum
	Tél	+223 – 76 32 06 73
	Email	abocoum@neareast.org
	Sites web [visités le 5/6/2019]	http://www.braced.org/fr/about/about-the-projects/project/?id=fadb8fd0-55a3-4715-8632-c19901bbda4c https://www.neareast.org/download/materials_center/agridape_numero_special_dfc_feb-2018.pdf http://www.iedafrique.org/IMG/pdf/rapport_analytique_conference_dfc_bamako_2019.pdf

2.3.2 GPM

1	Nom (Sigle)	Gestion des périmètres maraichers (GPM) volet du Projet IPRO REAGIR
2	Période	Avril à Septembre 2018
3	Phase	Clôturé
4	Organisation principale de mise en œuvre	AFAR ^{TCT}
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • Elus • Sociétés coopératives des exploitants.
6	Budget	
7	Partenaires Financières	
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration des règles de gestion des périmètres maraichers réduit considérablement les conflits liés à la gestion des aménagements hydro agricoles (PM).
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration de deux conventions / règles de gestion des aménagements hydroagricole (PM).
10	Contribution à l'Axe Stratégique	1, 15
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • Exploitants des périmètres maraichers (PM)
12	OFFRE :	<ul style="list-style-type: none"> • Convention / règle d'exploitation de périmètres maraichers.
13	DEMANDE :	<ul style="list-style-type: none"> • Explication des textes relatifs à la gestion des AAHA.
14	Pays d'exécution	Mali
15	Région(s) d'exécution	Mopti
16	Cercle(s) / Province(s) d'exécution	Bankass
17	Commune(s) d'exécution	Baye
18	Village(s) d'exécution	Baye et Goéré
19	Autres remarques pertinentes	
Détails de contact		
	Nom du point focal	Anda Ouologuem
	Tél	76 03 19 76
	Email	andaouologuem@yahoo.fr
	Site web	

2.3.3 PADIN-II

1	Nom (Sigle)	Project d'Aménagement du Delta Intérieur du Niger (PADIN-II)
2	Période	2013-2019 (juin)
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	CARE
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • DNGR, Gouvernorat de Mopti, IER • ONG Partenaires (GRAT, AFAR, AMPRODE, Ya G Tu)
6	Budget	8.139,9 Million FCFA
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • EKN • Etat Malien
8	Bonnes leçons <u>appries</u> par ce programme / projet	<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation des digues de protection à la côte centenaire avec des engins mécanisés est indispensable au regard du changement climatique ; • Le recouvrement de la redevance en nature doit être obligatoirement fait aux champs ; • Le planage des parcelles à l'entreprise serait une des mesures

		<p>qui favoriserait l'exploitation des PPIV en trois (3) campagnes par an ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • La superficie des PM ne doit pas être standard car les villages n'ont pas la même taille (villages peuplés, moins peuplés et petits villages) ; • Les PM doivent être équipés de Kit solaire pour alléger la souffrance des femmes et garantir l'exploitation des jardins à 100%. Cependant, il faut toujours l'existence de puits maraichers dans le jardin pour assurer la disponibilité de l'eau en cas de panne du kit solaire ou des GMP ; • La pisciculture dans les étangs en terre battue est difficile à cause de l'infiltration permanente ; • Les géo membranes contribuent à la diminution des reptiles quand les étangs sont vidés de leurs eaux ; les reptiles qui y entrent ne peuvent plus sortir à cause du chauffage de la géomembrane par le soleil.
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u> par les programmes ou projets existants ou futurs	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurisation des producteurs à travers l'introduction de l'irrigation (PPIV et PM) ; • Amélioration de la production et de la productivité agricole (ex : riziculture de 2 à 7t ha⁻¹) ; • Meilleure implication des femmes et des jeunes dans les activités de production ; • Instauration d'un système de pêche durable à travers la mise en défens des zones de frayères et l'aménagement des étangs piscicoles et cages flottantes.
10	Contribution à l'Axe Stratégique	A part l'axe 1, PADIN II contribue directement aux 16 autres axes stratégiques
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • 20 000 ménages soit 120 milles petits producteurs constitués d'agriculteur, d'éleveurs de pêcheur
12	OFFRE : <i>Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter leur impact</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Stratégie d'aménagement des PPIV en haute intensité de main d'œuvre (HIMO) ; • L'aménagement des PPIV et PM avec KIT Solaire ; • La création des Groupements MJT ; • La pisciculture artisanale ; • La pisciculture dans les cages flottante et les étangs ; • L'aménagement des digues / routes ; • Le système d'agriculture durable (microdose et paillage) ; • L'aménagement des plaines à vocation multiple (agriculture, élevage et pêche).
13	DEMANDE : <i>Besoins des autres pour augmenter l'impact de votre projet</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Système de monitoring et capitalisation des impacts ; • Les questions de gouvernance
14	Pays	Mali
15	Région d'exécution	Mopti
16	Cercles d'exécution	Bankass, Djenné, Mopti, Tènenkou
17	Commune) d'exécution	24
18	Villages d'exécution	99
19	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> • Développement des chaines de valeur poisson, riz, échalote
Détails de contact		
	Nom du point focal	Daouda TRAORE
	Tél	76 03 19 77
	Email	Daouda.Traore@care.org
	Site web	www.care.org

2.3.4 PGIRES/GWI

La Global Water Initiative (GWI) était un programme de recherche-action et de plaidoyer qui a duré de 2008 à 2017. Le projet est maintenant clos. Le site <https://www.gwiwestafrica.org/fr/> n'est plus mis à jour, mais l'ensemble de sa documentation restera accessible jusqu'au 1er octobre 2020, date à laquelle il sera également fermé. Après cette date, des informations sur le projet et les principales publications de GWI resteront disponibles sur le site internet de l'IIED (<https://www.iied.org/fr/global-water-initiative-afrique-de-louest>) et dans sa section Publications. Un de projets de GWI exécutés au Mali est présentés en détail ci-dessus.

1	Nom (Sigle)	Programme de Gestion Intégrée des ressources en eau du Sourou (PGIRES) dans le cadre du Global Water Initiative
2	Période	2008-2012
3	Phase	Clôturé
4	Organisation principale de mise en œuvre	CARE International
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • CRS, • UICN, • Sahel Eco, • Caritas Mopti
6	Budget	
7	Partenaires Financières	Fondation Howard G. Buffet
8	Bonnes leçons apprises pour les programmes ou projets antérieurs	<ul style="list-style-type: none"> • La gestion intégrée des ressources en eau et ressources connexes du sous bassin du Sourou requiert une mobilisation totale de tous les acteurs concernés par cette gestion (tous usagers, collectivités, administration, service techniques, secteurs privé, partenaires au développement, etc.) ; • Lorsque les usagers de l'eau sont formés et équipés ils peuvent assurer le suivi de la quantité des eaux ; • Une approche d'animation en WASH permet d'obtenir des résultats louables d'adoption des bonnes pratiques de WASH (ATPC) ; • La fonctionnalité des infrastructures d'eau passe par le renforcement de capacités de leur structure de gestion ; • Le suivi rapproché des structures de gestion des infrastructures d'eau par les collectivités et les services techniques est gage de la durabilité de la fonctionnalité de celles-ci ainsi que de leur bonne gestion.
9	Résultats attendus ou atteints	<ul style="list-style-type: none"> • Les agro éleveurs, les pêcheurs, les femmes et les jeunes notamment dans les villages et hameaux avec faible couverture des besoins en eau assurent la conception et la mise en place des systèmes adaptés d'utilisation et la GIRE du Sourou. • Les organisations communautaires des usagers de l'eau, les collectivités locales et les services techniques déconcentrés ont créé un mouvement dynamique, cohérent et bien informé au niveau local et transfrontalier pour la promotion de la gestion équitable et intégrée des ressources en eau du Sourou. • Les PTF, les investisseurs publics et les gouvernements du Mali et du Burkina Faso soutiennent la gestion intégrée de l'eau du Sourou à travers le financement du Plan d'action GIRE et la dissémination des stratégies et des pratiques efficaces et durables à une plus grande échelle en Afrique de l'Ouest
10	Contribution à l'Axe Stratégique	1, 3, 4, 5, 6, 9, 13, 14, 15, 16

11	Groupes cibles effectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Agro éleveurs, pêcheurs, femmes, élèves, et jeunes ; autochtones ; allochtones • Organisations communautaires d'usagers de l'eau, collectivités et services techniques • Partenaires financières, les investisseurs publics privés et gouvernants/autorités du Mali et du Burkina Faso
12	OFFRE : <i>Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter leur impact</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place et renforcement de capacités de comités locaux de l'eau (CLE) dans le Sourou ; • Projet de SDAGE du Sourou ; • Réalisation/réhabilitation d'infrastructure d'eau 'Hygiène et d'Assainissement (ATPC, certifications FDAL) PMH, AES, AEP , latrines ECOSAN, VIP, SANPAT ; • Mise en place d'un dispositif collectif de maintenance et de réparation des équipements d'eau potable ; • Instauration des Journées Communales de l'Eau, 'Hygiène et d'Assainissement (espace de redevabilité communale) ; • Appui au suivi (qualitatif et quantitatif) des ressources en eaux • Engagement de plaider entre Mali et Burkina autour des eaux du Sourou
13	DEMANDE : <i>Besoins des autres pour augmenter l'impact de votre projet</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Une stratégie de communication sur la qualité des Eaux et des différents usages que les populations pourraient faire de l'eau (agriculture, maraichage, usage domestique, de construction) ; • Une stratégie de suivi des réparateurs dans leur mission d'entretien par les collectivités ; • Appui des agents de relevés pour la restitution dans chaque village d'intervention ; • Appui des communes dans la mobilisation des ressources financière pour l'eau ; • Appui des collectivités à intégrer dans les PDESC les activités relatives à la GIRE issues des différents schémas élaborés ; • Appuyer les collectivités à intégrer la GIRE, les activités du SDAGE dans leur PDESC et politiques et stratégies de développement local ; • Accompagnements des CLE dans l'exercice de leurs rôles et responsabilités ; la mobilisation des ressources financière pour l'eau et la mise en œuvre des activités du SDAGE.
14	Pays	Mali
15	Région	Mopti
16	Cercles d'exécution	Bandiagara, Bankass, Douentza, Koro
17	Communes d'exécution	Mondoro, Dougoutene I et II, Pel Maoudé, Kopro Pen, Koropokendié Na, Youndiou, Bankass, Dimbal, Soubala, Tori, Sègue, Kani-Bonzon, Diallassagou, Bankass, Baye.
18	Villages d'exécution	Mondoro, Dougoutene I et II, Pel Maoudé, Kopro Pen, Koropo-Na, Youndiou, Bankass, Dimbal, Soubala, Tori, Sègue, Kani-Bonzon, Diallassagou, Ouenkoro, Lessagou Habé, Koulogon Habé, Sokoura, Baye
19	Autres remarques pertinentes	Le processus multi-acteurs de mise en place d'un dispositif collectif de maintenance et de réparation des équipements d'eau potable dans la Région de Mopti sélectionné pour participer au 6th World Water Forum 2011 : Global Rural Access to Safe Water, Ouganda
Détails de contact		
	Nom du point focal	Pierre DEMBELE, Secrétaire Exécutif Sahel Eco
	Tél	(+223) 20 29 30 04 M : (+223) 76 23 97 80/60 56 88 15
	Email	pierre.sahleco@afribonemali.net
	Site web	www.sahleco.org

3. Contribution des projets transfrontaliers du Sourou au PDIDS

Dans ce chapitre, les projets de développement transfrontaliers qui pourraient contribuer à l'atteinte des objectifs et des résultats du PDIDS sont présentés. Leurs contributions pourraient être la mise en œuvre d'une partie des actions programmées (volume 1), le transfert de technologies et connaissances, ou une collaboration étroite avec des autres projets pour impulser l'impact. C'est la raison pour laquelle la connaissance de la contribution potentielle des anciens projets (clôturés ou suspendus), des projets existants et des projets en phase de conception (les investissements des privés inclus) est très importante.

Les projets en relation avec le PDIDS existants sont présentés dans la sous-section 3.1. La section 3.2 présente les projets en phase de conception (ou recherche de financement) et la section 3.3 les anciens projets.

Les offres, les demandes et les leçons apprises avec une valeur directe pour la mise en œuvre du PDIDS sont colorés **en jaune** (importance) et **verte** (grande importance). En vue d'augmenter la clarté pour les cas étudiés avec de longues listes de localités (régions, cercles, communes et villages) celles de la vallée du Sourou (Mali et Burkina Faso) ont été marquées en couleur **brun léger**.

3.1 Informations détaillées sur les projets existants

3.1.1 C₁₀-Sourou

1	Nom (Sigle)	C₁₀-Sourou (dans le cadre du ProGEF)
2	Période	2018-2023
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	GIZ-Burkina Faso
5	Institutions de collaboration effective (partenaires clés)	<ul style="list-style-type: none"> • Les Affaires étranger Mali-Burkina Faso • Direction Nationale de Frontières (Burkina Faso- Mali).
6	Budget	
7	Partenaires financières	<ul style="list-style-type: none"> • Direction Nationale de Frontières
8	Bonnes leçons apprises	
9	Résultats attendus ou atteints	<ul style="list-style-type: none"> • Développement socio-économique, de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage, des routes, de l'éducation dans les espaces frontalières
10	Contribution à l'Axe Stratégique*	2, 3, 4, 5, 8, 17
11	Groupes cibles effectifs & nombre des bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Elus des communes • Des populations
12	OFFRE : <i>Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter leur impact</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Facilitation pour la décision des populations aux projets de développement • Groupement Local de Coopération Transfrontalière (GLCT)
13	DEMANDE :	
14	Pays d'exécution	Burkina Faso, Mali
15	Régions d'exécution	Mopti, Boucle du Mouhoun
16	Cercles/Provinces d'exécution	M : Bankass et Koro ; BdM : Kosso, Sourou
17	Communes d'exécution	B : Baye, Ouenkoro, Sokoura ; K : Koro, Dougoutene I et II ; K : Bourani ; S : Di, Kassoum, Toéni

18	Village(s) d'exécution	
19	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> • C₁₀ est une Convention de collaboration entre 6 communes du Mali et 4 du BF.
Détails de contact		
	Nom du point focal	Etienne Bello pour la côté malienne
	Tél	
	Email	Pdids01@gmail.com
	Site web	

3.1.2 FEVE

1	Nom (Sigle)	Renforcement de la résilience des jeunes et adolescents ensanté sexuelle et reproductive dans un contexte ambiant de crise sécuritaire et de VIH/SIDA, dans le cadre du Programme Frontières et Vulnérabilités au VIH/SIDA en Afrique de l'Ouest (FEVE)
2	Période	Avril 2019 – mars 2020
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	Delta Survie
5	Partenaires Techniques clés	
6	Budget	30,6 Million FCFA
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • ENDA
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	
9	Résultats attendus ou atteints	<ul style="list-style-type: none"> • Un réseau virtuel d'alerte • De services de santé sexuelle
10	Contribution à l'Axe Stratégique	1, 7, 11
11	Groupes cibles effectifs & nombre des bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Adolescentes [de 10 à 15 ans] et jeunes [de 16 à 24 ans] (déplacés et non déplacés) les plus vulnérables (les mendiants, les aides ménagères et travailleurs saisonniers, les vendeuses ambulantes et les orphelins) ; • Agents sanitaires ; • Centres de santé ; • Les élus (maires).
12	OFFRE : <i>Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter <u>leur</u> impact</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la santé dans les espaces transfrontaliers pour une meilleure prise en charge des populations clefs ciblées face au VIH ; • Un réseau virtuel d'alerte ; • Paquet de services pour la prise en charge de la Santé Sexuelle et Reproductive (SSR) et des Drogues ; • Renforcer la coopération transfrontalière et promouvoir un environnement favorable pour les interventions auprès des populations clefs.
13	DEMANDE : <i>Besoins des autres pour augmenter l'impact de <u>votre</u> projet</i>	<ul style="list-style-type: none"> • La construction de centres culturels transfrontaliers pour les jeunes et adolescents ; • Le financement d'une radio pour l'animation en santé sexuelle des jeunes et adolescents à Baye ; • Appuyer les autres radios pour l'animation des thèmes transversaux du projet.
14	Cercle / Province d'exécution	ML : Cercle de Bankass ; BF : Province de la Kossi
15	Communes d'exécution	ML : Ouenkoro, Baye et Dialassagou ; BF :
16	Villages d'exécution	ML : Ouenkoro, Baye et Dialassagou BF : Djibasso, Barani et Kombori

17	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> • Valeurs culturelles : Les castes « Worosso »² ou « Wolosso » : Les grands logeurs reconnus et respectés de tous ; Les comités de jeunes dénommé « VME » (Vivons Mieux et Ensemble) regroupent allochtones et autochtones.
Détails de contact		
	Nom du point focal	
	Tél	(00223) 76 01 52 87 / 21 42 00 21
	Email	deltasurviemopti@gmail.com
	Site web	

3.1.3 P-DREV

Les détails de ce projet Partenariat pour le Développement des Ressources en Eau du bassin de la Volta (P-DREV) ne sont pas encore officiellement disponibles. A la suite de la réunion de l'ABV tenu au Benin, Bello (pers. comm.) a indiqué que les domaines du projet concernent les axes stratégiques 3 à 5, 13, 14 et 16 du PDIDS. Dans une prochaine version les détails seront inclus.

3.1.4 PMTN

1	Nom (Sigle)	Paludisme et Maladies Tropicales Négligées au Sahel (PMTN)
2	Période	11/6/2015-31/12/2020
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	L'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS) de la CEDEAO
5	Partenaires Techniques clés	
6	Budget	121 M US\$
7	Partenaires Financières	• BM
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • D'accroître l'accès aux services communautaires harmonisés pour la prévention et le traitement du paludisme et de certaines maladies tropicales négligées ; • L'amélioration de la collaboration régionale pour des résultats plus solides visant à harmoniser les politiques et les procédures et à participer à la planification, à la mise en œuvre, à l'échange de connaissances et à l'évaluation communes de la prestation de services de lutte contre le paludisme et les MTN ; • L'appui à la mise en œuvre coordonnée de stratégies et d'interventions techniques dans les zones transfrontalières • Renforcement de la capacité institutionnelle de coordination et de suivi de la mise en œuvre.
10	Contribution à l'Axe Stratégique	7, 16
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	
12	OFFRE :	
13	DEMANDE :	
14	Pays	Burkina Faso, Mali, Niger
15	Régions d'exécution	Mopti, Ségou, Boucle de Mouhoun et autres

² Catégorie sociale traditionnelle se trouvant de part et d'autre de la frontière des deux pays à qui toute la société reconnaît la prérogative de dénoncer toutes les pratiques séculaires, y compris les tabous et interdits, devenues caduques ou néfastes.

16	Cercles / Provinces d'exécution	Bankass, Koro, Kossi, Nayala, Sourou et autres
17	Commune(s) d'exécution	BF : Nouna, Toma et Tougan
18	Village(s) d'exécution	
19	Autres remarques pertinentes	
Détails de contact		
	Nom du point focal	
	Tél	
	Email	
	Sites web [visités 8/6/2019]	http://maps.worldbank.org/p2e/mcmap/map.html?org=ibrd&level=region&code=AFR&title=Africa http://projects.banquemonde.org/P149526/?lang=fr&tab=overview

3.1.5 PRAPS

1	Nom (Sigle)	Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS)
2	Période	2015 – 2021
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • CILSS • CEDEAO • UEMOA
6	Budget	
7	Partenaires Financières	
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<p>Amélioration de l'accès à des moyens et services de production essentiels et aux marchés pour les pasteurs et agropasteurs dans des zones transfrontalières et le long des axes de transhumance des six pays Sahéliens et améliorer la capacité des Gouvernements de ces pays à répondre à temps et de manière efficace en cas de crise pastorale ou d'urgence par l'amélioration de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La Santé animale (p.ex. Modernisation des infrastructures et renforcement des capacités des services vétérinaires et appui à la surveillance et au contrôle harmonisé des maladies animales prioritaires et des médicaments vétérinaires) ; • La GRN (p.ex. Sécurisation de l'accès aux ressources naturelles et gestion durable des pâturages et l'aménagement et gestion durable des infrastructures d'accès à l'eau) ; • L'accès aux marchés (p.ex. Développement des infrastructures et des systèmes d'information de mise en marché, et renforcement des organisations pastorales et inter professionnelles et facilitation du commerce) ; • La gestion des crises pastorales (p.ex. diversification et préparation aux crises et réponses aux situations de crises) ; • Appui Institutionnel (renforcement des capacités- plaidoyer et communication).
10	Contribution à l'Axe Stratégique	4, 6, 9, 16
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • Organisations pastorales ; • Inters professionnels.
12	OFFRE : Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter leur impact	<ul style="list-style-type: none"> • Services vétérinaires transfrontaliers • Parc de vaccination • Poste vétérinaire frontaliers • Balisage de couloir de transhumance • Régénération d'aires de pâturage

		<ul style="list-style-type: none"> • Forage • Mares • Boulis • Marchés à Bétail • Aires d'abattage • Magasin de stockage d'aliment Bétail
13	DEMANDE :	
14	Pays d'exécution	Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad, Sénégal
15	Régions d'exécution	ML : Mopti et autres ; BF : Cascades, Boucle du Mouhoun, Est, Haut-Bassins, Nord, Sahel
16	Cercles / Provinces d'exécution	ML : Bankass, Koro et autres ; BF : ?
17	Commune(s) d'exécution	
18	Village(s) d'exécution	
19	Autres remarques pertinentes	
Détails de contact		
	Nom du point focal	
	Tél	
	Email	
	Site web [visités le 13/6/2019]	http://praps.cilss.int www.prapsmali.ml

3.1.6 ProGEF

1	Nom (Sigle)	Le programme gestion intégrée des espaces frontaliers au Burkina Faso (ProGEF)
2	Période	1/5/2017 - 31/12/2020
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	GIZ
5	Partenaires Techniques clés	• Communes frontières
6	Budget	
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Afrique (EUTF) • Ministère fédéral des Affaires Etrangères (BMZ) • Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u> [par de programme / projet à la fin]	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement du cadre institutionnel et juridique ; • Mise en réseau des acteurs chargés du contrôle et de la sécurité de la frontière ; • Extension des prestations de base et amélioration de la gestion de crise dans les espaces proches de la frontière ; • Amélioration du pilotage, de la coordination et du suivi du programme national de gestion des frontières ; • Participation et pilotage au niveau local : Les recommandations de la commission nationale des frontières ainsi que des commissions transfrontalières sont mises en pratique ; • Proximité aux citoyens : Le taux de satisfaction de la population par rapport au contrôle et à la sécurité des frontières augmente de 20% ; • Prestations de base : L'accès de la population aux prestations de base publiques (eau, soins de santé, éducation) augmente de 5% ; • Efficacité et appropriation : Le programme national de gestion des frontières est pour la plupart mis en œuvre.

10	Contribution à l'Axe Stratégique	1, 7, 8, 9, 17
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	• Elus
12	OFFRE :	
13	DEMANDE :	
14	Pays d'exécution	Burkina Faso
15	Régions d'exécution	Boucle du Mouhoun, Est, Sahel
16	Provinces d'exécution	Sourou, Gassan, Kossi, Nayala, Fada et Dori
17	Communes d'exécution	Sono, Di, Lanfièra, Kassoum et autres
18	Villages d'exécution	
19	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> • Des procédures différenciées selon le genre permettent de prendre en compte le rôle et les besoins des femmes ; • Des armes létales et leur utilisation ne sont ni mises à disposition, ni financées ; • Des formations en matière de droits humains et l'intégration de l'approche « do no harm » assurent que toutes les activités promeuvent la protection des droits humains ; • Au niveau local, national et régional, des structures seront créées afin d'améliorer les conditions de vie de la population et de prévenir ainsi leur radicalisation. A part le meilleur approvisionnement en eau et en soins de santé, sont visées la lutte contre la corruption, la formation et la création de postes frontaliers en vue d'améliorer le contrôle et la sécurité de la frontière.
Détails de contact		
	Nom du point focal	Seydou Coulibaly
	Tél	+226 - 25330217
	Email	Seydou.coulibaly@giz.de
	Site web	https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/2017-06-11-giz-fr-factsheet-afrika-eutf-burkina-faso-progef_final_0.pdf

3.2 Informations détaillées sur les projets planifiés

3.2.1 AAF-SSR

1	Nom	Appui des ambassadrices de la fistule à la santé sexuelle et reproductive dans le Sourou (AAF-SSR)
2	Période	2019 – 2022
3	Phase	En préparation
4	Organisation principale de mise en œuvre	Coalition Lafia Sahel
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • Delta Survie au Mali ; • Kawrane (BF) ; • MPAP (BF)
6	Budget	
7	Partenaires Financières	
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Le vivier de personnes ressources est formé et capable d'identifier les cas d'attitudes et de pratiques communautaires néfastes en matière de santé sexuelle, reproductive et de VIH/SIDA ; • Les communautés changent d'attitudes et de pratiques néfastes en matière de santé sexuelle et reproductive des jeunes et

		<p>adolescents ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formation des membres de comités VME sur la santé sexuelle, reproductive et le VIH/SIDA ; • Un réseau virtuel d'alerte est mis en place formé et équipé dans chaque village pour recevoir et traiter les cas de pratiques néfastes et de comportements à risques ; • Les jeunes et adolescents dans les 22 villages ont une meilleure connaissance de la santé sexuels et reproductive et des risques y afférents et adoptent des comportements responsables • Les jeunes et adolescents ont fait le dépistage volontaire.
10	Contribution à l'Axe Stratégique	1, 7, 14
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • Les jeunes ; • Les adolescents ; • Villages cosmopolites abritant des grands marchés hebdomadaires ; • Population totale touchée : 563 562 dans 19 communes dont 10 au Mali et 9 au Burkina Faso.
12	OFFRE :	
13	DEMANDE : <i>Besoins des autres pour augmenter l'impact de <u>votre</u> projet</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Infrastructures sportives et culturelles (maisons des jeunes, équipements sportifs) ; • Des moyens de déplacement pour rallier d'autres villes ou villages ; • Des visites d'échanges avec d'autres projets/programmes similaires.
14	Pays d'exécution	Burkina Faso et Mali
15	Régions d'exécution	Boucle de Mouhoun, Mopti, Nord et Sahel
16	Cercles / Provinces d'exécution	BF : Kossi, Soum, Sourou et Yatenga ; ML : Bankass, Douentza et Koro
17	Communes d'exécution au Mali	BF : Barani, Djibasso, Kombori, Di, Toeni (Nehourou), Tougan, Kaïn, Thiou (Harenga), Petègoli ; ML : Ouekoro, Baye, Diallassagou, Kologon, Diougani (Douna) Koro, Dougoutenè 1 (Toroli), Madougou, Mondoro (Niagassadou-Boukessi), Hairé (Boni).
18	Villages d'exécution	BF : Tougan, Kaïn, Nehourou (Toeni), Djibasso, Barani, Di, Toeni, Thiou (Harenga), Petègoli (Baraboulé) et Kombori ML : Ouenkoro, Baye, Diallassagou, Koulogon, Douna, Koro, Toroly, Madougou, Boukessi, Niagassadiou, Boni et Mondoro
19	Autres remarques pertinentes	Le projet vise la santé sexuelle et reproductive des jeunes et adolescents en s'appuyant essentiellement sur la mise à contribution des acteurs locaux comme les ambassadrices de la fistule (anciennes femmes malades de fistule) et des acteurs clés de l'organisation traditionnelle de nos sociétés telles les Worossos, les grands logeurs, les déplacés et les forains.
Détails de contact		
	Nom du point focal	Mr. Ibrahima Sankaré
	Tél	(00223) 76 01 52 87 / 21 42 00 21
	Email	deltasurviemopti@gmail.com
	Site web	www.deltasurvie.org

3.2.2 AT4PAIX

1	Nom (Sigle)	L'approche de la transformation de conflits comme modalité de renforcement de capacités des Acteurs de la Société Civile pour la Prévention des Atrocités de Masse dans un espace transfrontalier (Mali et Burkina Faso) (AT4PAIX)
2	Période ou Durée	2019-2020
3	Phase	En préparation
4	Partenaire principal de mise en œuvre	Delta Survie – Kowarane
5	Partenaires Techniques clés	
6	Budget	
7	Partenaires Financières	UNICRI
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	
9	Résultats attendus ou atteints	<ul style="list-style-type: none"> Le vivier de personnes ressources est formé et capable d'identifier les cas d'attitudes et de pratiques communautaires néfastes en matière de santé sexuelle, reproductive et de VIH/SIDA
10	Contribution à l'Axe Stratégique	1, 7
11	Groupes cibles effectifs	<ul style="list-style-type: none"> Jeunes hommes et femmes âgés de 18 à 35 ans Adolescents âgés de 10 à 15 ans.
12	OFFRE :	
13	DEMANDE :	
14	Pays	Burkina Faso, Mali
15	Régions	ML : Mopti, Ségou ; BF : Boucle du Mouhoun, Sahel
16	Cercles/Provinces d'exécution	ML : Bankass, Douentza, Koro, Ségou, Tominian ; BF : Kossi, Nayala, Séno, Soum, Sourou.
17	Communes d'exécution	Toutes les communes des cercles et provinces cités
18	Village(s) d'exécution	
19	Autres remarques pertinentes	
Détails de contact		
	Nom du point focal	Mr. Ibrahima Sankaré
	Tél	(00223) 76 01 52 87 / 21 42 00 21
	Email	deltasurviemopti@gmail.com
	Site web	

3.2.3 GRN-ABV

Les détails de ce projet Gestion de Ressources Naturelles (GRN-ABV) planifié par l'ABV ne sont pas encore officiellement disponibles. A la suite de la réunion de l'ABV tenu au Benin, Bello (pers. comm.) a indiqué que les domaines du projet concernent les axes stratégiques 3 à 6, 9, 13, 16 et 17 du PDIDS. Dans une prochaine version les détails seront inclus.

3.2.4 PAGE 2

Les détails de ce projet Partenariat pour la Gouvernance Environnementale en Afrique de l'Ouest 2 (PAGE 2 ; la suite du PAGE -sous-section 5.3.1) planifié par l'ABV et partenaires ne sont pas encore officiellement disponibles. A la suite de la réunion de l'ABV tenu au Benin, Bello (pers. comm.) a indiqué que les domaines du projet concernent les axes stratégiques 13 et 17 du PDIDS. Dans une prochaine version les détails seront inclus.

3.2.5 PDI-Volta

Les détails du Projet de Développement Intégré du bassin de la Volta (PDI_Volta) planifié par l'ABV et ses partenaires ne sont pas encore officiellement disponibles. A la suite de la réunion de l'ABV tenu au Benin, Bello (pers. comm.) a indiqué que les domaines du projet concernent les axes stratégiques 3 à 6, 9, 13, 16 et 17 du PDIDS. Dans une prochaine version les détails seront inclus.

3.2.6 PREE-PACO

Les détails du Partenariat Régional sur l'Eau et l'Environnement en Afrique Centrale et Occidentale (PREE-PACO) planifié par l'ABV et ses partenaires ne sont pas encore officiellement disponibles. A la suite de la réunion de l'ABV tenu au Benin, Bello (pers. comm.) a indiqué que les domaines du projet concernent les axes stratégiques 3 à 6, 13, 16 et 17 du PDIDS. Dans une prochaine version les détails seront inclus.

3.2.7 RERS

1	Nom (Sigle)	Renforcement de l'Ecotourisme sur le site Ramsar du Sourou (RERS)
2	Période	2022-2025
3	Phase	En préparation
4	Organisation principale de mise en œuvre	Laboratoire Hommes Peuplement-Environnement (Labo HOPE), Faculté d'Histoire et de Géographie, Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB)
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation Mondiale du Tourisme • Point focal des Sites Ramsar • Ministère chargé du Tourisme au Mali • Laboratoire HOPE/FHG/USSGB
6	Budget	
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • OMT • Sites Ramsar • PNUF • UICN
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la biodiversité du Sourou ; • Préservation et valorisation du Site Ramsar du Sourou ; • Développer l'écotourisme ; • La zone du Sourou niche une forte colonie des oiseaux migrants ; • Le Sourou abrite une colonie d'hippopotames qui migre entre le Mali et le Burkina Faso ; • Diversification des revenus économiques des Communes riveraines du Sourou ; • Améliorer le revenu des communautés locales ; • Contribuer à la préservation de la biodiversité ; • Formation des nouveaux entrepreneurs et hôteliers avec une focus sur les femmes et jeunes).
10	Contribution à l'Axe Stratégique	6, 11, 14, 16
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • Opérateurs touristiques du Mali ; • Collectivités Territoriales du Sourou au Mali ; • Localités de Din et Dédougou au Burkina Faso ; • Communautés villageoises des communes rurales.

12	OFFRE	<ul style="list-style-type: none"> • Emploi (hors ferme) • Modules de formation sur <i>i) l'hospitalité et ii) écotourisme</i>
13	DEMANDE	<ul style="list-style-type: none"> • Pistes accessible tout l'année • Accès au internet pour les touristes • Logements de bonne qualité
14	Pays d'exécution	Burkina Faso, Mali
15	Régions d'exécution	BF : Boucle de Mouhoun M : Mopti
16	Cercles / Provinces d'exécution	M : Bankass, Koro BdM : Mouhoun, Kossi
17	Communes d'exécution	Bankass : Baye, Koulogon, Diarrassagou, Sokoura, Tori, Ouenkoro M : Mouhoun, Kossi : Nouna
18	Villages d'exécution	Villages des communes riveraines du Sourou au Mali et au Burkina Faso
19	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> • Développement de l'écotourisme dans le voire Bandiagara au Mali, Mouhoun et Kossi au Burkina Faso ; • Valorisation économique des sites Ramsar ; • Conservation de la biodiversité ; • Amélioration des revenus des communautés riveraines du Sourou ; • Favoriser le maintien de la paix et de la cohésion sociale au Mali et au Burkina Faso.
Détails de contact		
	Nom du point focal	Dr Moussa dit Martin TESSOUGUE
	Tél	00223 79081720
	Email	mmtessougue@gmail.com
	Site web	

3.2.8 REWarD

Les détails du projet Inversion des tendances à la dégradation des écosystèmes et de l'eau dans le bassin de la Volta (REWarD) planifié par l'ABV et ses partenaires ne sont pas encore officiellement disponibles. A la suite de la réunion de l'ABV tenu au Benin, Bello (pers. comm.) a indiqué que les domaines du projet concernent les axes stratégiques 3 à 6, 13, 16 et 17 du PDIDS. Dans une prochaine version les détails seront inclus.

3.3 Informations détaillées sur les projets clôturés

3.3.1 GRH-S

1	Nom (Sigle)	Gestion des Ressources Hydrologiques d'un cours d'eau transfrontalier : cas du Sourou (GRH-S)
2	Période	2015-2017
3	Phase	Clôturé.
4	Organisation principale de mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Laboratoire Hommes Peuplement-Environnement (Labo HOPE), Faculté d'Histoire et de Géographie, Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB)
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • DNH
6	Budget	
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • Etat

8	Bonnes leçons <u>appries</u>	<ul style="list-style-type: none"> • La majorité du bassin et les cours d'eau supérieur (collecteur d'eau) se trouvent au Mali tandis que les bras principaux se trouvent au Burkina Faso. Ainsi tout aménagement affectera à la fois le Burkina Faso et le Mali ; • Une meilleure gestion intégrée de ressources en eau avec l'implication de tous les acteurs concernés, avec un mode de gestion qui est en cohérence avec les modes de vie, de valeur et d'éthique de la population locale est nécessaire ; • La coopération entre les bassins versants transfrontaliers ne doit plus être vue sous le seul angle d'intérêt, elle doit être perçue comme une obligation ; • Dans le contexte actuel de changement climatique et de désertification, les hydrogrammes de crue de beaucoup de cours d'eau ont changé. Au lieu d'être étalé, ils se sont rétrécis avec la présence d'une crue de pointe. Cela est valable aussi pour le Sourou. Pour revenir à un hydrogramme qui se rapprochera des périodes humides, il est nécessaire de construire de petits barrages de régulation dans la partie malienne. Cela permettra aussi bien d'étendre en aval la superficie de la plaine inondable que de régulariser l'hydrogramme de crue ; • Les nouveaux paradigmes de la gestion partagée des hydro-systèmes énoncent qu'il vaut mieux partager les bénéfices de l'eau que l'eau elle-même. Ces bénéfices peuvent être socio-économiques, politiques ou environnementaux écotouristiques. Ils peuvent être positifs (situation gagnante) que d'être liés à des situations de méfiances et de conflits.
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u> [par de programme / projet à la fin]	<ul style="list-style-type: none"> • La superficie du Sourou totale est 39.115,9045 Km² ; • 60% se trouvent au Mali contre 40% au Burkina Faso ; • Le nombre de course au Mali est 59% contre 41% au BF ; • La longueur des cours d'eau : 60% au Mali contre 40% au BF ; • La répartition des ordres montre un avantage pour le Mali, 59% pour les rivières d'ordre 1 ; 58% pour les ordres 2, 7 et 3 ; 57% pour les ordres 4 et 6 ; 54% pour les ordres 5 ; • Pour les bras d'ordre 8 et 9 la faveur revient au Burkina Faso avec respectivement 67% et 100% ; • La répartition de la plaine inondable : 55% au Mali et 45% au Burkina-Faso en 1972 et 52% au Mali et 48% au Burkina Faso en 2015.
10	Contribution à l'Axe Stratégique	13
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • DNH
12	OFFRE :	<ul style="list-style-type: none"> • Détails des courses d'eau
13	DEMANDE :	
14	Pays d'exécution	Burkina Faso, Mali
15	Régions d'exécution	BF : Boucle du Mouhoun, Région Nord M : Mopti
16	Cercles/Provinces d'exécution	BdM : Banwa, Kossi, Mouhoun, Nayala, Sourou, ; M : Bankass, Douentza, Koro ; RN : Loroum, Yatenga
17	Communes d'exécution	BdM-B : Balavé, Sanaba, Solenzo, Tansila ; K : 9 ; M : Bondokuy, Dédougou, Douroula, Ouarkoye ; N : Gassan ; S : Di, Kassoum, Kiembara, Gomboro, Lanfièra, Toéni, Tougan ; Bankass : 12 ; D : Mondoro ; K : 13 ; RN- L : Banh, Sollé ; Y : Kain, Thiou
18	Village(s) d'exécution	
19	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> • Projet de recherche • Les analyses morphométriques de cette rivière à partir des

		<p>images Radar (SRTM de 30m) et les analyses des expériences de gestion des ressources en eau ont été effectuées en vue de mettre en exergue sa transnationalité ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Publication</u> : Guindo, A.M., N.J. Dembele & M.M. Tessougué, 2017. Gestion des ressources hydrologiques d'un cours d'eau transfrontalier : Cas du Sourou. Actes du Colloque de l'Université de Ségou, 14-16 Juin 2017 : 127-137.
Détails de contact		
	Nom du point focal	Moussa dit Martin Tessougué
	Tél	00223 79081720
	Email	mmtessougue@gmail.com
	Site web	

4. Contribution potentielle des projets de la zone du Sourou du côté burkinabé au PDIDS

Les projets qui pourront contribuer à l'exécution du PDIDS sont présentés dans les sous-sections en dessous en ordre alphabétique.

Les offres, les demandes et les leçons apprises avec une valeur directe pour la mise en œuvre du PDIDS sont colorés **en jaune** (importance) et **verte** (grande importance). En vue d'augmenter la clarté pour les cas étudiés avec de longues listes de localités (régions, cercles, communes et villages) celles de la vallée du Sourou (Mali et Burkina Faso) ont été marquées en couleur **brun léger**.

4.1 Informations détaillées sur les projets existants

4.1.1 BDFK

1	Nom (Sigle)	Blue Deal Faso-Koom - Renforcer les capacités du secrétariat permanent de la Gestion Intégrée des Ressources en eau et les cinq Agences d'Eau en termes d'organisation et de fonctionnement (BDFK)
2	Période	2019 – 2022
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	World Waternet
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • Dutch Water Authority (World Waternet, Waterschap DODELTA, Waterschap Hunze & Aa's, Waterschap Noorderzijlvest et Waterschap Aa en Maas) ; • Cinq Agences d'Eau du Burkina Faso ; • Secrétariat Permanent de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau.
6	Budget	153 Million FCFA par année (2019)
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • Blue Deal, un programme commun du Ministère des Affaires étrangères, du Ministère de l'Infrastructure et de l'eau et l'union des agences de l'Eau aux Pays-Bas. • Partenaires locaux
8	Bonnes leçons <u>apprises</u>	
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Atelier de développement de système d'alerte d'inondation des fleuves Mouhoun et Sourou ; • Promotion de l'amélioration des pratiques avec procédés chimiques et associé à l'eau ; • 5 Modules de formation aux Comités Locaux de l'Eau ; • Réduction de l'impact de l'activité de l'orpaillage sur les ressources en eau ; • Plans stratégiques pour la gestion des ressources en Eau pour le Liptako et le Gourma ; • SAGEs pour les Agences de l'Eau du Mouhoun, Nakanbé, et Cascade ; • Formation (i) en utilisation du système de monitoring ; (ii) sur le perfectionnement de l'utilisation des outils stratégiques et opérationnels (PDCA) ; (iii) des formateurs aux Agences pour qu'ils puissent former aux CLE ; • Exploration des stratégies de financement durable pour la gestion durable de l'eau ;

		<ul style="list-style-type: none"> • 4 Ateliers de formation aux comités locaux de l'eau ; • 1 Module de formation sur la communication institutionnelle, avec les partenaires et sur le partage des données ; • (N) formation sur la communication et les réseaux sociaux ; • (N) formation sur les conseils dans le cadre du travail ; • Formation sur les usages des modèles d'allocation de l'eau à toutes les Cinq Agences d'Eau ; • Faire la communication des activités.
10	Contribution à l'Axe Stratégique	3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 16, 17
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • Toutes les usagères et tous les usagers de l'eau de tous les cinq Agence d'Eau ; • Les habitants du Burkina Faso : 19 millions ; • L'Autorité du Bassin de la Volta.
12	OFFRE : <i>Livrables* disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter leur impact</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Plans de surveillance sur mesure pour les agences Nakanbé et Gourma ; • Utilisation du cercle de surveillance dans le domaine de l'eau ; • Procédures pour améliorer les mesures et le stockage des données ; • Données du Système de suivi de l'eau de la DEIE ; • Modèle hydrologique et hydrogéologique sur le bassin du Kou ; • Protocole de priorisation de l'allocation d'eau dans une sous-bassin ; • Protocole d'alerte de cas d'inondation.
13	DEMANDE : <i>Besoins* des autres pour augmenter l'impact de votre projet</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Expertise dans les programmation pluriannuelle (SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement de Gestion de l'Eau, SAGE : Schéma d'Aménagement de Gestion de l'Eau, PTB : Programme de Travail par Budget, PPI : Programme Pluriannuel d'Intervention, etc.) ; • Données existantes sur l'hydrologie et topographie et aussi la connaissance de suivi pour les 5 sous-bassins ; • Technologies (Modèle Hydrologique et Hydrogéologique) existantes pour le suivi d'un système d'eau ; • Aide à la mise en place d'un modèle pour l'allocation efficiente d'eau.
14	Pays d'exécution	Burkina Faso
15	Région(s) d'exécution	Espace de compétence des 5 Agences d'Eau
16	Province(s) d'exécution	Pas encore identifié
17	Commune(s) d'exécution	Pas encore identifié
18	Village(s) d'exécution	
19	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> • Phase 1 = 2019 - 2022 • Actuellement il n'existe pas de méthodologie avancée pour la stratégie de collecte, de traitement et de modélisation pour la quantité, la qualité, la sécurité et l'allocation de l'eau dans le bassin du Kou ; • Toutes les 5 Agences d'Eau n'ont pas des équipements de modélisation et stratégique de collecte de données propre à eux ; • Les CLEs ne couvrent pas l'ensemble du territoire et ne sont pas équipés et formés ; • Les sociétés minières et les mines artisanales ne partagent pas les données sur la qualité, la quantité ni la sécurité des eaux sur leur permis avec les Agences d'Eau.
Détails de contact		
	Nom du point focal	Henk Post (Pays-Bas) Etienne Nacoulma (Burkina Faso)

Tél	+31629560973
Email	henkhpost@wdodelta.nl enacoulma@gmail.com
Site web	https://www.wereldwaternet.nl/en/our-projects/

4.1.2 PAPCiDDeL

1	Nom (Sigle)	Projet d'Appui à la Participation Citoyenne, à la Décentralisation et au Développement Local (PAPCiDDeL)
2	Période	2019 (2 mai) -2021
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	PNUD
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • •
6	Budget	1.460,6 Millions FCFA
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • Grand-Duché de Luxembourg • PNUD • Gouvernement burkinabè
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • D'accompagner des collectivités territoriales ciblées à améliorer leur performance, en matière de réduction de la pauvreté à la base, en vue de l'atteinte des effets attendus du PNDES et des orientations des nouveaux référentiels de la décentralisation. Cet objectif contribue à l'atteinte de l'objectif principal poursuivi par le Cycle III de la décentralisation adopté par les autorités Burkinabè qui est de « mieux construire le développement du pays à partir de collectivités territoriales capables de produire des services publics locaux accessibles et de qualité et d'impulser le développement économique local ». Pour ce faire, quatre résultats suivants sont poursuivis. Ce sont : <ol style="list-style-type: none"> 1. Les collectivités territoriales (CT) disposent de Plans Locaux de Développement (PLD) et de Plans annuels d'investissement (PAI) orientés vers les résultats prenant en compte les préoccupations des populations, les orientations du PNDES et des nouveaux référentiels du cycle trois de la décentralisation ; 2. Les CT améliorent la célérité et le respect des normes de maîtrise d'ouvrage dans la mise en œuvre des PLD et des PAI; 3. Les collectivités territoriales améliorent la couverture de leurs besoins de financement à travers la mobilisation de ressources internes ; 4. Les populations des communes couvertes par le projet bénéficient d'une administration efficace et redevable, de services administratifs de qualité et de dispositifs d'insertion socioéconomique des plus pauvres. • Le développement des chaînes de valeur agro-sylvo-pastorales, des activités génératrices de revenus, des petits métiers, des services et de l'artisanat (pour les femmes).
10	Contribution à l'Axe Stratégique	3, 4, 6, 14, 17
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • Les populations à la base des collectivités territoriales cibles • Les ménages pauvres et vulnérables des zones d'interventions ; • Les élus locaux des communes cibles et • Les administrations des mairies.

12	OFFRE :	
13	DEMANDE :	
14	Pays	Burkina Faso
15	Région d'exécution	Boucle du Mouhoun
16	Provinces d'exécution	
17	Communes d'exécution	20
18	Village(s) d'exécution	
19	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> • Il tire sa substance du Programme National de Développement Economique et Social (PNDES) et des nouveaux référentiels de la décentralisation (la politique nationale, la vision et la stratégie décennale 2017-2026 de la décentralisation). • Il s'inscrit dans le cadre de l'UNDAF 2018-2020 auquel il contribue à l'atteinte des résultats de façon transversale à travers les 3 effets du document du programme pays. Il s'inscrit également dans le programme budgétaire décentralisation du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation. • La synergie dans la Boucle du Mouhoun concernera l'appui à l'élaboration et la mise en œuvre des PLD, la gestion durable des ressources naturelles à travers l'élaboration des chartes foncières et la valorisation des produits forestiers non ligneux.
Détails de contact		
	Nom du point focal	
	Tél	
	Email	
	Sites web [visités le 8/6/2019]	http://lefaso.net/spip.php?article89447 https://unjobs.org/vacancies/1544297290084

4.2 Informations détaillées sur les projets planifiés

4.2.1 AMVS – Extension

Le BID est prêt à investir 20 M US\$ dans le territoire de l'AMVS pour l'aménagement de 2.000 ha à Dankoumana (Province de Sono). Pour le BID l'impact à atteindre est le plus important avec un bénéfice clair pour la population. La durabilité (fertilité du sol) est un autre facteur clé. D'autres information ne sont pas encore disponibles.

4.3 Informations détaillées sur les projets clôturés

4.3.1 AHOMMS

1	Nom (Sigle)	Amélioration des habitats des oiseaux migrateurs et des moyens de subsistance au Sahel (AHOMMS)
2	Période	Novembre 2011- Juin 2015
3	Phase	Clôturé
4	Organisation principale de mise en œuvre	Naturama
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • Bird Life • Vogelbescherming
6	Budget	
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • Nationale Postcode Loterij et autres
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u> [par de programme / projet à la fin]	<ul style="list-style-type: none"> • La mise en place effective d'un groupe opérationnel (formé et équipé) de soutien à même de prendre conséquemment la relève ; • La formation et équipement de paysans en techniques de RNA et en matière de fosse fumièrè ; • La création d'un bosquet démonstratif de reforestation ; • La protection des berges contre notamment l'ensablement, contre les produits chimiques nocifs, et subséquentement favorisent la restauration des écosystèmes aquatiques, mais aussi créent les conditions favorables à la satisfaction des besoins socio-économiques des populations riveraines.
10	Contribution à l'Axe Stratégique	6, 16
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • Producteurs (110)
12	OFFRE	<ul style="list-style-type: none"> • Modules de formation
13	DEMANDE :	
14	Pays d'exécution	Burkina Faso
15	Régions d'exécution	Boucle du Mouhoun, Sahel
16	Provinces d'exécution	Kossi, Oudalan, Sourou, Yagha
17	Communes d'exécution	K ; O : Oursi ; Y : Tankougounadié
18	Villages d'exécution	O : Oursi, Darkoye ; T : Baham, Yaba
19	Autres remarques pertinentes	
Détails de contact		
	Nom du point focal	
	Tél	
	Email	
	Site web [visité le 23/6/2019)	http://www.naturama.bf/web/images/pdf/Etudesrapports/Rapport_de_suivi_VF.pdf https://lefaso.net/spip.php?article59197

5. Contribution potentielle des projets hors de la zone de Sourou (ML + BF) au PDIDS

Comme expliqué dans la section 1.3, les projets ou les initiatives mises en exécution hors de la zone du Sourou pourront être bénéfiques pour les projets dans cette zone grâce à l'établissement d'un mécanisme d'offre et de la demande (p.ex. de technologies, informations, équipement). Un projet dans la zone, comme récepteur, pourra utiliser les livrables (par une sorte de collaboration, Protocole d'accord) d'un autre projet hors de la zone du Sourou.

Les projets en relation avec le PDIDS sont présentés dans les sous-sections en dessous. Les offres, les demandes et les leçons apprises avec une valeur directe pour la mise en œuvre du PDIDS sont colorés **en jaune** (importance) et **verte** (grande importance). En vue d'augmenter la clarté pour les cas étudiés avec de longues listes de localités (régions, cercles, communes et villages) celles de la vallée du Sourou (Mali et Burkina Faso) ont été marquées en couleur **brun léger**.

5.1 Informations détaillées sur les projets existants

5.1.1 EBA/FEM

1	Nom (Sigle)	Adaptation basée sur les écosystèmes (EBA/FEM)
2	Période	2015-2021
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	
5	Partenaires Techniques clés	
6	Budget	
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) PNUD L'Etat burkinabè.
8	Bonnes leçons <u>apprises</u>	
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> Promotion et conservation des zones humides du corridor forestier de la Boucle du Mouhoun ; Infrastructures et aménagements : boulis, sites fourragers et récupération de terres dégradées. Sensibilisation sur les bonnes pratiques à adopter pour la préservation des zones humides
10	Contribution à l'Axe Stratégique	4, 6, 9
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> Pastoralistes ; Groupement jardin maraîcher
12	OFFRE :	<ul style="list-style-type: none"> Equipage de jardin maraîcher (puits grand diamètre, grands bassins et micro-bassins).
13	DEMANDE :	
14	Pays d'exécution	Burkina Faso
15	Régions d'exécution	Boucle du Mouhoun, Sahel
16	Provinces d'exécution	Kossi, Sourou, et autres
17	Commune(s) d'exécution	
18	Village(s) d'exécution	
19	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> EBA = Adaptation basée sur les écosystèmes (EbA en anglais) et les systèmes agroécologiques.
Détails de contact		

	Nom du point focal	
	Tél	
	Email	
	Site web (visité le 12/6/2019]	http://lefaso.net/spip.php?article83690

5.1.2 IDEAL

1	Nom (Sigle)	Décisions Inclusives au Niveau Local (IDEAL)
2	Période	2017- 2021
3	Phase	Mise en Exécution
4	Partenaire technique principal de mise en œuvre	VNG International
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • Association des Municipalités du Mali (AMM) • Communes de Baya, Kouoro, Méguetan, Niéna et Tagandougou
6	Budget	
7	Partenaire Financier	Ministère des Affaires Étrangères du Royaume des Pays-Bas
8	Bonnes leçons apprises par ce projet	<ul style="list-style-type: none"> • Les renforcements de capacités sur la gouvernance inclusive sensible au genre pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) est une étape obligatoire pour les élus communaux, les organisations de la société civile locales et l'AMM de comprendre les causes et les conséquences de l'exclusion sociale, le rôle des organisations de la société civile et des autorités locales dans la lutte contre l'exclusion sociale et d'intégrer cette dimension dans leurs processus de prise de décisions et dans les activités de lobbying/plaidoyé dans les instances de concertation et de dialogue sur la décentralisation et la gouvernance locale ; • Renforcement des capacités en finance publique et droits appliqués sur la gouvernance locale.
9	Résultats attendus ou atteints	<ul style="list-style-type: none"> • La formation de plus de 130 nouveaux élus locaux sur leurs rôles et responsabilités et renforcer leurs capacités à fournir des services de base améliorés ; • Le renforcement des capacités des responsables communaux sur la mobilisation et la gestion des ressources financières pour la GIRE dans les communes contribue à une gestion des ressources en eau plus durable et une prestation de service plus efficace ; • Réalisation des études d'inventaire sur les conflits dans le domaine de l'eau avec des stratégies de communication et de renforcement des capacités humaines facilite la recherche des solutions durables ; • La capacité des fonctionnaires et élus municipaux à gérer les ressources en eau et la prestation de service associée est renforcée ; • Les capacités techniques du personnel opérationnel (y compris les femmes) travaillant avec/dans les commissions municipales de l'eau sont améliorées ; • La capacité de la municipalité à gérer la ressource et fournir des services en eau plus adaptés aux besoins de ses citoyens, en particulier des femmes, est améliorée ; • Les organes de prise de décisions maliens (comités locaux de l'eau (CLE) et commissions municipales de l'eau) sont opérationnels pour créer un espace public de consultation et de délibération au niveau local sur la gestion des ressources en eau ; • Les organes de décision (commissions municipales de l'eau) gèrent les processus de prise de décision de manière participative et prennent en compte les contributions des parties prenantes ;

		<ul style="list-style-type: none"> • Les capacités de leadership des décideurs féminins au sein des municipalités sont améliorées ; • Des mécanismes de coordination entre les niveaux de gouvernement nationaux et décentralisés (régions, cercles, municipalités), dont le programme GIRE et le Ministère de l'Eau, sont mis en place et ont la capacité d'améliorer la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) aux niveaux national et local ; • L'AMM est plus à même de fournir des services axés sur les besoins à ses membres et de mettre en œuvre son plan stratégique 2017-2022 ; • L'AMM, en coordination avec d'autres AGL, a amélioré sa capacité à influencer les politiques nationales en faveur d'un management décentralisé (de l'eau) ainsi que d'un transfert de compétences et de ressources adéquat ; • L'AMM a amélioré la capacité de ses commissions techniques afin de définir une position de lobby plus efficace auprès du gouvernement national ; • L'AMM est capable d'appliquer une approche sensible au genre dans la mise en œuvre de son Plan Stratégique 2017-2022.
10	Contribution à l'Axe Stratégique*	7, 13, 14, 16, 17
11	Groupes cibles effectifs & nombre des bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Les autorités communales et techniciens des communes (travaillant dans la GIRE) • Le corps technique de l'AMM • Organisations de la société civile (organisations féminines, des jeunes des handicapés chefferies traditionnelles) des communes pilotes • Les Comités locaux de l'eau CLE des communes cibles • Les groupes d'utilisateurs (pêcheurs agriculteurs éleveurs, maraichers) de l'eau dans les communes cibles.
12	OFFRE : <i>Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter leur impact</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Modules de formation sur a) la GIRE, b) la gouvernance locale sensible au genre, c) la gestion des finances publiques au niveau communal.
13	DEMANDE : <i>Besoins des autres pour augmenter l'impact de votre projet</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Cours d'alphabétisation pour les élus ; • Renforcement des capacités des CLEs effectif (par la DNH & le programme PCA-GIRE) ; • Décentralisation effective des 30% des ressources financières de l'État aux collectivités locales ; • Mise en application de la loi, par l'État aux niveaux central et déconcentré.
14	Pays	Mali
15	Région	Koulikoro, Sikasso
16	Cercles d'exécution	Koulikoro, Sikasso
17	Commune) d'exécution	Méguetan, Baya, Tagandougou, Niéna et Kouoro
18	Villages d'exécution	Tous les villages des 5 communes
19	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> • Trajectoire de renforcement des capacités des parties prenantes et acteurs clés (formations, ateliers, coaching sur place, etc.). • Partenariat avec l'AMM pour la diffusion des bonnes pratiques de la GIRE.
Détails de contact		
	Nom du point focal	Brahima Traore
	Tél	+223 70 01 05 01
	Email	brahima.traore@vng-ideal.nl
	Site web	https://www.vng-international.nl/

5.1.3 INCLUSIF

1	Nom (Sigle)	Projet de services financiers inclusifs dans les filières agricoles (INCLUSIF)
2	Période	2018 – 2025
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	FIDA
5	Institutions de collaboration effective (partenaires clés)	
6	Budget	105,5 M US\$
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • FIDA ; • Gouvernement du Danemark ; • Les institutions financières rurales ; • L'ABC Microfinance-Babyloan ; • Le secteur privé ; • L'Etat ; • Les bénéficiaires eux-mêmes.
8	Bonnes leçons apprises	
9	Résultats attendus ou atteints	<ul style="list-style-type: none"> • L'amélioration de l'inclusion financière des petits exploitants et des petites et moyennes entreprises agroalimentaires ; • Intégration des petits exploitants et organisations professionnelles agricoles dans le système bancaire ; • Développement des 5 produits financiers stables dans les domaines de l'épargne, du crédit et de la micro-assurance ; • Développement, avec les institutions financières rurales, du portefeuille de crédit rural d'au moins 20 milliards F CFA de prêts d'ici la fin du projet ; • Renforcement des capacités de 36 000 petits exploitants en partenariat avec le secteur privé ; • Augmentation des revenus d'au moins 22 000 petits exploitants et de 4 500 jeunes ruraux actifs, notamment dans les microentreprises rurales ; • Développement des relations des relations rentables et durables avec le secteur privé et le système financier.
10	Contribution à l'Axe Stratégique	3, 14
11	Groupes cibles effectifs & nombre des bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • 440.000 petits producteurs ; • 360 organisations de producteurs agricoles • 40.000 producteurs auront accès à des financements alloués à l'adaptation aux effets du changement climatique ; • Femmes et jeunes de 18 à 40 ans) représente au moins 50% des bénéficiaires concernés.
12	OFFRE :	<ul style="list-style-type: none"> • Micro-crédits
13	DEMANDE :	
	Pays	Mali
	Région(s) d'exécution	Kayes, Koulikoro, Mopti, Ségou, Sikasso
14	Cercle(s) d'exécution	
15	Commune(s) d'exécution	
16	Village(s) d'exécution	
17	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> • La vision d'INCLUSIF est de promouvoir la transformation durable des filières agricoles en améliorant l'inclusion financière des groupes défavorisés, tels que les femmes et les jeunes, et de leurs organisations.
Détails de contact		

	Nom du point focal	
	Tél	
	Email	
	Sites web [visité 9/6/2019]	https://www.ifad.org/fr/web/operations/project/id/2000001062/country/mali https://www.ifad.org/fr/web/latest/news-detail/asset/40704804

5.1.4 LG-LMN

1	Nom (Sigle)	Improving stability in settings of fragile or limited statehood: Harnessing the potential of traditional authorities for local government interventions in Libya, Mali, and Niger (LG-LMN)
2	Période	01/12/2018 - 31/08/2019
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	Clingendael Netherlands Institute of International Relations, Conflict Research Unit
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • VNG International • Bureau Ensemble • GARDL • EPGA (Economie Polit. & Gouvernance Autonome) Niger
6	Budget	
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • Dutch Research Council (NWO)
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u> [par de programme / projet à la fin]	<ul style="list-style-type: none"> • Inform (inter)national interventions on the consequences for supporting (formal) local government by producing practical recommendations.
10	Contribution à l'Axe Stratégique	1, 17
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	
12	OFFRE :	
13	DEMANDE :	
14	Pays d'exécution	Libye, Mali et Niger
15	Région(s) d'exécution	Mali : Kidal & Ménaka
16	Cercles / Provinces d'exécution	N/A
17	Commune(s) d'exécution	N/A
18	Village(s) d'exécution	N/A
19	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> • Projet de recherche • Examples of these international interventions that are targeted to benefit from this research include the United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali (MINUSMA), and interventions from VNG International, the HACP (Haute Autorité à la Consolidation de la Paix du Niger) and the European Union Border Assistance Mission (EUBAM) that are aimed at strengthening local governance in order to benefit reconstruction and stabilisation processes in these countries. • The generation of knowledge and the incorporation of that in international interventions results in the empowerment of traditional leaders and through the improvement of stability and safety of the populations in these countries.
Détails de contact		
	Nom du point focal	Dr. F.F. Molenaar
	Tél	
	Email	FMolenaar@clingendael.org
	Site web	https://www.nwo.nl/en/research-and-results/research-

	projects/i/74/32674.html
--	---

5.1.5 Maara Niséko

1	Nom (Sigle)	Maara Niséko (MN)
2	Période	01/11/2014 – 31/12/2019
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	SNV
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • OXFAM-NOVIB • ICCO
6	Budget	5.900 millions FCFA
7	Partenaires Financières	
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Compréhension de la décentralisation par le citoyen et les élus locaux • Création d'espaces de débats publics sur la gestion des affaires locales adaptées
10	Contribution à l'Axe Stratégique	14, 17
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • Elus • Jeunes filles, garçons ruraux et urbains, alphabétisés ou non
12	OFFRE :	
13	DEMANDE :	
14	Pays d'exécution	Mali
15	Régions d'exécution	Gao, Mopti, Ségou, Tombouctou
16	Cercles d'exécution	
17	Communes d'exécution	51 communes
18	Village(s) d'exécution	
19	Autres remarques pertinentes	
Détails de contact		
	Nom du point focal	
	Tél	
	Email	
	Site web [visité le 12/6/2019]	https://www.paysbasetvous.nl/binaries/fr-netherlandsandyou/documents/publications/2017/07/26/securite-et-etat-de-droit/Maara+Niseko.pdf

5.1.6 PNB-BF

1	Nom (Sigle)	Programme National de Biodigesteurs - Burkina Faso (PNB-BF)
2	Période	2010-2019
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	Gouvernement du Burkina Faso (Ministère des ressources animales)
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • SNV • Hivos
6	Budget	
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • DGIS (Pays-Bas) ; • Banque Mondiale (Ci-Dev).
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du contrôle qualité et Service Après-Vente (SAV) ; • Développement des chaînes des valeurs (commercialisation du

		<p>compost du biodigester) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités des acteurs en vulgarisation agricoles et technique de construction du biodigester ; • Promotion marketing et développement du secteur privé ; • Recherche –Développement ; • Suivi-évaluation qui a permis de corriger certaines faiblesses du programme ; • Une sélection inclusive des clients/bénéficiaires qui assure l'équité ; • Ce programme a permis de noter la nécessité d'aider les Etats à trouver les financements nécessaires pour faciliter la mise en œuvre des programmes nationaux de biodigesteurs.
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Construction de 17905 biodigesteurs de qualité ; • Exploitation continue de tous les biodigesteurs (au moins 90%) construits depuis la Phase I ; • 30% des biodigesteurs sont construits grâce à des crédits acquis auprès d'Institution de Micro-Finance (IMF) ou d'une banque ; • La participation des femmes à toutes les activités du programme ; • Accompagnement de 90% des clients dans l'intégration du biodigester dans leur système de production agro-pastorale ; • Formation des maçons qualifiés à la construction de biodigester ; • Mise en place d'un réseau de Partenaires de Mise en Œuvre (PMO) et des Entrepreneurs de Construction de Biodigester (ECB).
10	Contribution à l'Axe Stratégique	3 ; 4 ; 6 ; 7 ; 10 ; 12 ; 14 ; 16
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • 72.000 bénéficiaires (=12.000 biodigester installés x 6, nombre moyen d'un ménage burkinabè) • 14 Entreprises de Construction des Biodigesteurs (Maçons) • Fabricants de Foyers, • Fournisseurs de lampe, • Fournisseurs kit de plomberie, • Fournisseurs de peinture. • Services techniques de l'élevage • Services techniques de l'agriculture
12	OFFRE : <i>Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter leur impact</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Formation initiale des ménages sur le biodigester et la gestion de l'effluent ; • Formation des ménages en vulgarisation agricole ; • Formation des animateurs de biodigester ; • Formation technique des superviseurs et des chefs d'entreprises sur les normes de qualité du biodigester ; • Mise en place d'un réseau de Partenaires de Mise en Œuvre (PMO) et des Entreprises de Construction des Biodigesteurs (ECB) ; • Renforcement des capacités en promotion marketing et développement du secteur privé (création d'entreprise) ; • Mise en place d'outils de suivi et de contrôle qualité ; • Mise en place d'un système de Service Après-Vente ; • Réduction des émissions de gaz à effet de serre ; • Moyen d'adaptation aux changements climatiques.
13	DEMANDE : <i>Besoins des autres pour augmenter l'impact de votre projet</i>	<ul style="list-style-type: none"> • L'inscription de la technologie du biodigester dans les Plans Communaux de Développement (PCD) ; • Mobiliser les bailleurs de fonds au financement des réalisations de biodigesteurs à grande échelle ;

		<ul style="list-style-type: none"> • L'intégration de la technologie du biodigester dans les systèmes de productions agro-sylvo-pastorales ; • L'orientation de la recherche-développement sur la réduction des coûts et la diversification des sources de matières premières pour le fonctionnement de la technologie du biodigester ; • La traduction des documents techniques du biodigester en langues locales ; • La communication par le partage des bonnes pratiques et des leçons apprises ; • La structuration des acteurs en réseaux ; • Le renforcement des capacités des acteurs ; • Le changement du système d'élevage pour aller progressivement vers la semi-stabulation ou la stabulation totale • Plaidoyer pour l'inscription de la technologie du biodigester dans les écoles et centres de formation professionnelle.
14	Pays d'exécution	Burkina Faso
15	Régions d'exécution	Boucle du Mouhoun et les autres 12 régions du Burkina
16	Provinces d'exécution	
17	Commune(s) d'exécution	
18	Village(s) d'exécution	
19	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> ○ Phase 1 : janvier 2010 au 31 décembre 2013 : appui à la construction de 6.000 biodigesteurs ; ○ Phase 2 : janvier 2014 au 31 décembre 2019 : appui à la construction de 11 905 biodigesteurs. <p>Les principaux secteurs d'utilisation des statistiques du biodigester : a) La démographie et le social (population, emploi, l'éducation, santé, condition de vie des ménages, etc.), b) l'économie (dont les productions agricoles) et c) L'environnement (climat et environnement).</p> <p>Méthodes et applications du biodigester</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le fumier de bétail a des impacts négatifs sur l'environnement car contribue dans les émissions de GES. Ces impacts négatifs sont capitalisés par : l'Institut Nationale de la Statistique et de la Démographie (INSD) : rapport d'analyse des émissions de gaz à effet de serre au Burkina Faso, régulièrement mis à jour, et le Ministère de l'environnement : Annuaire statistiques de l'Environnement ; • En valorisant le fumier frais du bétail grâce au PNB-BF, on réduit les émissions des GES (CO₂). En effet, le biodigester contribue à réduire ces émissions par la production et l'utilisation du méthane comme énergie de cuisson en remplacement du bois en milieu rural d'où son impact positif. Ces impacts positifs sont capitalisés au niveau local : données désagrégées au niveau village et le Ministère en charge de l'Agriculture : données désagrégées au niveau province ; • Le fumier organique issu du biodigester contribue à la récupération des terres dégradées et fertilisation des champs. Ces données sont capitalisées par le ministère en charge de l'agriculture.
Détails de contact		
	Nom du point focal	Xavier BAMBARA
	Tél	+226 50362388/50503753
	Email	info@pnb-bf.org

Site web	www.africabiogas.org
----------	--

5.1.7 PRRC

1	Nom (Sigle)	Projet de Renforcement de la Résilience Climatique au Mali (PRCC)
2	Période	23/5/2019 - 15/6/2024
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	Ministère de la sécurité et de la protection civile (MSPC) - Direction générale de la protection civile (DGPC)
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • L'Agence nationale de météorologie (MALI METEO) ; • La Direction nationale des ressources en eau (DNH) ; • Le Système national d'alerte rapide pour la sécurité alimentaire (SAP).
6	Budget	33 M US\$
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • BM/IDA • Green Climate Fund • Etat
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<p>D'améliorer l'offre des et l'accès aux services maliennes hydro-météorologiques, d'alerte rapide et d'intervention d'urgence par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités et développement institutionnel ; • Amélioration de l'infrastructure hydrométéorologique et d'alerte rapide ; • Amélioration de la prestation de services et alerte aux communautés (p.ex. de fournir des données et des services hydrométéorologiques).
10	Contribution à l'Axe Stratégique	1, 3, 13, 14, 16,
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • Les populations qui recevront des informations améliorées sur le climat, l'eau et le climat, la population sélectionnée qui est la plus exposée aux risques d'inondation et de sécheresse, les systèmes d'alerte précoce améliorés ; • Les agriculteurs bénéficiant de services agrométéorologiques améliorés dans des zones et des cultures sélectionnées ; • Les Institutions impliquées dans le projet.
12	OFFRE :	<ul style="list-style-type: none"> • Données hydrométéorologiques • Services hydrométéorologiques
13	DEMANDE :	
14	Pays	Mali
15	Région(s) d'exécution	
16	Province(s) d'exécution	
17	Commune(s) d'exécution	
18	Village(s) d'exécution	
19	Autres remarques pertinentes	<p>Certains services de base seront fournis au niveau national (prévisions saisonnières et quotidiennes, rapports agrométéorologiques à dix jours, etc.). Des services plus spécialisés (tels que des systèmes de prévision des crues, des services personnalisés d'informations agrométéorologiques, des rapports d'alerte pour anticiper les impacts, etc.) seront fournis aux zones sélectionnées, sur la base des critères suivants: (i) présence de fonctions hydro-météorologiques spécifiques; risques naturels; (ii) exposition des populations et des infrastructures critiques (zones urbaines, routes, irrigation, transports, hôpitaux, écoles, etc.); (iii) l'exposition des populations à l'insécurité alimentaire, et (iv) la présence</p>

		de projets d'investissement permettant une utilisation optimale des services hydrométéorologiques (notamment pour les producteurs de cultures, les éleveurs, les pêcheurs, les producteurs d'hydroélectricité, l'aviation et les autres transports industries extractives, collectivités locales, micro-assurance et urbanistes).
Détails de contact		
	Nom du point focal	
	Tél	
	Email	
	Site web	http://documents.worldbank.org/curated/en/676221558922529960/pdf/Mali-Strengthening-Climate-Resilience-Project.pdf

5.1.8 ROGEP

1	Nom (Sigle)	Projet régional d'électrification hors réseau (ROGEP)
2	Période	2019 (0417) – 2024
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	ECREEE
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO
6	Budget	US\$ 333,7 millions
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> BM BOAD
8	Bonnes leçons apprises	
9	Résultats attendus ou atteints	<ul style="list-style-type: none"> L'accès à l'électricité en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel Déploiement de systèmes solaires autonomes (lampes solaires, systèmes solaires domestiques, pompes à eau solaires, moulins solaires, machines à coudre solaires, etc.) Aider les décideurs de la région à créer un marché régional de systèmes solaires autonomes, vital pour combattre la pauvreté De tester de nouveaux modèles d'affaires pour électrifier les écoles et les dispensaires
10	Contribution à l'Axe Stratégique	10
11	Groupes cibles effectifs & nombre des bénéficiaires	
12	OFFRE :	
13	DEMANDE :	
14	Pays d'exécution	Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, République centrafricaine, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo.
15	Cercle(s) d'exécution	
16	Commune(s) d'exécution	
17	Village(s) d'exécution	
18	Autres remarques pertinentes (Par exemple sur la méthodologie, chaîne de valeur)	<ul style="list-style-type: none"> Le ROGEP est constitué de 2 principales composantes, divisées en sous-composantes : 1) Soutien au développement accéléré du marché régional : 1a <u>Environnement favorable</u>, 1b <u>Aide à l'entrepreneuriat</u> et 1c <u>Dispositif de limitation des risques</u> et 2) <u>Accès au financement</u>.
Détails de contact		
	Nom du point focal	
	Tél	

	Email	
	Site web (consulté le 3 mai 2019)	http://www.ecreee.org/fr/page/rogep-projet-regional-delectrification-hors-reseau http://projects.worldbank.org/P160708?lang=en https://koulouba.com/economie/plus-115-milliards-de-fcfa-de-la-banque-mondiale-pour-lelectricite-en-afrique-de-louest-dont-le-mali

5.1.9 TAAT

1	Nom (Sigle)	Technologies pour la Transformation de l'Agriculture en Afrique (TAAT)
2	Période	2019 – 2025
3	Phase	Mise en Exécution
4	Organisation principale de mise en œuvre	ICRISAT
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • INRAN, INERA, IER et autres systèmes nationaux de recherche et de vulgarisation ; • Les organisations sous régionales.
6	Budget	
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • Banque Africaine de Développement
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un environnement propice (p.ex. par des variétés de cultures et races animales améliorées dans un pays largement disponible pour être adoptées dans un autre pays d'une région donnée) ; • Infrastructure régionale de diffusion de technologies (p.ex. par (i) Conception/mise en œuvre d'une campagne de contrôle transnational des ravageurs et des maladies, (ii) Conventions agréées pour la diffusion de technologies agriculture/élevage et (iii) Soutien à la jeune classe d'agri-preneurs) ; • Déploiement de technologies adaptées (p.ex. par (i) Identification et déploiement des technologies adaptées, (ii) Campagnes de proximité sur les cultures et l'élevage et (iii) Conception et mise en œuvre à grande échelle de modèles innovants et de vulgarisation).
10	Contribution à l'Axe Stratégique	3, 4, 16
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • 40 à 50 % des agriculteurs Africains avec des technologies de production agricoles les plus pertinentes d'ici 2025.
12	OFFRE : <i>Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter leur impact</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Technologies prouvées (p.ex. des variétés de cultures et races animales améliorées) ; • Modules de formation.
13	DEMANDE :	
14	Pays d'exécution	Burkina Faso, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Soudan et Tchad
15	Région(s) d'exécution	
16	Cercle(s) d'exécution	
17	Commune(s) d'exécution	
18	Village(s) d'exécution	
19	Autres remarques pertinentes	
Détails de contact		
	Nom du point focal	
	Tél	
	Email	

Sites web (visité le 19/4/2019)	https://30minutes.net/securite-alimentaire-pour-le-sahel-taat-lance-les-activites-dun-compact-sorgho-et-mil-au-mali/ https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Boards-Documents/Multinational_RE-Technologies_pour_la_transformation_de_lagriculture_e....pdf
---------------------------------	--

5.2 Informations détaillées sur les projets planifiés

5.2.1 PQAPM – Renforcement des filières

1	Nom (Sigle)	Projet Qualité des filières Agro-Pastorales du Mali (PQAPM) - Renforcement des filières mangue, karité, viande, et gomme arabique
2	Période	2020 -
3	Phase	Formulé & Recherche de financement
4	Organisation principale de mise en œuvre	Direction Nationale du Plan (DNP)
5	Institutions de collaboration effective (partenaires clés)	
6	Budget	
7	Partenaires financières	
8	Bonnes leçons apprises	
9	Résultats attendus ou atteints	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des filières mangue, karité, viande, et gomme arabique.
10	Contribution à l’Axe Stratégique*	4, 6
11	Groupes cibles effectifs & nombre des bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Institutions sur la normalisation ; • Consultants nationaux ; • Des groupements de producteurs sensibilisés et formés pour créer des consortiums d’exportation et/ou de valorisation des produits de terroir ainsi qu’aux associations de consommateurs pour définir les conditions nécessaires à l’établissement de nouveaux partenariats pour les rendre plus efficaces.
12	OFFRE : Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter leur impact	<ul style="list-style-type: none"> • Une infrastructure qualité permettant d’améliorer la performance des exportations et à faciliter l’accès des produits maliens aux marchés internationaux et régionaux en renforçant la capacité des acteurs des filières ciblées à se conformer aux exigences des marchés tant en termes de normes que de mesures réglementaires ; • Des services d’évaluation de la conformité (normalisation, certification, analyses et essais, métrologie).
13	DEMANDE : Besoins des autres pour augmenter l’impact de votre projet	<ul style="list-style-type: none"> • Développer des synergies avec ces projets quant aux volets opérationnels relatifs à l’appui aux entreprises/opérateurs pour les mises en conformité aux normes. Les volets législatifs et institutionnels relatifs aux infrastructures de la qualité sont quant à eux complémentaires des projets filières proposés et renforceront leurs actions.
14	Cercle(s) d’exécution	Bamako
15	Commune(s) d’exécution	
16	Village(s) d’exécution	
17	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> • Une amélioration de la compétitivité à l’exportation des chaînes de valeur ciblées grâce au développement de la culture qualité et à la conformité aux normes internationales. • La prise en compte des PME dans le domaine de la qualité et de la recherche de marché grâce au développement de l’approche consortiums d’exportation et/ou de valorisation de produits de

		terroir ainsi qu'à des études pour renforcer le rôle des associations de consommateurs.
Détails de contact		
	Nom du point focal	
	Tél	
	Email	
	Site web [9/4/2019]	https://www.investmali.com/fr/projets/renforcement-des-filieres-mangue-karite-viande-et-gomme-arabique

5.3 Informations détaillées sur les projets clôturés

5.3.1 DryDev-BF

1	Nom (Sigle)	Dryland Development Programme (DRYDEV)
2	Période	2015-31 juillet 2019
3	Phase	Terminé
4	Organisation principale de mise en œuvre	ICRAF
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> • SNV • TREE AID
6	Budget	2 788 Millions FCFA
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère des Affaires étrangère des Pays Bas
8	Bonnes leçons <u>appries</u>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Permettre aux OP faitières (unions ou associations) de rendre des services à leurs membres en mettant en place un réseau de formateurs communautaires (relais endogènes) (formellement reliés à un professionnel agricole/élevage qui le suit) capables d'apporter une assistance opérationnelle (informationnelle et technique) au niveau des exploitations de petits producteurs. Ces derniers sont pris en charge par un mécanisme financier autogéré par les producteurs ; 2. Pour assurer la durabilité des infrastructures il faut mettre des comités de gestion des aménagements et des infrastructures ; les personnes choisies pour ces comités doivent avoir eux-mêmes un intérêt économique pour que la durabilité de la gestion soit assurée. Par exemple pour le surcreusement de mare et la réhabilitation de la relique forestière jouxtant la mare, un comité de gestion a été mis en place. Ce comité a été formé en apiculture et exploite ainsi des ruches kenyanes qui leur permettent de se faire des revenus ; 3. Une collaboration étroite avec la mairie, les services techniques déconcentrés et les organisations d'agriculteurs est indispensable pour asseoir une bonne gouvernance et une mise à l'échelle de technologies développées. Par exemple, les Maires des communes d'intervention sont devenus des ambassadeurs des pratiques innovantes telles que le Zaï rectangulaire auprès des autres municipalités. 4. Développer des réseaux d'affaires autour d'une entreprise championne identifiée. La mise en relation entre des réseaux d'acteurs de la production avec des entreprises de la transformation. Les champions sont soit des organisations entrepreneuriales de producteurs, soit des PME locales qui commercialisent et transforment les produits. 5. En apportant son soutien à ces pôles d'entreprises la SNV

		<p>développe des produits et des marchés au niveau local avec un impact direct sur les populations les plus pauvres à travers les chaînes de valeur niébé, volaille locale ;</p> <p>6. L'expérience de la SNV dans le développement de système d'approvisionnement durable en intrants (SADI) a permis également d'améliorer l'accès des producteurs aux intrants et services agricoles de qualité dont les femmes et les jeunes. Sur les chaînes de valeur mil, sorgho, oignon, niébé et arachide des partenariats durables ont été développés entre les associations et organisation faitière, les institutions de microfinances et des opérateurs privés tel que les unités de fabrication et de distribution d'engrais, des fournisseurs de services d'assurance sécheresses, les fournisseurs d'information agro météorologiques permettant de transformer l'agriculture familiale dans les zones semi-arides.</p>
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u>	<ul style="list-style-type: none"> • 41,000 (20,000 femmes) de producteurs ont amélioré leur productivité par une hausse des rendements de 88% ; • 14,051 ha de terres dégradées récupérés avec les combinaisons d'agriculture intelligente face au climat (AIC : compostage en tas, biodigesteurs, RNA, végétalisation des ouvrages de CES/DRS, techniques améliorées de Zaï, demi-lune et cordon pierreux, semences améliorées, microdose, etc.) ; • 11017 producteurs (4742 femmes) formés sur les pratiques avec un taux d'adoption de 73% ; • 9,266 (dont 5402 femmes) formés et engagés dans les chaînes de valeur lucratives (niébé, arachide, oignon, beurre de karité, volaille locale, produits forestiers non ligneux, mil, sorgho, maïs); • 70 ha de forêts et d'aires pastorales réhabilitées (plantations, enrichissement, scarification/sous solage) ; • Augmentation du volume de stockage de l'eau pour les animaux par le surcreusement de 5 mares ; • Aménagement de 70 ha de basfond pour la production de riz ; • Renforcement des capacités (organisation des acteurs, pépiniéristes, services techniques) ; • Développement de prestation de service agricole : mise en place de 3 coopératives d'utilisateur de matériel agricole (Motoculteur) ; • La mise en place d'un conseil à l'exploitation à travers un réseau de paysan- formateurs communautaires dans les villages renforcés par la SNV. Ces derniers sont pris en charge par un mécanisme financier autogéré par les producteurs ; • Commune renforcé dans la gouvernance foncière, la mise en place des structures de gestion foncière (comité villageois de conciliation foncière, comité villageois fonciers, services fonciers ruraux, utilisation du logiciel de sécurisation foncière « MAST »).
10	Contribution à l'Axe Stratégique	3, 4, 6, 9, 16
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> • 45.000 d'agriculteurs/producteurs dont 22.500 femmes ; • Elus locaux, services techniques déconcentrés de l'Etat ; • Opérateurs privés ; • Institutions de microfinance.
12	OFFRE : Livrables disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter <u>leur</u> impact	<ul style="list-style-type: none"> • Approche innovante de mise à l'échelle des technologies d'agriculture intelligente face au climat (AIC) ; • Techniques de CES/DRS améliorées (mentionnées ci-dessus) ; • Système d'approvisionnement durable en intrants ; • Mécanisation des activités de post-récolte ;

		<ul style="list-style-type: none"> Inclusive Business dans les chaînes de valeur volaille locale, niébé, arachide, mil, sorgho.
13	DEMANDE : <i>Besoins des autres pour augmenter l'impact de <u>votre</u> projet</i>	<ul style="list-style-type: none"> Intégration de la démarche de formateurs communautaire sur l'AIC ; Intégration du système d'approvisionnement durable en intrant ; Intégration des innovations pour l'accès au marché (warrantage, agro transformation).
14	Pays d'exécution	Burkina Faso
15	Régions d'exécution	Boucle du Mouhoun, Centre Ouest, Centre Nord, Nord
16	Provinces d'exécution	Sourou, Yatenga,
17	Communes d'exécution	Kiembara, Zogoré, Ouahigouya, Arbolle, Kongoussi/Tikaré, Kyon
18	Village(s) d'exécution	48 villages
19	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> La SNV a développé l'approche Inclusive Business qui permet de connecter les petits producteurs (agriculture, élevage) et les acteurs qui exploitent les produits forestiers non-ligneux aux acteurs du marché, aux fournisseurs d'intrants et des prestataires de services grâce aux agribusiness clusters.
Détails de contact		
	Nom du point focal	Tuina Stéphane
	Tél	+226 70100095
	Email	gtuina@snv.org
	Site web	www.snv.org/fr/pays/burkina-faso

5.3.2 PAGE

Le projet Partenariat pour la Gouvernance Environnementale en Afrique de l'Ouest (PAGE), exécuté par l'ABV, l'IUCN et d'autres partenaires, a publié les leçons apprises jusqu'avant la publication de ce volume. Les axes stratégiques du PDIDS concernés sont le AS 6, 12, 13, 16 et AS17 (pour les détails, se référez à UICN-PACO (2019)).

5.3.3 R-BDF

1	Nom (Sigle)	Réalisation de Bio digesteurs à dôme fixe du modèle Faso bio 15 (R-BDF) dans le cadre du PAPAM
2	Période	Décembre 2016 – Juillet 2018
3	Phase	Clôturé.
4	Organisation principale de mise en œuvre	SNV Mali
5	Partenaires Techniques clés	<ul style="list-style-type: none"> ASAP/PAPAM ONG Nationales AMCFE, GRAT, GFORCE DRPIA Kayes et Sikasso
6	Budget	445,1 millions FCFA (678 492 €)
7	Partenaires Financières	<ul style="list-style-type: none"> FIDA (Fonds International pour le Développement Agricole)
8	Bonnes leçons <u>apprises</u>	<ul style="list-style-type: none"> Le choix des bénéficiaires est déterminant pour l'atteinte des résultats à temps (construction et exploitation). Il exige de revisiter les critères de sélection qui doivent aller au-delà de la possession de bétail et d'existence d'actifs au sein de l'exploitation. L'identification pourra intégrer des éléments comme la réputation du chef d'exploitation comme

		<p>manager/leader, la stabilité des membres de l'Exploitation Agricole Familiale (EAF), sa capacité d'organisation /planification et conduite d'activités multiples et diverses au sein de son exploitation, sa réceptivité des innovations en dehors de tout phénomène de mode/perception projet. En effet, les chargements tardifs, les arrêts de fonctionnement, la non-complétude des installations et aménagements connexes à l'infrastructure, etc. sont des preuves de non-appropriation effective de la technologie dans la totalité de ses exigences de fonctionnement et aussi des retombées positives dont la famille pourrait profiter ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'adoption et l'intégration effective de la technologie du bio digesteur dans la vie d'une exploitation agricole familiale est un processus qui va au-delà d'un projet d'un an. En dehors de sa réalisation physique, son fonctionnement oblige à une redéfinition du cadre des activités rythmant la vie de l'exploitation ; • Les maçons sont un des maillons incontournables de l'effectivité de l'existence même de la technologie. Leur sélection, l'instar des bénéficiaires ne doit pas uniquement se baser sur les critères classiques de la compétence technique dans la maçonnerie, mais être aussi ouverte sur des aspects comme la stabilité, le potentiel perfectible (formation) et la réceptivité aux innovations. Le nouveau créneau d'activités doit leur être économiquement profitable pour les maintenir, voire les pousser à en faire leurs activités principales. • Le raccourcissement au mieux de la chaîne de fourniture de services de construction dans ce type de projet et l'existence d'un dispositif de contrôle qualité indépendant sont un impératif pour le succès dans l'atteinte des objectifs de réalisation ; • La mise en œuvre de ce projet est un processus qui a impliqué beaucoup d'acteurs aux intérêts multiples et divers. La planification dans un tel processus se doit d'être dans une dynamique d'adaptation régulière, très itérative pour une prise en compte efficace des contingences jalonnant le parcours.
9	Résultats <u>attendus ou atteints</u> [par de programme / projet à la fin]	<ul style="list-style-type: none"> • 240 bio digesteurs construits au sein de 240 Exploitation Agricoles Familiales dans 95 villages des 28 communes des 6 cercles des régions de Kayes et Sikasso dont 183 fonctionnels ; • 5 787 personnes dont 3319 femmes au sein de 240 EAF /ménages sont directement impactés par les 240 bio digesteurs Faso Bio 15 construits ; • Au moins 3 femmes dans chacune des EAF savent utiliser correctement le biogaz et assurer son entretien courant ; • Au moins un homme dans chacune des EAF sait produire et utiliser le compost à partir du digestat ; • 239 EAF ont semencé 237 ha en cultures fourragères (Mucuna & Niébé Sankaraka) pour l'alimentation du bétail ; • 19 maçons sur 50 formés sont capables de construire les bio digesteurs et d'assurer les services de maintenance/ entretien et réparations sur les installations- Un GIE a été mis en place par une dizaine d'entre eux (région de Kayes) ; • Des services d'approvisionnement marchands en accessoires de bio digesteurs existent (artisans et commerçants) ;
10	Contribution à l'Axe Stratégique	3, 6, 10, 12, 14, 16
11	Groupes cibles effectifs (nombre des bénéficiaires)	• Exploitations Agricoles Familiales – Artisans (maçons constructeurs métalliques)

		<ul style="list-style-type: none"> • 5 787 personnes dont 3319 femmes au sein de 240 EAF
12	OFFRE : <i>Livrables* disponibles pour les projets antérieurs pour augmenter <u>leur</u> impact</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Module de formation pour (i) les maçons locaux dans les techniques de construction de bio digesteurs, leur entretien/ maintenance et réparations (SAV) ; (ii) les artisans locaux dans la confection d'accessoires de bio digesteurs et la commercialisation ; (iii) les bénéficiaires (femmes) dans l'utilisation optimale du biogaz et du digestat dans la production de compost et la fertilisation des champs ; et (iv) les EAF dans la production fourragère pour la stabulation des animaux ; • Modules de sensibilisation sur les changements climatiques et les effets/impacts du bio digesteur dans l'adaptation aux CC et l'atténuation des effets/impacts.
13	DEMANDE : <i>Besoins* des autres pour augmenter l'impact de <u>votre</u> projet</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des relations de collaboration avec les services techniques d'Etats (Agriculture-Elevage-Environnement-Energie) et les administrations locales (collectivités décentralisées) pour une meilleure intégration de la technologie dans les stratégies et plans de développement local ; • Développement de synergie/complémentarité avec des projets/programmes de développement local.
14	Pays d'exécution	Mali
15	Région(s) d'exécution	Kayes et Sikasso
16	Cercle(s) / Province(s) d'exécution	K : Bafoulabé, Kéniéba, Kita S : Bougouni, Sikasso, Yanfolila
17	Commune(s) d'exécution	28 communes
18	Village(s) d'exécution	95 villages
19	Autres remarques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> • Phase 1 : Décembre 2016 – Mars 2018 : Construction des Faso Bio 15 ; • Phase 2 : Mars 2018 – Juillet 2018 : Appui/accompagnement à la Pérennisation du Système Bio digesteur dans les EAF bénéficiaires de FASO Bio 15.
Détails de contact		
	Nom du point focal	Michel SAMAKE
	Tél	+223 76 49 28 81/66 73 17 87
	Email	samake@snv.org
	Site web	www.snv.org

6. Résultats de l'analyse de la synergie et l'alignement

6.1 Inventaire des organisations présentes dans le Sourou

Plusieurs organisations (tableau 6.1) ont exécuté, exécutent ou démarreront des programmes ou des projets humanitaires, de recherche et de développement dans le Sourou (l'annexe 1 présente la liste détaillée des organisations humanitaires qui travaillent dans la Région de Mopti).

Le tableau 6.1 montre qu'au moins 155 organisations travaillent dans le Sourou, chacune avec ses propres fonds et activités selon le mandat de leur organisation. Le nombre d'organismes d'étatiques est d'environ 21%, d'autres organisations maliennes, surtout des ONG et associations représente 23%. Le nombre organisations internationales constitue le reste et s'élève à plus de la moitié (56%). La part de l'ONU et d'autres organisations internationales est de 7% du total, mais il est à noter que la plupart de leurs travaux est exécutée par des ONGs maliennes et internationales.

Tableau 6.1. Liste des organisations exécutrices des projets humanitaires (H), de recherche (R), et de développement (D) dans le Sourou au Mali. Les organisations sont de 4 catégories : de l'état (bleu), une ONG ou une autre organisation malienne (brun), de l'ONU (jaune), une ONG ou autre organisation internationale (sans couleur) (source : participants atelier 30 janvier 2019 + recherche des consultants + OCHA 31/12/2018** site consulté 16/6/2019).*

Intervenant	H	R	D	Intervenant	H	R	D
AADI	-	-	X	ARAFD	-	-	X
AAPPOR Mali	X	-	-	ASACO	-	-	X
ABV	-	-	X	ASADEC	-	-	X
ACEF	-	-	X	ASDAP	-	-	X
ACTED	X	-	X	ASEDS	-	-	X
Action Mopti	-	-	X	ASG	X	-	-
ADDF	X	-	X	Ass. Malikanu	-	-	X
AECOM	-	-	X	Ass. Suisse Village Dogon	-	-	X
AEDD	-	-	X	AVSF/ICD	-	-	X
AEDM	?	-	?	Camris	X	-	-
AEN	-	-	X	CARE	X	-	X
AFAR	X	-	X	Caritas	X	-	X
AFVP	?	-	?	CICR	X	-	-
AGVF	X	-	-	CIVS	-	-	X
AGVP	-	-	X	CMDT	-	-	X
AHT/CES/Betico	-	-	X	Comité Régional	-	-	X
AID-Mali	-	-	X	Comités Communaux d'adaptation	-	-	X
AKF	-	-	X	Commission Locales Cercles	-	-	X
AMADEC	-	-	X	Conseil Régional de Mopti	-	-	X
AMASSA Afrique Verte	X	-	-	CONASCOA	-	-	X
AMEDD	-	-	X	Crois Rouge Mali	X	-	X
AMEPPE	-	-	X	Crois Rouge Pays Bas	X	-	X
AMPPF	-	-	X	CRM	X	-	X
AMPRODE/Sahel	-	-	X	CRS	-	-	X
AMSS	X	-	X	CSPEEDA	X	-	-
AOPP	X	-	X	DCA	X	-	-
APCAM	-	-	X	Delta Survie	-	-	X
APDF	X	-	-	Diakonia	-	-	X
APESS	-	-	X	DNA	-	-	X
APIDC	-	-	X	DNEF	-	-	X

DNGR	-	-	X	MEADD	X	X	X
DNP	-	-	X	Min Agriculture	X	X	X
DNH	-	-	X	Min DR	X	X	X
DPRFEF	-	-	X	Min EN	X	X	X
DREF	-	-	X	Min EP	X	X	X
DRA	-	-	X	Min finances	X	X	X
DRACPN	-	-	X	Min Santé	X	X	X
DRC	X	-	-	Mouso	X	-	-
DRC/DDG	X	-	-	MSH	X	-	-
DRGR	-	-	X	MSI	-	-	X
DRH	-	-	X	Muso	-	-	X
DRP	-	-	X	NEF	X	-	X
DRPIA	-	-	X	NRC	X	-	-
DRPSIAP	-	-	X	OCHA	X	-	X
DRR	-	-	X	ODI-Sahel	-	-	X
DRS	-	-	X	OGES	-	-	X
DS	-	-	X	OIM	X	-	-
DSS	-	X	X	One World	-	-	X
EDC	-	-	X	ONUFEMMES	X	-	-
ENABEL-Mali	-	-	X	Orange Money	-	-	X
Eveil	-	-	X	OXFAM America	-	-	X
FAO	X	-	X	PAM	X	-	-
Fédération Guereyawe	-	-	X	PASSIP	-	-	X
GAAS Mali	X	-	-	Plan International Mali	-	-	X
GECI Expert Conseil	-	-	X	PNUD	-	-	X
G-Force	-	-	X	PSI	X	-	-
GIZ	-	-	X	PUH	X	-	-
GRAT	-	-	X	Qatar Charity	X	-	-
GRAT/MOLIBEMO	X	-	-	Sahel-Eco	-	-	X
Handicap International	X	-	-	SFCG	X	-	-
Helvetas	-	-	X	SNV	-	-	X
HKI	X	-	-	SOGE	-	-	X
HSC	-	-	X	SOS-Sahel International	X	-	X
KILABO	-	-	X	Stop Sahel	X	-	-
IAMANEH	X	-	-	Tassaght	-	-	X
ICCO	-	-	X	Togouna	-	-	X
IEDA Relief	X	-	-	UNFPA	X	-	-
IER	-	X	-	UNICEF	X	-	-
ICRAF	-	X	-	UNMAS	X	-	-
ICRISAT	-	X	-	Waternet	-	-	X
IFP Bankass	-	-	X	Wetlands International	-	-	X
IPRO-REAGIR	-	-	X	Welt Hunger Hilfe	X	-	X
IMADEL	-	-	?	WILDAF	X	-	-
International Alert	-	-	X	World Vision	X	-	X
IWEN	-	-	X	WVC	-	X	-
Jigisémejiri	-	-	X	YA-G-TU	X	-	X
LNE	-	X	X	YAMANT	?	-	?
MALIMARK	-	-	X				

*) les ONG maliennes qui font partie d'une structure internationale ne sont pas considérées comme maliennes pour cette analyse.

**) <https://app.powerbi.com/view?r=eyJrJoiNjA2OGM0ZmYtZWVjMy00Njk2LTg1MWItYm11YTBJOTE1OWY0IiwidCI6IjBmOWUzNWRiLTU0NGYtNGY2MC1iZGNjLTViYTQxNmU2ZGM3MCIslmMiOjh9> (les organisations travaillent à Douentza ne sont pas inclus car la commune de Mondoro n'était pas spécifiée.

La principale conclusion est qu'une coordination et alignement dans le cadre du PDIDS/EES est urgente pour éviter le gaspillage des moyens financiers et des temps, mais également pour mettre en confiance les populations qui sont devenues confuses par ces nombreux projets et programmes.

6.2 Inventaire des contributions des projets au PDIDS

Pour la rédaction de ce volume, nous avons mis à profit des résultats des ateliers tenus le 30 janvier et 9 mai 2019 à Sévaré, les informations recueillies à travers des réseaux des consultants et de la recherche sur l'internet. Tout cela nous a permis d'établir un aperçu des projets existants (mis en œuvre), planifiés et clôturés dans le Sourou au Mali et transfrontaliers (tableau 6.2). Le nombre total de projets existants inventoriés pour la zone du Sourou au Mali se chiffre à 46, dont 13% sont des projets transfrontaliers (tableau 6.2a). Le tableau 6.2b présente 12 projets planifiés et 5 projets clôturés.

Le tableau 6.3 montre des projets (dans la zone du Sourou au Burkina Faso et hors de la zone du Sourou) qui pourront contribuer au PDIDS, surtout en termes de leçons apprises et recommandations. Dans la sous-section 6.4.1 les détails seront présentés.

L'aperçu du tableau 6.2 montre que la majorité des programmes et projets intervenant dans le Sourou sont localisés dans les cercles de Bankass et Koro. Très peu interviennent dans la zone de Mondoro. En relation avec les Axes Stratégiques du PDIDS aucune information de projets ou programmes n'a pas été obtenue sur le Désenclavement. Très peu d'informations existent sur les projets Eau, Hygiène et Assainissement, tandis que plusieurs informations ont été collectées sur les projets agricoles et de même que sur les projets sur les axes transversaux (genre, changements climatiques, ressources en eau, énergie, etc.).

Pour la mise en œuvre efficace du PDIDS, l'expérience (leçons apprises) ou des offres (technologies, etc.) des projets dans le Sourou du côté burkinabé ou hors de la zone du Sourou pourront être utilisés. Le tableau 6.3 donne un aperçu sur le comment ces 16 projets sont alignés aux axes stratégiques du PDIDS. Pendant la mise en œuvre de ce dernier, une interaction directe avec ces projets ou participation des acteurs impliqués à des ateliers pourront être des mécanismes pour le renforcement des capacités, l'amélioration des connaissances et/ou des échanges des technologies, etc.

Ensuite, les projets existants et planifiés sont analysés de deux manières : la distribution spatiale (la répartition des projets dans les cercles) et la couverture des Axes Stratégiques (énumérés dans le tableau 1.1 et en détails dans le volume 1, section 3.3) du PDIDS. Une distribution de 0-20% (très pauvre), 21-40% (pauvre), 41-60% (moyenne), 61-80% (bonne) et 81-100% (excellente) est utilisée en relation avec le nombre total de projets par phase d'exécution.

Tableau 6.2. Résumé des projets, a) existants, b) planifiés et clôturés dans la zone du Sourou au Mali avec le potentiel de bénéficiaire réciproques avec les Axes Stratégiques (AS ; voir tableau 1.1) du PDIDS avec les détails dans les sous-sections mentionnées. B = Bankass, K = Koro, et Dm = Douentza – commune de Mondoro. BF = Zone du Sourou au Burkina Faso en cas d'un projet transfrontalier.

Nom de Projet	Sous-section	Cercle			BF	Axes Stratégique																
		B	K	Dm		AS1	AS2	AS3	AS4	AS5	AS6	AS7	AS8	AS9	AS10	AS11	AS12	AS13	AS14	AS15	AS16	AS17
A. Projets existants																						
APTUHC-M	2.1.1	X										AS7										
AR-ASDE	2.1.2	X	X	X		AS1															AS16	
ARC-Mali	2.1.3	X				AS1												AS14				AS17
ARDT-SMS	2.1.4	X						AS3													AS16	
BDAS	2.1.5	X	X					AS3								AS11		AS13	AS14			
BKN	2.1.6		X									AS7							AS14			
C10-Sourou	3.1.1	X	X		BF		AS2	AS3	AS4	AS5			AS8									AS17
CPER-CRM	2.1.7	X	X			AS1			AS4		AS6						AS12	AS13				
CpF	2.1.8	X				AS1										AS11			AS14			
DryDev	2.1.9		X					AS3	AS4	AS5	AS6			AS9	AS10	AS11	AS12	AS13	AS14	AS15	AS16	
DSS	2.1.10	X	X	X							AS6						AS12	AS13				AS17
ESIQ	2.1.11	X											AS8									
FEVE	3.1.2	X			BF	AS1						AS7				AS11						
FFE	2.1.12	X	X					AS3					AS8						AS14			
GDEFOR 3	2.1.13	X	X	X				AS3			AS6											
GLD	2.1.14	X				AS1					AS6								AS14	AS15	AS16	AS17
GS	2.1.15		X			AS1															AS16	AS17
IPRO-REAGIR	2.1.16	X	X					AS3													AS16	
Jigisémejiri	2.1.17	X	X													AS11						
L4G	2.1.18	X	X					AS3	AS4										AS14		AS16	
MCCAA	2.1.19	X	X					AS3	AS4	AS5					AS10		AS12				AS16	
PACETEM	2.1.20	X	X										AS8									
PAFHa	2.1.21	X	X	X						AS5	AS6											
PAFS-AECC	2.1.22	X	X	X				AS3									AS12					

Tableau 6.2. Suite.

Nom de Projet	Sous-section	Cercle			BF	Axes Stratégique																
		B	K	Dm		AS1	AS2	AS3	AS4	AS5	AS6	AS7	AS8	AS9	AS10	AS11	AS12	AS13	AS14	AS15	AS16	AS17
PAPAM	2.1.23	X						AS3									AS13					
PA-RCPNV	2.1.24	X				AS1												AS14		AS16	AS17	
PASARC	2.1.25	X	X	X		AS1		AS3	AS4					AS9			AS12			AS15	AS16	
PCA-GIRE	2.1.26	X	X	X													AS12	AS13			AS16	
PDAR	2.1.27	X	X					AS3	AS4		AS6		AS8						AS14		AS16	
PDGET	2.1.28	X						AS3			AS6										AS16	
P-DGIR	2.1.29	X				AS1				AS5	AS6						AS12	AS13		AS15	AS16	
P-DREV	3.1.3	X	X	X	BF			AS3	AS4	AS5								AS13	AS14		AS16	
PEF-GS	2.1.30	X	X					AS3	AS4				AS8				AS12		AS14	AS15	AS16	AS17
PGDTE	2.1.31	X	X	X				AS3			AS6										AS16	
P-GLR	2.1.32	X								AS5	AS6	AS7						AS13				
PISA	2.1.33	X						AS3	AS4				AS7		AS9							
PMTN	3.1.4	X	X		BF								AS7								AS16	
PQ-AA	2.1.34	X	X	X						AS5												
PRAPS	3.1.5	X	X		BF				AS4		AS6				AS9						AS16	
PREFPP	2.1.35	X	X										AS8									
ProGEF	3.1.6	X	X		BF	AS1							AS8	AS9								
PRRE	2.1.36			X		AS1			AS4				AS8	AS9								
PVIB	2.1.37	X											AS7									
RMCCA	2.1.38	X	X	X				AS3	AS4	AS5	AS6									AS14		
SMAT-SCALING	2.1.39	X						AS3	AS4		AS6					AS10				AS14		AS16
UMCS	2.1.40	X	X	X				AS3	AS4	AS5	AS6				AS9				AS13	AS14		AS16
Nombre de projets		42	30	13	6	12	1	21	15	10	15	7	9	7	3	5	9	10	15	5	21	7
Evaluation (% de n= 46)		91	65	28	13	26	2	46	33	22	30	16	20	16	7	11	20	22	30	9	43	13

Tableau 6.2 Suite.

Nom de Projet	Sous-section	Cercle			BF	Axes Stratégique																
		B	K	Dm		AS1	AS2	AS3	AS4	AS5	AS6	AS7	AS8	AS9	AS10	AS11	AS12	AS13	AS14	AS15	AS16	AS17
B. Projets planifiés																						
AEEPS	2.2.1	X	X					AS3	AS4	AS5	AS6					AS11			AS14		AS16	
AAF-SSR	3.2.1	X	X	X	BF	AS1						AS7						AS14				
AT4PAIX	3.2.2	X	X	X	BF	AS1						AS7										
DDSEM	2.2.2	X													AS10							
GRN-ABV	3.2.3	X	X	X	BF			AS3	AS4	AS5	AS6			AS9				AS13			AS16	AS17
PAGE 2	3.2.4	X	X	X	BF													AS13				AS17
PDI-Volta	3.2.5	X	X	X	BF			AS3	AS4	AS5	AS6							AS13			AS16	AS17
PREE-PACO	3.2.6	X	X	X	BF						AS6							AS13			AS16	AS17
PUM-Riz	2.2.3	X						AS3	AS4						AS10							
RERS	3.2.7	X	X		BF						AS6					AS11		AS14			AS16	
REWarD	3.2.8	X	X	X	BF			AS3	AS4	AS5	AS6							AS13			AS16	AS17
SAWM	2.2.4	X						AS3	AS4	AS5	AS6		AS8	AS9			AS12	AS13	AS14			
Nombre de projets		12	9	7	8	2	-	6	6	5	7	2	1	2	2	2	1	6	4	-	6	5
Evaluation (% de n= 12)		100	75	58	67	17	-	50	50	42	58	17	8	17	17	17	8	50	33	-	45	42
C. Projets clôturés																						
DFC	2.3.1		X					AS3	AS4		AS6			AS9			AS12	AS13	AS14		AS16	AS17
GPM	2.3.2	X				AS1													AS15			
GRH-S	3.3.1	X	X	X	BF													AS13				
PADIN II	2.3.3	X	X	X			AS2	AS3	AS4	AS5	AS6	AS7	AS8	AS9	AS10	AS11	AS12	AS13	AS14	AS15	AS16	AS17
PGIRES/GWI	2.3.4	X	X	X		AS1		AS3	AS4	AS5	AS6			AS9				AS13	AS14	AS15	AS16	

Tableau 6.3. Résumé des projets A) Existants et B) Clôturés dans le Sourou-BF, et des projets hors du Sourou [C) Existants, D) Planifiés et E) Clôturés] avec le potentiel de bénéficier le PDIDS. BF = au Burkina Faso. Plus de détails dans les sous-sections mentionnées.

Nom de Projet	Sous-section	Mali	BF	Axes Stratégique																
				AS1	AS2	AS3	AS4	AS5	AS6	AS7	AS8	AS9	AS10	AS11	AS12	AS13	AS14	AS15	AS16	AS17
A. Projets dans le Sourou du côté burkinabé – Existants																				
BDFK	4.1.1		BF													AS13				
PAPCIDDEL	4.1.2		BF			AS3	AS4		AS6								AS14			AS17
B. Projets dans le Sourou du côté burkinabé – Clôturés																				
AHOMMS	4.3.1		BF						AS6										AS16	
C. Projets hors du Sourou – Existants																				
EBA/FEM	5.1.1		BF				AS4		AS6								AS14			
IDEAL	5.1.2	X								AS7						AS13	AS14		AS16	AS17
INCLUSIF	5.1.3	X				AS3														
LG-LMN	5.1.4	X		AS1																
Maara Niséko	5.1.5	X															AS14			AS17
PNB-BF	5.1.6		BF			AS3	AS4		AS6	AS7			AS10		AS12		AS14		AS16	
PRRC	5.1.7	X		AS1		AS3														
ROGEP	5.1.8	X											AS10							
TAAT	5.1.9	X	BF			AS3	AS4													
D. Projets hors du Sourou – Planifiés																				
PQAPM	5.2.1	X					AS4		AS6											
E. Projets hors du Sourou – Clôturés																				
DryDev	5.3.1		BF			AS3	AS4		AS6			AS9							AS16	
PAGE	5.3.2	X	BF						AS6						AS12	AS13			AS16	AS17
R-BDF	5.3.3	X				AS3			AS6				AS10		AS12		AS14		AS16	

6.2.1 Analyse de la distribution spatiale

Le tableau 6.2a montre une excellente présence des projets à Bankass (91%), bonne à Koro (63%) et pauvre à Douentza dans la commune de Mondoro (28%). Il est à noter que la répartition entre les cercles de Bankass et Koro n'a pas été évaluée pour l'instant due au manque des informations détaillées.

En utilisant le nombre de personnes en 2009 dans le cercle de Bankass, le cercle de Koro et le cercle Douentza-commune Mondoro (volume 3, section 6.1), le ratio de Bankass : Koro : Douentza-Mondoro est 6,28 : 7,55 : 1,00. Selon les principes d'équité recherchés par l'ICS (volume 1), le nombre de projets ou l'investissement devrait être du même ordre. Tenant compte que les détails financiers par projet ne sont pas connus, le nombre de projets est pour l'instant utilisé comme indicateur. Le ratio de nombre de projet de Bankass : Koro : Douentza-Mondoro est 3,23 : 2,31 : 1,00. Cela implique qu'il y a un parti pris vers Bankass (sous l'assomption que les projets ont la même taille). Ce parti pris est confirmé par les combinaisons des localités de projets selon le tableau 6.2a : 33% des 46 projets est seul exécuté dans le cercle de Bankass, 33% à Bankass et Koro et 29% à Bankass, Koro et Douentza-Mondoro.

6.2.2 Analyse de la couverture des Axes Stratégiques

Concernant la couverture des Axes Stratégiques les projets existants couvrent surtout les Axes sur l'agriculture (AS3 ; 46% des projets) et le renforcement de capacité (AS16 ; 44% ; tableau 6.2a). Ensuite viennent les projets sur l'élevage, la GRN/Biodiversité et le Genre (AS4 33%, AS6 30% et AS14 30%). Le troisième cluster concerne la Pêche/Pisciculture et Ressources en Eau/transfrontalier (AS5 et AS13 22%). Les autres axes ont moins de projets qui les prennent en compte.

Avec l'exécution des nouveaux projets planifiés, l'AS6 (GRN/Biodiversité) augmente le plus fort (58% des projet ; tableau 6.2b). Ensuite, 50% des projets auront des activités sur l'AS3 (agriculture), l'AS4 (élevage) et l'AS13 (Ressources en Eau/transfrontalier). Le troisième groupe est formé par les projets sur l'AS6 Pêche/pisciculture, l'AS16 (renforcement de capacité) et AS17 (Gouvernance et M-E) tous 42%. Il est à noter que, malgré l'urgence du changement climatique, seulement un projet prend en compte ce thème dans les propositions de projet.

6.3 Options pour l'amélioration de la synergie et de l'alignement

6.3.1 Analyse de la demande et de l'offre

L'analyse de la demande et de l'offre en termes des intrants requis (acquis) et livrables (acquis) est une étape importante pour déterminer des options de S&A entre les organisations exécutrices (ex. des projets des ONGs, structures étatiques et entreprises). Dans l'atelier de 30 janvier 2019 nous avons démarré ce processus avec un groupe limité d'ONGs. Cette méthode d'analyse des projets donne des possibilités pour les organisations exécutantes d'entrer dans une vraie synergie avec le PDIDS en utilisant les forces des partenaires (collègues développeurs). Par conséquent, la collaboration devient plus efficace et l'impact cumulé est plus élevé.

Au total (de 79 projets ; planifiés et clôturés inclus), 59% des projets ont spécifié leur offre et 42% ont spécifié leur demande. Nous avons également inclus les offres et demandes des projets hors de

Sourou en vue de démontrer l'applicabilité universelle du principe besoin-offre. En plus, nous avons mis le PDIDS/EES comme projet de l'ICS dans le tableau en vue de démontrer son rôle.

Le tableau 6.4 présente quelques résultats (celles jaunes) de l'analyse d'adéquation entre la demande et l'offre (les livrables/outputs) basés sur les informations présentées par les rapporteurs des travaux de groupes de l'atelier de 30 janvier 2019 et sur la base des fiches d'information de projet (chapitres 2 à 5).

Tableau 6.4. Exemples de l'adéquation entre la demande et l'offre des différents projets selon les groupes de travaux de l'atelier de 30 janvier (*) et sur la base des fiches d'information de projet indifférente de la localité du projet. Projet en couleur vert = planifié, bleu = clôturé.

Projet Demandeur	Demande – Offre	Projet Offrant
AS1 – Paix et sécurité		
DryDev, PDIDS/EES (vol.1, AS1)	La mise en place des Comités de Gestion et de Prévention des Conflits / Signature des accords	CPER-CRM, PA-RCPNV, P-GLR, PREFPP
AS2 – Désenclavement		
UMCS	Micro-crédit / accès des OCB aux financements	INCLUSIF, PRRE, DFC
PUM-Riz	Electricité pour PME	DDSEM
PUM-Riz	Pistes	PDIDS/EES (vol.1, AS2)
AS3 – Agriculture		
PASARC*	Techniques Transformation et conservation des produits agricoles	Groupements de femmes à Bankass*
PADIN II	Convention / règles d'exploitation des PM	GPM
PDAR	(De mise à l'échelle) des technologies (semences améliorées, etc.) de production des cultures agricoles	ARDT-SMS, DryDEF-BF, PDAR, PDGET, PGDTE, SAWM, SMAT-SCALING, TAAT
PREFPP	Modules de formation (renforcement des capacités) en gestion et techniques agricoles	TAAT
PDIDS/EES	Emploi hors ferme	CpF, PAEEPS, PUM-Riz, RERS
AS4 – Elevage		
PREFPP	Modules de formation (renforcement des capacités) en gestion et techniques pastorales	GLD, PGDTE
PDIDS/EES	Infrastructures pastorales	CPER-CRM, L4G, PRAPS
AS5 – Pêche/Pisciculture		
PASARC*, AEEPS	Fiches techniques sur la pisciculture	PADIN II*, PAFHa
AS6 – GRN - Biodiversité		
PGDTE	Accompagnement en petits équipements agricoles	TAAT ?
AS7 – Santé		
AR-ASDE	Ambulance mobile	PVIB
AS13 – Ressources en eau (transfrontalier)		
BDAS, DSS	Détails des courses d'eau	GRH-S
BDAS, DSS	Données hydrométéorologiques	PRRC ?

Tableau 6.4. Suite.

AS17 – Gouvernance, M-E		
ARC	Elaboration des PDESC	PDIDS/EES (volume 1)
ARC, IDEAL	Modules de formation d’alphabétisation des élus	
DSS, GLD, PACETEM, PDGET, PUM-Riz, PQAPM, R-BDF	Cadre de concertation (collaboration entre les différentes parties prenantes, coalitions, synergie)	C ₁₀ -Sourou, P-DGIR, PDIDS/EES (volume 1)
PDIDS/EES (volume 1)	Modules de formation sur la bonne gouvernance et de responsabilité vis-à-vis de leurs communautés	ARC
	Système Suivi-Evaluation	GDTE

?) Possibilité de l’offre pour le Sourou n’est pas encore bien spécifié ; une vérification/plaidoyer avec ce projet est nécessaire.

Les résultats montrent que les participants de l’atelier de 30 janvier ont compris le principe de S&A et déjà des options existent pour créer la S&A entre les projets des participants de l’atelier avec un nombre très limité de projets partagés à ce moment.

D’autres constats que nous pouvons tirer du tableau 6.4 (basés sur les FIPs) sont :

- a) Que les organisations exécutrices qui offrent leurs acquis se trouvent dans un ou deux Cercles (Bankass, Koro) et les besoins sont dans un autre (p.ex. les groupements de femmes à Bankass) ;
- b) Que le PDIDS/EES et des projets (p.ex. ARC, PUM-Riz) sont tantôt dans le cas de la « partie qui demande » et tantôt dans l’autre cas de la « partie qui offre » ;
- c) Que le partage des informations pour progresser ensemble en vue de l’atteinte d’un but commun peut se faire de manière informelle (dans un atelier) mais difficilement de façon un peu plus officielle -via le remplissage de la fiche d’information de programme/projet (FIP)- pour un nombre des structures. Sans ces difficultés, le nombre de FIPs (chapitres 2 à 5) aurait été plus élevé ;
- d) Que plusieurs organisations pourraient offrir les mêmes services (ou expériences) ;
- e) Les demandes (les besoins) des autres parties prenantes pour augmenter l’impact d’un projet ne sont pas bien exprimés et/ou mal définis (le français connaît plusieurs malheureusement plusieurs mots qui disent la même chose). Par conséquent, le nombre de possibilité de combler l’offre et la demande a été limité pour l’instant. Une solution pourra être de créer des listes de choix de notions et d’automatiser ce processus dans un logiciel ;
- f) Les partenaires d’exécution des projets savent bien expliqués ou vulgarisés les résultats de leurs projets à leurs propres groupes cibles. Cependant ces mêmes projets ont des difficultés (pouvoir et vouloir selon l’ordre de leurs supérieurs, etc.) de formuler et de transférer leurs résultats pour les bénéficiaires d’autres parties prenantes, qui -en fait- ont les mêmes objectifs de développement pour leurs populations dans la zone du Sourou.

La conclusion est que le concept de Besoin-Offre comme mécanisme d’échange des outputs entre les projets en vue d’impulser l’impact collectif des programmes et projets est innovant. En vue d’augmenter la synergie et de mieux aligner les activités avec le PDIDS, des détails de projets (un niveau plus profond que celui d’un domaine ou d’axe stratégique) sont nécessaires. En plus, il est donc clair, que pendant la phase d’exécution du PDIDS il reste encore des travaux à faire dans ce domaine. Avec un inventaire par des FIPs bien remplis et plus détaillée et sur une large échelle, les options de S&A avec le PDIDS seront plus élargies, et par conséquent, les coûts pour la mise en œuvre du PDIDS et d’autres diminueront (les projets ont déjà leurs propres sources de financement).

6.3.2 Réunions de partages des résultats par domaine - harmonisation

Il y a un grand nombre des partenaires techniques qui exécutent des activités dans le même domaine. Dans les autres pays, ces partenaires ont pu s'établir pour harmoniser les termes techniques ou les mêmes technologies (avec comme but de ne pas créer de confusion chez les groupes cibles avec différents noms des mêmes technologies alors qu'elles sont les mêmes). Le tableau 6.2 pourra être utilisé pour inviter des projets de participer à ce type de réunions d'harmonisation.

6.4. Leçons apprises et recommandations

6.4.1 Leçons apprises des différents programmes et projets inventoriés

Pour la phase de la mise en œuvre du PDIDS, une cartographie des projets pourra être utile. Ndiaye & Keita (2018) dans le cadre de DPFC ont déjà tiré la leçon que grâce à l'outil cartographique, les projets et programmes ont la possibilité de développer des synergies à partir de différentes interventions. Il y a des logiciels spécifiques disponibles pour faire ce travail.

Les projets, en ordre alphabétique, AHOMMS (sous-section 4.3.1), ARC-Mali (sous-section 2.1.1), DFC (sous-section 2.3.1), DryDev (sous-section 2.1.5 et 5.1.2), GLD (sous-section 2.14), GPM (sous-section 2.3.2), IDEAL (sous-section 5.1.3), PADIN II (sous-section 2.3.4), P-GLR (sous-section 2.1.31) et PREFPP (sous-section 2.1.36) donnent encore d'autres leçons, qui ont une valeur pour le PDIDS et qui sont répétées ici dans quelques groupes de leçons apprises.

6.4.1.1 Généraux

- Une collaboration étroite entre la mairie, les services techniques déconcentrés et les organisations d'agriculteurs est indispensable pour asseoir une bonne gouvernance et une mise à l'échelle de technologies développées ;
- La promotion des sources d'énergie renouvelables et foyers améliorés permettent de réduire la consommation du bois et offrir d'autres alternatives aux groupements féminins en matière d'Activités Régénératrices de Revenus ;
- Dans un contexte de fragilité et de vulnérabilité, les besoins des communautés locales et des populations doivent être pris en compte dans leur diversité et leur exhaustivité, dans le cadre d'une approche multisectorielle ;
- La communication et la confiance entre élus et citoyens s'améliorent avec la sensibilisation des jeunes leaders et les personnes ressources du projet ;
- Le contact permanent entre le personnel des projets et la population est essentiel pour leur réussite ;
- La tenue des cadres de concertation (des débats et des restitutions publics) améliore la gestion des affaires publiques locales et augmente la transparence ;
- Toute initiative de décentralisation des fonds climat doit prendre en compte la nécessité de mettre en synergie les différentes échelles de décisions et les terroirs au niveau local ;
- Des critères de performance choisis spécifiquement selon les réalités et approches locales garantissent non seulement une assurance qualité, mais aussi une meilleure performance et

mise en cohérence des subventions avec les priorités communautaires en matière d'adaptation face aux changements climatiques.

6.4.1.2 *Gestion de conflits*

- La communication et la gestion non violente des conflits liés aux ressources naturelles est stratégique dans les processus de conciliation ;
- L'implication des personnes-ressources et leaders communautaires dans la prévention/gestion des conflits, est déterminante de leur dénouement ;
- Elaboration des règles de gestion des périmètres maraichers réduit considérablement les conflits liés à la gestion des aménagements hydro agricoles (PM).

6.4.1.3 *Gestion de ressources en eau*

- La pisciculture dans les étangs en terre battue est difficile à cause de l'infiltration de l'eau ;
- La majorité du bassin et les cours d'eau supérieur (collecteur d'eau) se trouvent au Mali tandis que les bras principaux se trouvent au Burkina Faso. Ainsi tout aménagement affectera à la fois le Burkina Faso et le Mali ;
- Une meilleure gestion intégrée de ressources en eau avec l'implication de tous les acteurs concernés, avec un mode de gestion qui est en cohérence avec les modes de vie, de valeur et d'éthique de la population locale est nécessaire ;
- La coopération entre les bassins versants transfrontaliers ne doit plus être vue sous le seul angle d'intérêt, elle doit être perçue comme une obligation ;
- Dans le contexte actuel de changement climatique et de désertification, les hydrogrammes de crue de beaucoup de cours d'eau ont changé. Au lieu d'être étalé, ils se sont rétrécis avec la présence d'une crue de pointe. Cela est valable aussi pour le Sourou. Pour revenir à un hydrogramme qui se rapprochera des périodes humides, il est nécessaire de construire de petits barrages de régulation dans la partie malienne. Cela permettra aussi bien d'étendre en aval la superficie de la plaine inondable que de régulariser l'hydrogramme de crue ;
- Les nouveaux paradigmes de la gestion partagée des hydrosystèmes énoncent qu'il vaut mieux partager les bénéfices de l'eau que l'eau elle-même. Ces bénéfices peuvent être socio-économiques, politiques ou environnementaux écotouristiques. Ils peuvent être positifs (situation gagnante) que d'être liés à des situations de méfiances et de conflits.

6.4.1.4 *Intégration dans des plans existants*

- Les politiques publiques qui déstructurent ou ignorent les stratégies locales d'adaptation tendent à produire des effets négatifs encore plus importants que le changement climatique sur les moyens de subsistance des populations ;
- L'approche sous-bassin versant avec des comités de gestion intégrée des ressources en eau qui regroupe tous les acteurs concernés a permis aux communautés elles-mêmes de définir les actions prioritaires à mettre en œuvre ;
- Des plans d'action communautaires (PAC) ont été élaborés pour tous les sous-bassins versants afin de garantir que les interventions de DryDev sont basées sur les besoins et les contextes locaux. Cela a également été intégré à l'approche Options par contexte (OxC) qui a été

développée pour garantir que des réponses de développement spécifiques soient apportées à des défis spécifiques au contexte biophysique et social ;

- La mobilisation des bénéficiaires / groupes cibles autour de leurs initiatives à travers l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action concrets contribue à leur engagement dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent ;
- Les institutions communautaires sont capables de combler le "fossé en matière de planification" entre les communautés et le gouvernement en apportant les connaissances et les perceptions locales.

6.4.1.5 Socio-économie

- Permettre aux OP faitières (unions ou associations) de rendre des services à leurs membres en mettant en place un réseau de formateurs communautaires (relais endogènes) (formellement reliés à un professionnel agricole/élevage qui le suit) capables d'apporter une assistance opérationnelle (informationnelle et technique) au niveau des exploitations de petits producteurs. Ces derniers sont pris en charge par un mécanisme financier autogéré par les producteurs ;
- Pour assurer la durabilité des infrastructures il faut mettre des comités de gestion des aménagements et des infrastructures ; les personnes choisies pour ces comités doivent avoir eux-mêmes un intérêt économique pour que la durabilité de la gestion soit assurée.
- Développer des réseaux d'affaires autour d'une entreprise championne identifiée. La mise en relation entre des réseaux d'acteurs de la production avec des entreprises de la transformation. Les champions sont soit des organisations entrepreneuriales de producteurs, soit des PME locales qui commercialisent et transforment les produits.
- Les petites activités économiques telles que le warrantage, le renforcement des coopératives et les groupes d'épargne, le maraichage trouvent un écho favorable parmi les groupes d'agriculteurs ;
- Les magasins d'intrants locaux permettent de pallier le manque persistant de livraison d'intrants de proximité.

6.4.1.6 Aspects genre et jeunes

- Une sélection inclusive des jeunes leaders assure l'inclusivité et évite la stigmatisation ;
- L'alphabétisation fonctionnelle est importante pour assurer l'implication des femmes dans la gouvernance locale et démocratique ;
- La responsabilisation des jeunes leaders, notamment des points focaux dans la planification et la mise en œuvre des activités assure en plus de la cohésion sociale, donne de pérennité et de durabilité du projet ;
- Les PM doivent être équipés de Kit solaire pour alléger la souffrance des femmes et garantir l'exploitation des jardins à 100%. Cependant, il faut toujours l'existence de puits maraichers dans le jardin pour assurer la disponibilité de l'eau en cas de panne du kit solaire ou des GMP ;
- Le changement des préjugés selon lesquels les populations nomades sont « hostiles à l'école occidentale » a aidé de comprendre que c'est plutôt l'école qui est mal adaptée à leur mode de vie. Selon les expériences les jeunes sont aidés avec l'alphabétisation (c'est en réalité l'éducation non formelle en général qui regroupe l'éducation de base (le REFLECT) et la formation

professionnelle qu'on appelle chez nous le DCTP (Développement des compétences techniques et professionnelles) et des idées d'actions (activités génératrices de revenus ou de petits projets de développement local).

6.4.1.7 Renforcement de capacité

- Le renforcement des capacités des acteurs locaux en particulier du personnel des collectivités territoriales constitue un préalable pour la gouvernance efficace des fonds climat ;
- Le renforcement des capacités des élus permet une meilleure implémentation de la maîtrise d'ouvrage communale ;
- Les renforcements de capacités sur la gouvernance inclusive sensible au genre pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) est une étape obligatoire pour les élus communaux, les organisations de la société civile locales et l'AMM de comprendre les causes et les conséquences de l'exclusion sociale, le rôle des organisations de la société civile et des autorités locales dans la lutte contre l'exclusion sociale et d'intégrer cette dimension dans leurs processus de prise de décisions et dans les activités de lobbying/plaidoyer dans les instances de concertation et de dialogue sur la décentralisation et la gouvernance locale.

6.4.1.8 Biodiversité

- Les géo membranes contribuent à la diminution des reptiles quand les étangs sont vidés de leurs eaux ; les reptiles qui y entrent ne peuvent plus sortir à cause du chauffage de la géomembrane par le soleil.

6.4.1.9 Remarques finales

La capitalisation des leçons et recommandations des projets exécutés semble également être difficile ou de moindre importance (ou moins intéressante) pour la plupart des organisations exécutrices. Quelques bons exemples sont présentés vue leur importance potentielle pour le PDIDS. En rétro perspectif ces leçons et recommandations ont été prises en compte dans le PDIDS, mais au début d'élaboration du PDIDS les informations n'étaient pas disponible (et le temps de les rechercher n'était pas disponible).

Pour l'exécution efficace du PDIDS, d'autres recommandations sont formulées dans la sous-section ci-dessus sur la base de nos travaux dans ce volume et par la suite inclus dans le PDIDS.

6.4.2 Recommandations

Pour l'exécution efficace (correcte) du PDIDS nous allons mettre l'accent sur quelques recommandations faites par des différents programmes et projets inventoriés (6.4.2.1) et en suite d'autres recommandations sont données issues de nos travaux sur ce volume (6.4.2.2).

6.4.2.1 Recommandations des différents programmes et projets inventoriés

Les recommandations faites par DFC (2019 ; sous-section 2.3.1) sont :

- Inscrire le financement de l'adaptation aux changements climatiques dans les budgets ordinaires des collectivités territoriales et non dans une approche sectorielle ;

- Mettre l'accent sur l'apprentissage et sur le renforcement des capacités, plus que sur les investissements. La maîtrise des processus, de la démarche et des leçons apprises est une dimension majeure ;
- Mettre les collectivités territoriales au cœur des stratégies nationales d'adaptation au changement climatique grâce à l'instauration d'un mécanisme durable de renforcement de capacités et de financement de l'adaptation par les collectivités territoriales ;
- Développer la coopération, la solidarité entre les territoires et le développement de financement structurants par la mise en œuvre de projets qui transcendent les limites administratives et les frontières nationales ;
- Valoriser les connaissances et savoir-faire locaux et renforcer les capacités des acteurs à travers des programmes adaptés de formation qui prennent en compte les spécificités régionales et locales ;
- Fournir des technologies vertes de substitution qui peuvent faciliter la transition vers une économie résiliente au climat et peu émettrice de carbone ;
- Intégrer le changement climatique dans la planification et la budgétisation du développement économique, social et culturel des collectivités territoriales ;
- Assurer la mobilisation des ressources internes, autant que les ressources externes ;
- Les associations d'élus locaux doivent porter le plaidoyer auprès de leurs membres, de l'Etat et des partenaires techniques financiers pour appuyer la mise à l'échelle du modèle ; en commençant par adapter leur système de planification locale.

La recommandation du projet DryDev au Mali (sous-section 2.1.9) concernant la réussite du développement des chaînes de valeur est : « *il faut une approche intégrée de structuration des acteurs, renforcement des capacités entrepreneuriales des acteurs des chaînes de valeur, le développement de plans d'affaire pour les chaînes de valeurs sélectionnées, la mobilisation de l'épargne locale à travers le renforcement des groupes et associations villageoises d'épargne et de crédit, la promotion du warrantage et la mise en relation avec les services financiers et un système d'information sur le marché* ».

Ces recommandations confirment en fait l'approche prise dans le PDIDS (volume 1).

6.4.2.2 *Recommandations selon nos travaux*

Le processus de collecte d'information sur les programmes et projets existants et futurs se poursuivra même pendant la mise en œuvre du PDIDS. Les projets qui ne figurent pas encore dans ce volume sont invités d'envoyer leur fiche d'information de projet (disponible via le site web www.souroumali.org) à l'ICS. De cette façon les impacts cumulés pourront être mieux documentés et mis à la disposition des bénéficiaires au fur et à mesure de l'exécution.

Des formations du personnel seront organisées pendant la mise en œuvre des projets sur *a)* les concepts de partage des résultats des projets entre eux autres (les offres pour augmenter l'impact des autres projets incluses), *b)* la capitalisation des leçons apprises même pendant la mise en œuvre des projets comme activité de suivi-évaluation, *c)* la formulation des recommandations et le partage avec des autres parties prenantes pendant et à la fin du projet, *d)* la formulation des besoins pour augmenter l'impact de son propre projet et *e)* la prise en compte du contexte socio-économique de

la nouvelle zone et de ses populations pour la mise à grande échelle les résultats ou les technologies (duplication).

Comme proposé et déjà intégré dans le volume 1 (sous-section 5.3.1), une tâche spécifique pour le bureau de l'ICS est de développer une stratégie d'acceptation des projets qui doivent intervenir dans le Sourou. Cela permettra à l'ICS d'évaluer (ensemble avec le volet technique) les propositions de projets (ou des notes conceptuelles) écrites par des parties tiers. L'évaluation des projets et programmes sera basée sur leur contribution à l'atteinte des objectifs des Axes Stratégiques (qui donc fonctionne comme un filtre) du PDIDS. Cette approche permettra de documenter l'ensemble des acquis et bonnes pratiques de ses différentes interventions et en conséquence de mesurer leur impact sur le développement durable du Sourou.

La figure 6.1 montre schématiquement ce processus, qui peut être dynamique : la ligne verte signifie une note de non-objection (autorisation) pour le promoteur du projet ou programme et l'acceptation du schéma de la planification pour la mise en œuvre (via le côté technique) pour impulser l'impact. La ligne rouge illustre le processus pour l'amélioration de la proposition de nouveau projet avant son acceptation.

Depuis le début de l'année 2019 notre constat a été qu'un nombre des organisations qui veulent commencer ou ont commencés un projet dans le Sourou ont débuté une collaboration avec l'ICS pour aligner leurs activités avec le PDIDS. Cela montre une volonté croissante des parties prenantes de rechercher la synergie et alignement en vue de l'obtention des bénéfices de l'exécution du PDIDS avec son EES.

En conséquence, avec la création d'un cadre de concertation (environnement) favorable à la synergie et l'alignement les projets existants et futurs (demandé par un nombre des projets (tableau 6.4), la chance de la duplication des projets et/ou similaires diminue et l'impact collectif, c'est-à-dire la réussite du PDIDS dans la zone du Sourou augmentera.

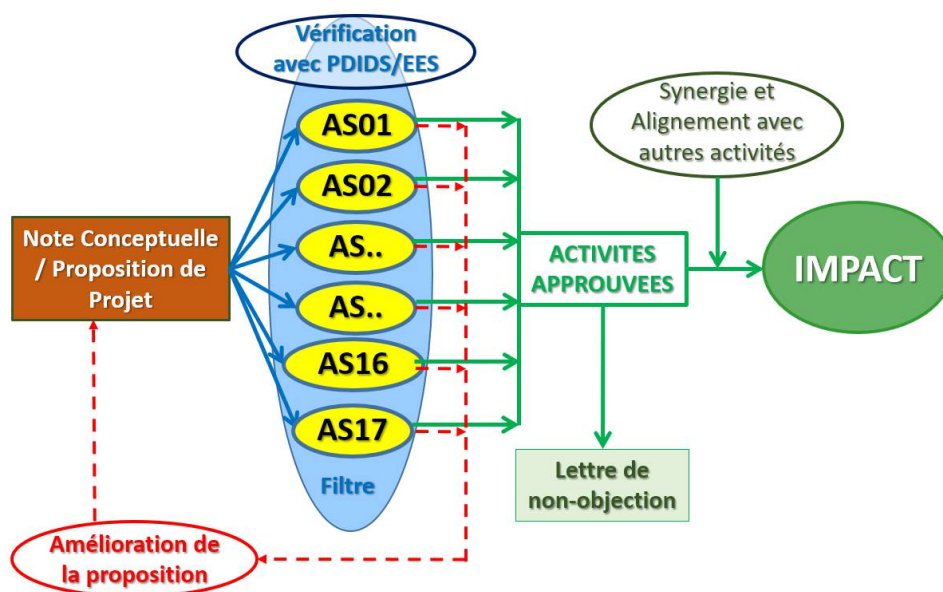


Figure 6.1. Le processus d'évaluation d'un nouveau projet pour le Sourou. AS = Axe Stratégique.

7. Conclusions

Basé sur l'état de lieux des 79 programmes et projets en phase de mis en œuvre, planifiés ou clôturés, un premier aperçu de leur contribution à la mise en exécution du PDIDS est présenté. La contribution pourra être directe avec des activités dans le Sourou (côté du Mali et transfrontalier) ou indirecte via un transfert de connaissance (ex. leçons apprises) et/ou techniques du côté du Sourou du Burkina Faso, et/ou hors du Sourou.

Pendant les ateliers organisés dans le cadre de l'élaboration du PDIDS/EES, il est devenu clair que le partage des informations pour progresser ensemble en vue de l'atteinte d'un but commun peut se faire de manière informel (dans un atelier) mais difficilement de façon un peu plus officielle, via le remplissage de la fiche d'information de programme/projet (FIP) pour un nombre des structures. Sans ces difficultés, le nombre de FIPs (chapitres 2 à 5) aurait été plus élevé.

Tenant compte du nombre d'au moins 155 organisations qui travaillent dans le Sourou et que chacune d'elle dispose de ces propres fonds et exécute ses activités, une coordination et alignement dans le cadre du PDIDS/EES est urgent pour éviter le gaspillage des moyens financiers et de temps, mais également de mettre en confiance les populations qui sont confuses par la multiplicité des intervenants.

Le concept de Besoin-Offre comme mécanisme d'échange des outputs entre les projets en vue d'impulser l'impact collectif des programmes et projets est innovant. Les partenaires d'exécution des projets savent bien expliqués ou vulgarisés les résultats de leurs projets à leurs propres groupes cibles. Cependant ces mêmes projets ont des difficultés (pouvoir et vouloir selon l'ordre de leurs supérieurs, etc.) de formuler et de transférer leurs résultats pour les bénéficiaires d'autres parties prenantes, qui -en fait- ont les mêmes objectifs de développement pour leurs populations dans la zone du Sourou. Il est donc clair, que pendant la phase d'exécution du PDIDS il reste encore des travaux à faire dans ce domaine. En vue d'augmenter la synergie et de mieux aligner les activités avec le PDIDS, des détails de projets (un niveau plus approfondit que celui d'un domaine ou d'axe stratégique) sont nécessaires.

La capitalisation des leçons et recommandations des projets exécutés semble également être difficile ou de moindre importance (ou moins intéressante) pour la plupart des organisations exécutrices. Quelques bons exemples sont présentés vue leur importance potentielle pour le PDIDS. En rétro perspectif ces leçons et recommandations ont été prises en compte dans le PDIDS, mais au début d'élaboration du PDIDS les informations n'étaient pas disponible (et le temps de les rechercher n'était pas disponible). Pour l'exécution efficace du PDIDS, d'autres recommandations sont formulées sur la base de nos travaux dans ce volume et par la suite inclus dans le PDIDS.

Le travail de collecte des informations des programmes et projets existants et futurs (par les FIP ou des autres moyens) n'est pas encore terminé. Ce travail se poursuivra même pendant la mise en œuvre du PDIDS. De cette façon les impacts cumulés pourront être mieux documentés et mis à la disposition des bénéficiaires.

Depuis le début de l'année 2019 notre constat a été qu'un nombre des organisations qui veulent commencer ou ont commencés un projet dans le Sourou ont débuté une collaboration avec l'ICS pour aligner leurs activités avec le PDIDS. Cela montre une volonté croissante des parties prenantes de rechercher la synergie et alignement en vue de l'obtention des bénéfices de l'exécution du PDIDS avec son EES.

Avec la création d'un cadre de concertation favorable à la synergie et l'alignement des projets existants et futurs la chance de la duplication des projets et/ou similaires diminue et l'impact collectif dans la zone du Sourou augmentera.

Bibliographie

Tous documents cités ci-dessous sont/seront disponibles dans le Dropbox ou autrement via www.souroumali.org.

- DFC, 2019. Rapport analytique. Quels mécanismes pour un financement efficace de l'adaptation des collectivités territoriales au Sahel ? Leçons apprises et opportunités pour la mise à l'échelle. Conférence Régionale, 24 au 25 avril 2019 à Bamako, Mali. DFC, 9 pp.
- Guindo, A.M., N.J. Dembele & M.M. Tessougué, 2017. Gestion des ressources hydrologiques d'un cours d'eau transfrontalier : Cas du Sourou. Actes du Colloque de l'Université de Ségou, 14-16 Juin 2017 : 127-137.
- OCHA, 2018. Mali. Qui Fait Quoi Où (3W) Présence opérationnelle des acteurs humanitaires. OCHA, Bamako, 2018, 3 pp.
- Ndiaye, D. & A. Keita, 2018. Initier les acteurs locaux à la cartographie participative des ressources naturelles. AGRIDAPE, issue spéciale de Projet Décentralisation des Fonds Climat (DFC) au Mali et au Sénégal- Un mécanisme innovant de financement de l'adaptation, p. 15-17.
- UICN-PACO, 2019. Réussir la gouvernance environnementale par le partenariat. Leçons apprises du programme PAGE. Ouagadougou, Burkina Faso : UICN. 54 pp.
[<https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/documents/2019-006-Fr.pdf>]
- van Duivenbooden N, 1997. Exploitation de la variabilité multi-échelle des systèmes d'utilisation des terres afin de l'améliorer la gestion des ressources naturelles dans la zone soudano-sahélienne de l'Afrique de l'Ouest (MUSCLUS), Méthodologie et plan de travail. ICRISAT Integrated Systems Project Report Series No 2. Patancheru 502 324, Andhra Pradesh, Inde, 43 pp.

Annexe 1. Liste des organisations humanitaire

Tableau A1.1. Liste des organisations avec le focus sur les activités humanitaires selon les différents domaines avec les Axes Stratégiques correspondant dans la Région de Mopti et celles travaillent également dans le Sourou (en couleur jaune). EHA = environnement et actions humanitaires.

Domaine	Organisation présente dans la Région de Mopti*
Abris/BNA (AS1)	UNHCR, NRC
Coordination (AS17)	IRC, OCHA, UNDSS, UNHAS, CARE International, NRC, World Vision
Education (AS8)	ACTED, Camris, IEDA Relief, NRC, ONUFEMMES, AKF, ASG, CRS, DVV, SCI, CAEB, Caritas Mali, PAM, POD, World Vision
EHA (AS6, 9, 13, 17)	ACTED, AMSS, CARE International, CICR, IRW, OIM, OXFAM, Qatar Charity, UNICEF, WVC, IMADEL, SIF, World Vision
Nutrition (AS3, 4, 5, 6, 7)	ACTED, CISV, CRS, HKI, IRC, MSF-E
Protection (AS1)	AAPPOR Mali, ADDF-Mali, AEN, AMSS, APDF, CARE International, Caritas Mali, CRM, DCA, DRC, DRC/DDG, GRAT, IAMANEH Mali, IEDA Relief, Mercy Corps, NRC, Odi-Sahel, OIM, ONUFEMMES, SCI, Stop Sahel, UNFPA, UNICEF, UNMAS, WILDAF, AJM, GREFFA, MSH, ODEF, SFCG, SIF, AFAR, Helvetas Swiss Intercooperation, Kissili Kibaru, World Vision, YAG-TU
Santé (AS7)	Action Mopti, AGVF, AKF, AMID, AMPPF, AMPRODE Sahel, ASG, CAEB, CARE International, CESAC, CISV/LVIA, Delta Survie, IRC, IWEN, Mouso, MSF-E, MSH, MSI, PSI, RIGHT TOPLAY, UNICEF, World Vision, YA-G-TU
Sécurité Alimentaire (AS3, 4, 5, 6)	ACTED, AFAR, AKF, AMARAD, AMAPROS, AMASSA Afrique Verte, AMEDD, AMPRODE Sahel, AMRAD, AOPP, ASG, AVSF, CARE International, Caritas Mali, CICR, CISV, CISV/LVIA, Consortium SOS, CRM, CRS, CSPEEDA, DRC, ENDA-Mali, FAO, GAAS Mali, GRAT, GRAT/MOLIBEMO, Helvetas Swiss Intercooperation, HKI, ICD, IRC, Islamic Relief, NEF, NRC, OdiSahel, ONG Espoir, PAM, SAHEL ECO, SIF, SOS Sahel, Stop Sahel, USC-Canada Mali, Wetlands, WHH, World Vision, YA-G-TU

*) source : OCHA, 2018.

Index des projets

Les projets sont classés par ordre alphabétique. Le premier chiffre indique le chapitre (= la localité du projet : 2 = Sourou Mali ; 3 = Transfrontalier, 4 = Sourou BF, et 5 = Hors Sourou) et le second indique la section (= la phase du projet : 1 = mis en exécution, 2 = planifié, 3 = clôturé). La combinaison est la sous-section.

3.2.1	AAF-SSR	67
2.2.1	AEEPS	50
4.3.1	AHOMMS	78
4.2.1	AMVS – Extension	77
2.1.1	APTUHC-M	9
2.1.2	AR-ASDE	10
2.1.3	ARC-Mali.....	11
2.1.4	ARDT-SMS	14
3.2.2	AT4PAIX.....	69
2.1.5	BDAS.....	15
4.1.1	BDFK	74
2.1.6	BKN.....	16
3.1.1	C ₁₀ -Sourou	62
2.1.7	CPER-CRM	17
2.1.8	CpF.....	18
2.2.2	DDSEM	51
2.3.1	DFC	55
5.3.1	DryDev-BF	91
2.1.9	DryDev-ML	19
2.1.10	DSS	21
2.1.11	ESIQ	23
5.1.1	EBA/FEM	79
3.1.2	FEVE.....	63
2.1.12	FFE.....	23

2.1.13	GDEFOR 3	24
2.1.14	GLD	24
2.3.2	GPM	58
3.3.1	GRH-S	71
3.2.3	GRN-ABV	69
2.1.15	GS	27
5.1.2	IDEAL	80
5.1.3	INCLUSIF	82
2.1.16	IPRO-REAGIR	28
2.1.17	Jigiséméjiri	29
2.1.18	L4G	29
5.1.4	LG-LMN	83
5.1.5	Maara Niséko	84
2.1.19	MCCAA	30
2.1.20	PACETEM	31
2.3.3	PADIN-II	58
5.3.2	PAGE	93
3.2.4	PAGE 2	69
2.1.21	PAFHa	32
2.1.22	PAFS-AECC	33
2.1.23	PA-RCPNV	34
2.1.24	PAPAM	35
4.1.2	PAPCiDDeL	76
2.1.25	PASARC	36
2.1.26	PCA-GIRE	36
2.1.27	PDAR	37
2.1.28	PDGET	38
2.1.29	P-DGIR	39
3.2.5	PDI-Volta	70
3.1.3	P-DREV	64

2.1.30	PEF-GS	40
2.1.31	PGDTE.....	41
2.3.4	PGIRES/GWI	60
2.1.32	P-GLR.....	42
2.1.33	PISA	43
3.1.4	PMTN.....	64
5.1.6	PNB-BF	84
2.1.34	PQAA	44
5.2.1	PQAPM – Renforcement des filières	90
3.1.5	PRAPS	65
3.2.6	PREE-PACO	70
2.1.35	PREFPP	44
3.1.6	ProGEF.....	66
5.1.7	PRRC	87
2.1.36	PRRE	46
2.2.3	PUM-Riz.....	52
2.1.37	PVIB	46
5.3.3	R-BDF.....	93
3.2.7	RERS	70
3.2.8	REWarD	71
2.1.38	RMCCA	47
5.1.8	ROGEP	88
2.2.4	SAWM	53
2.1.39	SMAT-SCALING.....	48
5.1.9	TAAT	89
2.1.40	UMCS.....	49